

Comptes régionaux

Répartition régionale des dépenses de consommation finale
des ménages, des administrations publiques et des institu-
tions sans but lucratif et de l'épargne des ménages
1999-2013

Contenu de la publication

La présente publication contient les données concernant la répartition des dépenses de consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages. La première variable n'est disponible qu'au niveau des régions au cours de la période 1999-2013. Les deux autres variables sont disponibles par région, province et arrondissement pour la période 1995-2013. La répartition régionale des comptes des ménages a pu être élargie jusqu'à l'épargne des ménages au niveau des régions. Des données chiffrées relatives à la Communauté germanophone ne sont pas disponibles.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration entre la Banque nationale de Belgique (BNB), la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne.

Au niveau du Royaume, les résultats sont conformes aux estimations de septembre 2015 présentées dans la publication de l'ICN intitulée "Comptes nationaux: Comptes détaillés et tableaux 2014".

La répartition régionale repose sur les méthodes, définitions et nomenclatures établies selon le système européen de comptes nationaux et régionaux (SEC 2010) tel que visé au règlement CE n° 549/2013 du Conseil du 21 mai 2013.

Cette publication se compose de trois parties. La première commente brièvement les résultats pour la période 2010-2013. La deuxième comprend les adaptations méthodologiques et leur description. La troisième partie présente les incidences de ces changements méthodologiques pour la période 1999-2010. Des [tableaux plus détaillés](#) pour la période 1995-2013 sont consultables sur le site internet de la BNB.

Tous les calculs ont été clôturés à la date du 18 juin 2016.

Avant-propos

Les trois régions et la Banque nationale de Belgique (BNB) ont lancé en 2009 un projet commun visant à établir davantage de statistiques macroéconomiques présentant une dimension régionale.

En sus des statistiques publiques régionales, qui sont publiées par l'Institut des comptes nationaux, des avancées ont été enregistrées sur le plan des dépenses macroéconomiques régionales. En juillet 2015, la répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif et de l'épargne des ménages pour la période 1999-2010 selon la méthodologie du SEC 2010 a été publiée pour la première fois. Maintenant, la période couverte par la présente publication va de 1999 à 2013.

Cette publication est le fruit de la fructueuse collaboration évoquée entre la Banque et les Régions.

Grâce à ce projet, l'extension des comptes des revenus des ménages a été rendue possible. Ainsi, le compte de redistribution du revenu en nature, avec comme solde le revenu disponible ajusté, et le compte d'utilisation du revenu disponible, avec comme solde l'épargne, ont pu être constitués au niveau régional.

Le nombre de tableaux figurant dans la publication est limité. Tous les résultats détaillés peuvent toutefois être consultés dans la banque de données en ligne NBB.Stat.

Le Gouverneur
de la Banque nationale de Belgique

Jan Smets

Bruxelles, juillet 2016

Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	9
1. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)	10
1.1 Vue d'ensemble	10
1.2 Dépenses par catégorie de produits pour la période 2010-2013	11
1.3 Dépenses par catégorie de produits pour l'année 2013	13
2. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)	16
2.1 Vue d'ensemble	16
2.2 Dépenses de consommation finale des administrations publiques par composante	17
3. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)	19
3.1 Vue d'ensemble	19
3.2 Dépenses de consommation finale des ISBLSM par composante	20
4. Répartition régionale de la consommation finale effective (P.4)	21
4.1 Consommation finale effective individuelle des ménages	21
4.1.1 Vue d'ensemble	21
4.1.2 Consommation finale effective individuelle des ménages par composante	22
4.2 Consommation finale effective totale	23
4.2.1 Vue d'ensemble	23
4.2.2 Consommation finale effective totale par composante	24
5. Extension de la Répartition régionale des comptes des revenus des ménages	25
5.1 Répartition régionale du revenu disponible ajusté net (B.7n)	25
5.1.1 Vue d'ensemble	25
5.1.2 Revenu disponible ajusté net par composante	26
5.2 Répartition régionale de la consommation de capital fixe (P.51c)	27
5.3 Répartition régionale du revenu disponible brut (B.6g) et de l'épargne brute (B.8g)	28
5.3.1 Revenu disponible brut des ménages	28

5.3.1	Revenu disponible brut des ménages	28
5.3.2	Epargne brute des ménages	29
5.4	Taux d'épargne des ménages	31
5.5	Evolution des principaux agrégats des comptes des revenus des ménages	32

Modifications méthodologiques 34

1	Dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)	34
1.1	Loyers réels (COICOP 041) et loyers imputés (COICOP 042)	34
1.2	Collecte des ordures (COICOP 0442)	34
1.3	Services domestiques (COICOP 0562 Partim)	35
1.4	Achats de véhicules (COICOP 0711 Partim)	35
1.5	Dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072)	35
1.5.1	Carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (COICOP 0722) et Réparation et entretien de véhicules personnels (COICOP 0723)	35
1.5.2	Autres services liés aux véhicules personnels, <i>Partim</i> auto-écoles (COICOP 0724, auto écoles <i>Partim</i>)	35
1.6	Prostitution (COICOP 122)	36
1.7	Assurances (COICOP 125)	36
1.8	Autres services financiers (COICOP 1262)	36
1.9	Traitements des données de l'EBM lors des années paires (2012, 2014 et suivantes) et des années intermédiaires (années impaires à partir de 2011)	36
2	Dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)	39
2.1	Répartition des dépenses entre dépenses individuelles et collectives	39
2.2	Assurance soins, "Vlaams Zorgfonds"	39
2.3	Services sociaux et culturels	39
2.4	Interventions pour l'accueil de l'enfance et les personnes âgées et/ou handicapées	39
3.	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)	40
3.1	Harmonisation des codes NACE, traitement des réductions de cotisations patronales ciblées et des autres subventions sur la production	40
3.2	Rémunérations ONSS des fabriques d'églises et des maisons de jeunes	40
4	Consommation de capital fixe (p.51C)	40

Incidences des modifications par rapport à la publication de juillet 2015 des comptes régionaux 41

1	Dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)	41
2	Dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)	44
3	Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)	45
4	Comptes des revenus des ménages	46

Tableaux

Introduction	51
1. Dépenses de consommation finale des ménages par région (NUTS-1) et COICOP 2 et 3 digits	53
1.1 Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	54
1.2 Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	56
1.3 Région flamande - Chiffres absolus	58
1.4 Région flamande - Importance relative par unité géographique	60
1.5 Région wallonne - Chiffres absolus	62
1.6 Région wallonne - Importance relative par unité géographique	64
1.7 Unité extra-régionale - Chiffres absolus	66
1.8 Unité extra-régionale - Importance relative par unité géographique	68
1.9 Royaume - Chiffres absolus	70
2. Dépenses de consommation finale des administrations publiques par région (NUTS-1)	73
2.1 Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	74
2.2 Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	74
2.3 Région flamande - Chiffres absolus	76
2.4 Région flamande - Importance relative par unité géographique	76
2.5 Région wallonne - Chiffres absolus	78
2.6 Région wallonne - Importance relative par unité géographique	78
2.7 Royaume - Chiffres absolus	80
3. Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages par région (NUTS-1)	81
3.1 Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	82
3.2 Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	82
3.3 Région flamande - Chiffres absolus	83
3.4 Région flamande - Importance relative par unité géographique	83
3.5 Région wallonne - Chiffres absolus	84
3.6 Région wallonne - Importance relative par unité géographique	84
3.7 Royaume - Chiffres absolus	85
4. Consommation finale effective par région (NUTS-1)	87
4.1 Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	88
4.2 Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	88
4.3 Région flamande - Chiffres absolus	89
4.4 Région flamande - Importance relative par unité géographique	89
4.5 Région wallonne - Chiffres absolus	90
4.6 Région wallonne - Importance relative par unité géographique	90
4.7 Royaume - Chiffres absolus	91
5. Comptes de revenus des ménages par région (NUTS-1) (net)	93
5.1 Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	94
5.2 Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	95
5.3 Région flamande - Chiffres absolus	96
5.4 Région flamande - Importance relative par unité géographique	97
5.5 Région wallonne - Chiffres absolus	98
5.6 Région wallonne - Importance relative par unité géographique	99
5.7 Unité extra-régionale - Chiffres absolus	100
5.8 Unité extra-régionale - Importance relative par unité géographique	101

5.9	Royaume - Chiffres absolus	102
6.	Comptes de revenus des ménages par région (NUTS-1) (brut)	103
6.1	Région de Bruxelles-Capitale - Chiffres absolus	104
6.2	Région de Bruxelles-Capitale - Importance relative par unité géographique	105
6.3	Région flamande - Chiffres absolus	106
6.4	Région flamande - Importance relative par unité géographique	107
6.5	Région wallonne - Chiffres absolus	108
6.6	Région wallonne - Importance relative par unité géographique	109
6.7	Unité extra-régionale - Chiffres absolus	110
6.8	Unité extra-régionale - Importance relative par unité géographique	111
6.9	Royaume - Chiffres absolus	112
	Remarques générales	113
	Signes conventionnels	115
	Liste des abréviations	117

Commentaire

En 2009, un projet d'élargissement des statistiques économiques régionales a été lancé entre la Banque nationale de Belgique et les Régions de Bruxelles-Capitale, flamande et wallonne. Il concerne, entre autres, le développement de l'optique des dépenses du PIB. A ce sujet, deux publications sont parues en juillet 2015: une dédiée à la répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif et de l'épargne des ménages (période 1999-2010); l'autre portait sur la répartition régionale des exportations et des importations belges de biens et de services (période 1995-2012).

La présente publication a trait à la répartition régionale des dépenses de consommation finale, qui constituent la part la plus importante du PIB dans l'optique des dépenses, ainsi qu'à l'extension du compte des revenus des ménages pour la période 1999-2013.

La publication de chiffres régionaux relatifs aux dépenses de consommation finale ne constitue pas encore une obligation de la part d'Eurostat¹. Néanmoins, les répartitions régionales dont il est question dans ce document reposent sur des principes méthodologiques définis au niveau européen par le nouveau Système Européen des Comptes (SEC 2010) sur lequel se fondent les comptes régionaux publiés jusqu'à présent.

La période couverte par la présente analyse est contrainte par la disponibilité temporelle des sources utilisées au niveau régional. L'enquête sur le budget des ménages (EBM), qui constitue la principale source régionale pour l'estimation des dépenses de consommation finale des ménages, n'est disponible annuellement qu'entre 1999 et 2010 puis de manière bisannuelle à partir de 2012. Aussi, la description de l'ensemble des résultats se limite à cette période d'observation (1999-2013), même si les dépenses de consommation finale des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages sont disponibles sur une période plus étendue (1995 à 2013).

Les résultats présentés sont compatibles avec la version de septembre 2015 des comptes nationaux détaillés, établis selon le SEC 2010. Toutes les mesures sont effectuées à prix courants.

Tous les résultats sont exprimés en termes nominaux.

Les résultats relatifs aux dépenses de consommation finale propre à chaque secteur d'une part et ceux liés à l'extension des comptes des revenus des ménages avec *in fine*, la mesure de l'épargne des ménages d'autre part sont présentés dans cette partie.

Ces résultats sont analysés pour la période de temps couvrant les années 2010 à 2013 car ces années n'étaient pas encore toutes disponibles lors de la précédente publication des comptes régionaux de juillet 2015.

¹ Le programme de transmission SEC 2010 d'Eurostat mentionne les dépenses de consommation finale des ménages au niveau NUTS 2 à titre facultative.

Etant donné que tous les résultats sont également rapportés au nombre d'habitants afin d'évaluer les niveaux de dépenses par habitant, il est utile de visualiser l'évolution de la population moyenne sur la période 2010 – 2013 telle que présentée dans le tableau 1. Bien entendu, si une dépense connaît une croissance moindre que celle de la population, les dépenses par habitant vont régresser.

TABLEAU 1 POPULATION MOYENNE TOTALE

Année	Nombre d'habitants				Année	Taux de croissance en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	1 104 313	6 279 311	3 511 962	10 895 586	2011	2,2	0,8	0,7	0,9
2011	1 128 971	6 328 702	3 535 935	10 993 607	2012	1,6	0,7	0,6	0,7
2012	1 147 398	6 371 056	3 556 503	11 074 957	2013	1,1	0,5	0,4	0,5
2013	1 159 714	6 401 026	3 571 501	11 132 241	2010-2013	5,0	1,9	1,7	2,2

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

1. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)

1.1 Vue d'ensemble

Au niveau du Royaume, les dépenses de consommation finale des ménages ont crû de 8,0 % entre 2010 et 2013, passant de 184,9 milliards d'euros en 2010 à 199,7 milliards en 2013.

TABLEAU 2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	19 052,6	108 471,5	57 341,4	184 948,4	2010	17 252,9	17 274,4	16 327,5	16 974,6
2011	19 164,6	113 165,4	58 841,7	191 259,7	2011	16 975,3	17 881,3	16 641,1	17 397,4
2012	19 607,7	116 477,9	59 840,5	196 017,9	2012	17 088,8	18 282,4	16 825,7	17 699,2
2013	19 886,4	119 211,5	60 490,2	199 682,4	2013	17 147,7	18 623,8	16 936,9	17 937,3
Taux de croissance en %									
2011	0,6	4,3	2,6	3,4	2011	-1,6	3,5	1,9	2,5
2012	2,3	2,9	1,7	2,5	2012	0,7	2,2	1,1	1,7
2013	1,4	2,3	1,1	1,9	2013	0,3	1,9	0,7	1,3
2010-2013	4,4	9,9	5,5	8,0	2010-2013	-0,6	7,8	3,7	5,7
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,3	58,6	31,0	100	2010	101,6	101,8	96,2	100
2011	10,0	59,2	30,8	100	2011	97,6	102,8	95,7	100
2012	10,0	59,4	30,5	100	2012	96,6	103,3	95,1	100
2013	10,0	59,7	30,3	100	2013	95,6	103,8	94,4	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

En Région flamande, les ménages ont connu une hausse de leurs dépenses de consommation finale de 9,9 % entre les années 2010 et 2013 (la plus forte des régions). Elles atteignaient 119,2 milliards d'euros cette année-là.

En Région wallonne les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté jusqu'à 60,5 milliards en 2013, soit une hausse de 5,5 % par rapport à 2010.

En Région de Bruxelles-Capitale, les dépenses des ménages ont atteint 19,9 milliards en 2013, en croissance de 4,4 % par rapport à 2010, soit la plus faible croissance des trois régions. Durant la période sous revue, les dépenses de consommation finale des ménages à Bruxelles ont crû plus rapidement qu'en Wallonie en 2012 et 2013 alors qu'en 2011, la croissance y était plus limitée.

Entre 2010 et 2013, les dépenses de consommation finale des ménages par habitant ont augmenté de 5,7 % au niveau du Royaume, 7,8 % en Flandre (de loin la plus forte hausse), 3,7 % en Wallonie et ont régressé de -0,6 % à Bruxelles (baisse entièrement imputable à l'année 2011).

Les parts des régions dans la consommation finale des ménages ont varié d'une année à l'autre à l'exception de Bruxelles. En Flandre, elle s'établissait à 59,7 % en 2013 contre 58,6 % trois ans plus tôt. Celle de la Wallonie a chuté de 31,0 à 30,3 %. La part de Bruxelles est passée de 10,3 % à 10,0 % entre 2010 et 2011, puis elle a stagné.

Durant la dernière année d'observation (2013), la hausse des dépenses de consommation finale a encore été plus importante en Flandre (2,3 %) que dans les autres régions (1,4 % à Bruxelles et 1,1 % en Wallonie). En tenant compte de la croissance de la population, la hausse s'élevait à 1,9 % en Flandre, 0,7 % en Wallonie et 0,3 % à Bruxelles.

1.2 Dépenses par catégorie de produits pour la période 2010-2013

Les dépenses totales des ménages peuvent être ventilées entre biens et services consommés, regroupés selon la *classification des fonctions de consommation des ménages* (ou COICOP). Le degré de détail auquel l'analyse ci-après est menée se limite au niveau de 3 digits de cette nomenclature, soit 44 catégories de produits.

Au niveau des ménages belges, entre 2010 et 2013, le « top 5 » des principaux postes contributeurs à la croissance des dépenses de consommation finale était constitué des produits alimentaires (COICOP 011), des loyers imputés (COICOP 042), du gaz et de l'électricité (COICOP 045), des dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072) et des restaurants et des cafés (COICOP 111). Ces cinq catégories de dépenses ont contribué à hauteur de 4,8 points de pourcentage à l'augmentation des dépenses des ménages belges entre 2010 et 2013 et leur part moyenne sur la période a été de 36,4 %. Ensemble, elles ont enregistré une croissance de 12,1 % (supérieure à la croissance totale, 8,0 %) sur la période en atteignant 81,8 milliards en 2013.

TABLEAU 3 CATÉGORIES DE DÉPENSES (COICOP 3 DIGITS) QUI ONT LE PLUS SIGNIFICATIVEMENT INFLUENCÉ LA CROISSANCE CUMULÉE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES SUR LA PÉRIODE 2010 - 2013
(en point de %)

COICOP 3 digits	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
Produits alimentaires (011)	0,98	1,35	0,86	1,16
Articles d'habillement (031)	-0,12	1,00	-0,10	0,54
Loyers réels (041)	0,99	0,40	0,58	0,52
Loyers imputés (042)	0,81	0,77	0,43	0,67
Electricité, gaz et autres combustibles (045)	0,93	0,82	1,30	0,98
Dépenses d'utilisation des véhicules (072)	0,09	0,72	0,88	0,70
Restaurants et cafés (111)	0,50	1,64	0,81	1,27
p.m croissance totale (en %)	4,4	9,9	5,5	8,0

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

En Flandre, les cinq principaux types de dépenses étaient quasi identiques qu'au niveau du Royaume sauf que les dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072) ne s'y retrouvaient plus au profit des articles d'habillement (COICOP 031). La contribution des cinq principales catégories à la croissance des dépenses a été de 5,6 points de pourcentage. Leur part moyenne sur la période 2010-2013 s'est élevée à 40,1 %. Le montant de ces cinq types de

dépenses a atteint 46,3 milliards d'euros en 2013 (+15 % contre 9,9 % pour la croissance totale).

En Wallonie, les cinq principales rubriques différaient également de celles mentionnées pour le Royaume mais cette fois-ci, ce sont les loyers imputés (COICOP 042) qui disparaissaient au profit des loyers réels (COICOP 041). La contribution des cinq principales catégories à la croissance des dépenses a été de 4,4 points de pourcentage, ce qui est proportionnellement plus qu'au niveau du Royaume. Leur part moyenne dans le total était plus faible qu'en Flandre (37,2%). Les dépenses de ces cinq rubriques ont crû de 13,3 % entre 2010 et 2013 pour se chiffrer à 21,7 milliards lors de la dernière année.

Bruxelles se différencie des deux autres régions dans le sens où tant les loyers réels (COICOP 041) qu'imputés (COICOP 042) faisaient partie du « top 5 », avec une contribution à la croissance bien plus élevée. Par contre, la contribution des dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072) est beaucoup plus faible à Bruxelles. Le fait que les loyers réels s'y trouvent s'explique par le fait que cette région se caractérise par une plus grande proportion de locataires que dans les autres régions. La contribution des cinq premières rubriques (COICOP 011, 041, 042, 045 et 111) était de 4,2 points de pourcentage, ce qui est proportionnellement plus que partout ailleurs. En 2013, elles s'élevaient à 8,8 milliards (+10,1 %).

D'autres dépenses ont évolué assez rapidement, avec un accroissement cumulé proche de 15 % (20 % en Flandre car la croissance totale y est bien supérieure aux autres régions), voire supérieur et ce, sur l'ensemble de la période, bien que leur importance dans le total des dépenses de consommation finale soit souvent moindre.

Au niveau belge, ces autres catégories en croissance rapide ont été les services ambulatoires (COICOP 062: 18,3 %), les stupéfiants¹ (COICOP 023: 20,0 %) et les autres services (COICOP 127: 22,7 %).

Les dépenses concernées en Flandre ont été bien plus nombreuses, et ce même en ne considérant que les croissances dépassant les 20 % sur la période 2010-2013. Il s'agit des biens et services liés à l'entretien courant du foyer (COICOP 056: 20,4 %), des stupéfiants (COICOP 023: 21,0 %), des équipements de téléphone, télégraphe et télécopie (COICOP 082: 21,5 %), de la verrerie, vaisselle et ustensiles de ménages (COICOP 054: 22,5%), des autres services (COICOP 127: 24,6 %), des articles de ménages en textile (COICOP 052: 26,5 %) mais surtout des effets personnels (COICOP 123: 32,4 %) qui ont connu la plus forte hausse des COICOP 3 digits toutes régions confondues.

En Wallonie, il s'agissait d'autres catégories, à savoir: les services récréatifs et culturels (COICOP 094: 16,5 %), l'entretien et la réparation des logements (COICOP 043: 17,5 %), les services ambulatoires (COICOP 062: 17,8 %) et hospitaliers (COICOP 063: 18,1 %), les voyages touristiques tout compris (COICOP 096: 18,1 %), les services de transport (COICOP 073: 20,9 %), les autres services (COICOP 127: 23,6 %) et les stupéfiants (COICOP 023: 27,6 %).

À Bruxelles, les catégories de dépenses qui ont connu des fortes hausses entre 2010 et 2013 sont beaucoup moins nombreuses que dans les autres régions. Il s'agissait des voyages touristiques tout compris (COICOP 096: 18,1 %), des services ambulatoires (COICOP 062: 18,2 %), des services de transports (COICOP 073: 20,2 %) et surtout de l'outillage pour la maison et le jardin (COICOP 055: 30,9 %).

Les catégories mentionnées ci-dessus ont connu des fortes hausses entre 2010 et 2013. Cependant, il y a également eu des catégories de dépenses qui ont fortement régressé endéans cette même période.

Parmi celles-ci, seule une a concerné à la fois la Belgique et les trois régions. Il s'agissait des dépenses en hôtels (COICOP 112) avec une chute importante au niveau national (-28,2 %) et au niveau régional (-26,3 % en Flandre, -28,4, % à Bruxelles et même -32,8 % en Wallonie).

Pour la Région de Bruxelles-Capitale, cela a également concerné le tabac (COICOP 022: -17,7 %) et le binôme composé des appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092: -34,2 %).

¹ En raison de l'utilisation de la clé tabac, COICOP 022

Pour la Wallonie, les binômes composés d'une part des appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092: -15,6 %) et d'autre part des meubles, articles d'ameublement, tapis et autres ainsi que les appareils ménagers (COICOP 051 et 053: -16,8 %) ont fortement baissé.

1.3 Dépenses par catégorie de produits pour l'année 2013

Les chiffres de la dernière année diffèrent assez fortement de la période relative aux années 2010 à 2013 prises dans leur ensemble. C'est pourquoi un focus est réalisé sur l'année 2013.

Au niveau belge et par rapport à la situation sur la période entière, le « top 5 » des plus grands contributeurs à la croissance a changé: tant le gaz et l'électricité (COICOP 045) que les dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072) ont disparu du « top 5 » au profit des loyers réels (COICOP 041) et des services financiers (COICOP 126). Ces deux catégories ainsi que les produits alimentaires (COICOP 011), les loyers imputés (COICOP 042) et les restaurants et cafés (COICOP 111) ont contribué à la croissance des dépenses de consommation finale des ménages à hauteur de 1,4 point de pourcentage.

TABLEAU 4 CATÉGORIES DE DÉPENSES (COICOP 3 DIGITS) QUI ONT LE PLUS SIGNIFICATIVEMENT INFLUENCÉ LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES POUR L'ANNÉE 2013
(en point de %)

COICOP 3 digits	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
Produits alimentaires (011)	0,75	0,41	0,41	0,45
Tabac (022)	-0,17	0,12	0,23	0,12
Articles d'habillement (031)	0,00	0,21	-0,10	0,10
Loyers réels (041)	0,00	0,11	0,40	0,19
Loyers imputés (042)	0,28	0,22	0,17	0,21
Alimentation en eau et services divers liés au logement (044)	0,19	0,02	0,06	0,05
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres et appareils ménagers (051 et 053)	0,88	-0,07	-0,31	-0,05
Achats de véhicules (071)	-0,89	0,18	0,31	0,11
Restaurants et cafés (111)	0,29	0,58	0,19	0,43
Services financiers (126)	0,14	0,19	0,14	0,17
p.m croissance totale (en %)	1,4	2,3	1,1	1,9

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

En Flandre, à part les loyers réels (COICOP 041) absents au profit des articles d'habillement (COICOP 031), les autres catégories ont été les mêmes qu'au niveau belge. Ces cinq catégories ont contribué à la croissance des dépenses des ménages à hauteur de 1,6 point de pourcentage.

Au niveau de la Région wallonne, les loyers imputés (COICOP 042) et les services financiers (COICOP 126) ont été remplacés dans le classement par le tabac (COICOP 022) et les achats de véhicules (COICOP 071). Ces deux dernières catégories couplées aux produits alimentaires (COICOP 011), aux loyers réels (COICOP 041) et aux restaurants et cafés (COICOP 111), ont contribué à la croissance des dépenses des ménages wallons à hauteur de 1,5 point de pourcentage, ce qui est supérieure à la croissance des dépenses totales des ménages wallons pour l'année 2013 (1,1 %).

En Région de Bruxelles-Capitale, des changements apparaissent par rapport à la situation sur l'ensemble de la période et par rapport aux autres régions quant à la dernière année. En effet, par rapport à la situation prévalant sur la période 2010 - 2013, le gaz et l'électricité (COICOP 045) et les loyers réels (COICOP 041) n'apparaissent plus au profit de l'alimentation en eau et services divers liés au logement (COICOP 044) et du binôme meubles, articles d'ameublement, tapis et autres et appareils ménagers (COICOP 051 et 053). Ces deux catégories, complétées des produits alimentaires (COICOP 011), des loyers imputés (COICOP 042) et des restaurants et cafés

(COICOP 111) ont contribué à la croissance des dépenses des ménages à hauteur de 2,4 points de pourcentage, ce qui est largement supérieure à la croissance des dépenses totales des ménages bruxellois pour l'année 2013 (1,4 %).

À côté de ces dépenses, d'autres postes ont crû relativement rapidement entre 2012 et 2013 avec des taux de croissance proches de 5 %, voire davantage. Ces dépenses à croissance rapide ne correspondaient pas toujours à celles de référence pour la période 2010-2013.

Au niveau du Royaume, il s'agissait des stupéfiants (COICOP 023: 5,9 %), des équipements de téléphone, télégraphe et télécopie (COICOP 082: 6,0 %), du tabac (COICOP 022: 6,4 %) et de la protection sociale (COICOP 124: 6,4 %).

Pour la Flandre, cela concernait un très grand nombre de catégories avec, comme au Royaume, les stupéfiants (COICOP 023: 6,2 %), le tabac (COICOP 022: 6,8 %), la protection sociale (COICOP 124: 7,6 %) et les équipements de téléphone, télégraphe et télécopie (COICOP 082: 7,9 %). Cependant, d'autres types de dépenses connaissaient de fortes hausses comme: les autres services (COICOP 127: 5,1 %), les biens et services liés à l'entretien courant du foyer (COICOP 056: 5,6 %), les boissons non alcoolisées (COICOP 012: 5,8 %), l'entretien et la réparation des logements (COICOP 043: 6,3 %), les soins corporels (COICOP 121: 5,6 %), les achats de véhicules (COICOP 071: 6,7 %) et le binôme composé des appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092: 7,0 %).

En Wallonie, les catégories de dépenses pour lesquelles les taux de croissance étaient supérieurs à 5 % différaient de la situation belge et de la Flandre. On y retrouvait les services financiers (COICOP 126: 5,3 %), les services de transports (COICOP 073: 5,3 %), la protection sociale (COICOP 124: 5,3 %), les effets personnels (COICOP 123: 6,9 %) et les stupéfiants (COICOP 023: 9,9 %).

À Bruxelles, les dépenses pour les services financiers (COICOP 126: 5,1 %), les autres services (COICOP 127: 5,2 %), les soins corporels (COICOP 121: 5,7 %), l'outillage pour la maison et le jardin (COICOP 055: 13,6 %) et les articles de ménages en textile (COICOP 052: 21,5 %) ont le plus augmenté en 2013.

Si ces catégories de dépenses ont fortement crû lors de la dernière année (2013), d'autres ont connu la situation inverse en ayant des diminutions supérieures à -5 %.

Une catégorie de dépense a connu une chute quel que soit le niveau géographique: les dépenses en assurances¹ ont baissé de 16,2 % au niveau belge en oscillant de -13,0 % à Bruxelles, -14,0 % en Wallonie à -17,6 % en Flandre.

En Belgique, les services postaux (COICOP 081: -6,3 %) et les hôtels (COICOP 112: -7,6 %) ont également vu leurs dépenses diminuer.

En Région flamande, les hôtels (COICOP: -6,0 %) ont aussi régressé lors de la dernière année.

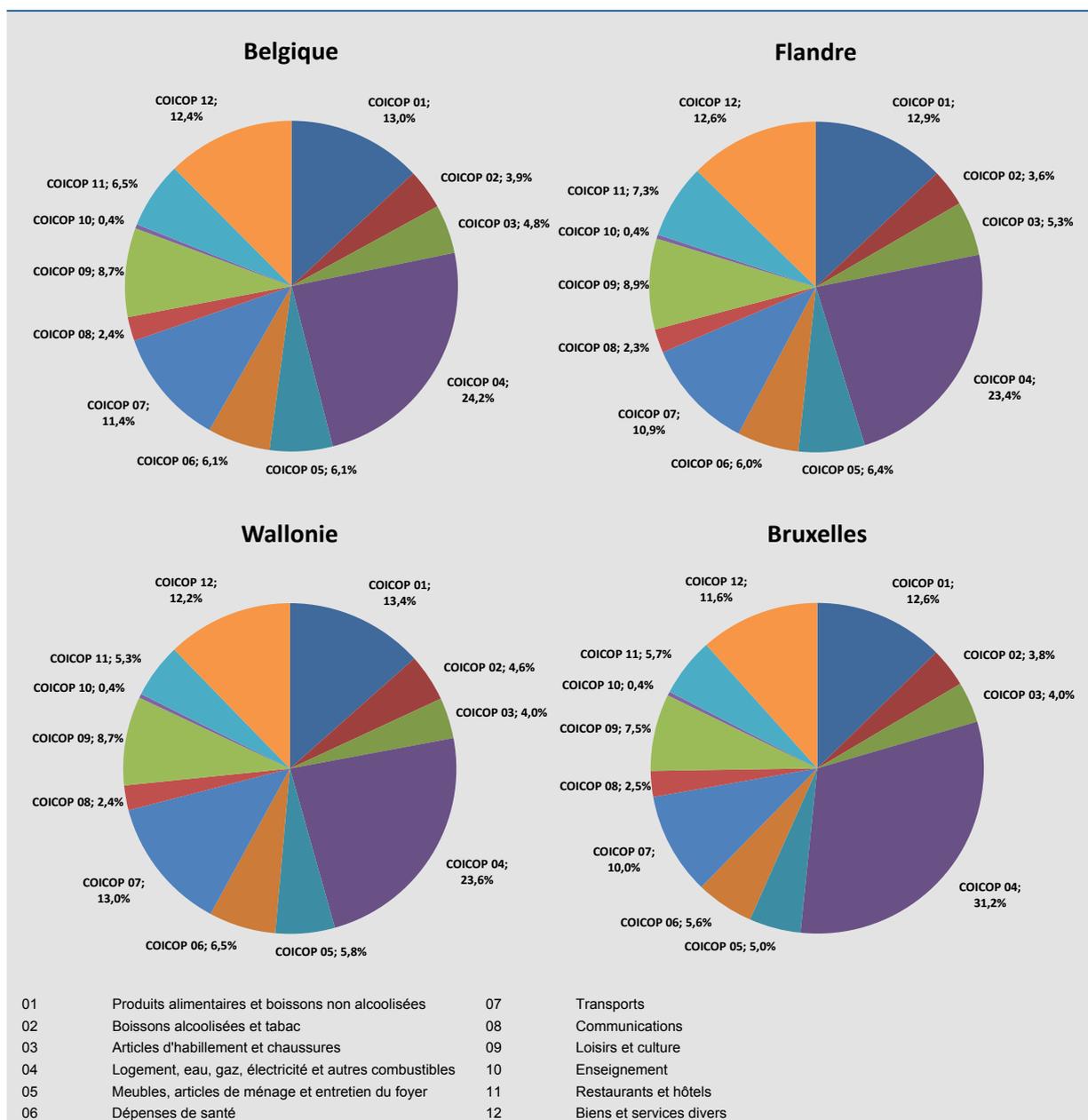
Pour la Wallonie, en plus des assurances, il y avait un plus grand nombre de dépenses à connaître une diminution en 2013, à savoir: les voyages touristiques tout compris (COICOP 096: -5,9 %), les articles de ménages en textile (COICOP 052: -8,9 %), les services postaux (COICOP 081: -9,8 %), le duo regroupant les meubles, articles d'ameublement, tapis et autres ainsi que les appareils ménagers (COICOP 051 et 053: -10,7 %), les hôtels (COICOP 112: -14,5 %) et l'autre binôme contenant les appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et les biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092: -20,2 %).

En Région bruxelloise, les catégories de dépenses n'étaient pas tout à fait les mêmes que pour les deux autres régions. Cela a concerné les services téléphoniques, télégraphiques et télécopies (COICOP 083: -6,1 %), le tabac (COICOP 022: -7,7 %) et par corolaire les stupéfiants (COICOP 023: -8,3 %), le binôme composé des appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et des biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092: -16,4 %) et les achats de véhicules (COICOP 071: -30,0 %).

¹ Comme expliqué dans la seconde partie, les assurances-groupes et fonds de pension sont passés des assurances aux services financiers.

Afin de donner une vue complète des dépenses de consommation finale des ménages pour la dernière année, le graphique 1 présente la répartition entre les différentes catégories de dépenses agrégées au niveau 2 digits de la nomenclature COICOP.

GRAPHIQUE 1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES POUR L'ANNÉE 2013 PAR COICOP 2 DIGITS



Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

En Belgique, quatre catégories de dépenses, avec une part dans le total des dépenses supérieure à 10 %, ont représenté en 2013 près de 61,1 % des dépenses des ménages belges. Il s'agissait des dépenses en logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (COICOP 04), en produits alimentaires et boissons non alcoolisées (COICOP 01), des biens et services divers (COICOP 12) et des transports (COICOP 07). Si les trois derniers ont été relativement proches en termes de proportions, les dépenses agrégées dans la rubrique 04 ont été de loin les plus importantes avec une part de 24,2 %. Juste derrière ces quatre postes, se trouvaient, avec une part de 8,7 %, les dépenses en loisirs et culture (COICOP 09).

En Flandre, les quatre plus grandes catégories de dépenses étaient, en 2013, les mêmes que celles référencées pour le pays dans sa globalité. Les dépenses en logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (COICOP 04) avaient une part de 23,4 %, légèrement plus basse que cette même part au niveau belge.

Pour la Région wallonne, si les dépenses en logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (COICOP 04) étaient toujours les plus importantes, leur ampleur était légèrement moindre qu'au niveau du Royaume mais semblable au niveau de la Flandre, de l'ordre de 23,6 %. En outre, les produits alimentaires (COICOP 01) ont occupé un poids plus élevé que les transports (COICOP 07) qui dépassaient, eux, les biens et services divers (COICOP 12).

Bruxelles s'est démarquée des autres régions par la prépondérance des dépenses en logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (COICOP 04, 31,2 % des dépenses totales) ainsi que par la moindre importance des dépenses en transports (COICOP 07: 10,1 % contre 10,9 % en Flandre et même 13,0 % en Wallonie).

2. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)

2.1 Vue d'ensemble

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques au niveau du Royaume s'élevaient à 95,7 milliards en 2013, soit une hausse de 11,3 % par rapport à 2010.

TABLEAU 5 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	8 818,6	49 471,3	27 709,0	85 998,9	2010	7 985,6	7 878,5	7 889,9	7 893,0
2011	9 387,2	51 627,1	29 113,2	90 127,5	2011	8 314,8	8 157,6	8 233,5	8 198,2
2012	9 882,0	53 770,8	30 346,7	93 999,4	2012	8 612,5	8 439,8	8 532,7	8 487,6
2013	10 021,6	54 774,8	30 879,2	95 675,6	2013	8 641,4	8 557,2	8 646,0	8 594,5
Taux de croissance en %									
2011	6,4	4,4	5,1	4,8	2011	4,1	3,5	4,4	3,9
2012	5,3	4,2	4,2	4,3	2012	3,6	3,5	3,6	3,5
2013	1,4	1,9	1,8	1,8	2013	0,3	1,4	1,3	1,3
2010-2013	13,6	10,7	11,4	11,3	2010-2013	8,2	8,6	9,6	8,9
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,3	57,5	32,2	100	2010	101,2	99,8	100,0	100
2011	10,4	57,3	32,3	100	2011	101,4	99,5	100,4	100
2012	10,5	57,2	32,3	100	2012	101,5	99,4	100,5	100
2013	10,5	57,3	32,3	100	2013	100,5	99,6	100,6	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

En Région flamande, les dépenses ont atteint 54,8 milliards d'euros en 2013. La hausse depuis 2010 (10,7 %) était très légèrement inférieure à celle observée au niveau belge.

Les dépenses de consommation finale wallonne des administrations publiques se montaient à 30,9 milliards

en 2013, soit une hausse globale de 11,4 %, qui était quasi équivalente à celle observée au niveau du Royaume.

La Région de Bruxelles-Capitale se démarquait davantage des autres car la hausse cumulée sur la période a été de 13,6 % - ce qui est largement au-dessus des autres régions - pour atteindre la valeur de 10,0 milliards d'euros en 2013. Pour les années 2011 et 2012, Bruxelles affichait le taux de croissance le plus élevé des trois régions.

Entre 2010 et 2013, les dépenses de consommation finale des administrations publiques par habitant ont augmenté de 8,9 % au niveau du Royaume. En Flandre, l'augmentation se chiffrait à 8,6 %, en Wallonie à 9,6 % et à Bruxelles à 8,2 %.

Au niveau de la répartition des dépenses de consommation finale publiques entre les régions, la part de la Région flamande a fluctué autour de 57,3 % et n'a diminué que très légèrement sur la période. La Région wallonne se distinguait des autres régions par une quasi stagnation de sa part dans les dépenses belges (32,3 %). La Région de Bruxelles-Capitale a vu sa part dans le total augmenter pour atteindre 10,5 % en fin de période.

Lors de la dernière année (2013), les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont crû moins vite que les années précédentes et c'est la seule des trois dernières années où la croissance est la plus faible à Bruxelles. Par habitant, cela donne une croissance des dépenses publiques de 1,4 % en Flandre, 1,3 % en Wallonie et 0,3 % à Bruxelles. Pour chacune des régions, il s'agit de la plus faible croissance pour la période concernée.

2.2 Dépenses de consommation finale des administrations publiques par composante

Les dépenses de consommation finale (P.3) des administrations publiques se composent des dépenses de consommation finale individuelle (P.31) et collective (P.32).

Les dépenses de consommation finale individuelle correspondent aux transferts sociaux en nature fournis par les administrations publiques aux ménages (D.63). Les transferts sociaux en nature rassemblent ceux issus de la production non marchande (D.631) des administrations publiques et ceux relevant de la production marchande achetée (D.632) par ces mêmes administrations. Les dépenses de l'enseignement constituent la principale composante des premiers, alors que pour les seconds, il s'agit des remboursements de l'INAMI.

En Belgique, les dépenses de consommation finale individuelle des administrations publiques ont connu une hausse, entre 2010 et 2013, de 11,9 % alors que les dépenses collectives se sont accrues de 10,1 %.

Les transferts sociaux non marchands (D.631) ont progressé de 11,4 %, atteignant 30,1 milliards d'euros en 2013. Ce type de transfert se composait en 2013 de 77 % de dépenses d'enseignement, dont l'augmentation s'est montée à 12,5 %. Quant aux transferts sociaux marchands (D.632), leur progression a été de 12,4 %, tirée par les remboursements de soins de l'INAMI, dont la hausse a atteint 12,6 % et qui représentaient 87 % de ce type de transferts en 2013.

Entre 2010 et 2013, les dépenses de consommation finale individuelle des administrations publiques en Flandre ont crû de 11,2 %. La hausse a été bien plus faible pour les dépenses collectives (9,9 %).

Les transferts sociaux non marchands ont augmenté de 10,1 % depuis 2010 pour atteindre 16,9 milliards en 2013. Il s'agit du rythme de croissance le plus faible des trois régions. Dans le même temps, les frais liés à l'enseignement ont crû de 11,4 %, atteignant 13,8 milliards d'euros en 2013. En revanche, les transferts sociaux marchands ont connu une hausse équivalente à la moyenne nationale, soit 12,3 %, de sorte qu'ils ont atteint 18,1 milliards en 2013. Cette augmentation est due aux remboursements en soins de santé de l'INAMI qui ont augmenté de 12,4 %.

Pour la Région wallonne, la croissance des dépenses entre 2010 et 2013 s'est également avérée plus haute pour la consommation individuelle (12,5 %) que pour la consommation collective (9,6 %). Les transferts sociaux non marchands ont augmenté de 12,2 % atteignant 9,8 milliards en 2013, dont 7,2 milliards de dépenses d'enseignement. Les dépenses de soins de santé (8,7 milliards en 2013) ont évolué au même rythme que les dépenses d'enseignement (13,1 %).

Les dépenses de consommation individuelle bruxelloises ont connu la plus forte hausse des trois régions (13,9 % entre 2010 et 2013). La hausse cumulée des dépenses collectives s'est révélée légèrement moindre (13,2 %), mais est demeurée plus haute que celle observée en Flandre et en Wallonie, suite à la hausse plus élevée de la population utilisée comme clé de répartition pour cette composante. A l'inverse des deux autres régions, c'est essentiellement la composante liée à l'enseignement (+18,4 % atteignant 2,2 milliards d'euros en 2013) qui a poussé les transferts sociaux non marchands qui ont, eux, progressé de 16,0 % entre 2010 et 2013. Ces derniers ont atteint 3,4 milliards d'euros en 2013 dépassant le montant des transferts sociaux marchands qui s'élevait alors à 3,0 milliards. La croissance de ces derniers (11,6 %) s'est avérée bien moindre qu'à l'échelle nationale en raison de la hausse plus faible des remboursements de l'INAMI (+12,0 % pour atteindre 2,4 milliards en 2013).

TABLEAU 6 PRINCIPALES COMPOSANTES DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (2010-2013)

		Millions d'euros		P.3 = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)		Contribution à la croissance de P.3_S.13 (en point de %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010 - 2013	2013	2010 - 2013
Dépenses de consommation finale (P.3)	Bruxelles	8 818,6	10 021,6	100	100	10,3	10,5	1,4	13,6	1,4	13,6
	Flandre	49 471,3	54 774,8	100	100	57,5	57,3	1,9	10,7	1,9	10,7
	Wallonie	27 709,0	30 879,2	100	100	32,2	32,3	1,8	11,4	1,8	11,4
	Belgique	85 998,9	95 675,6	100	100	100	100	1,8	11,3	1,8	11,3
Dépenses de consommation finale individuelle (P.31) = Transferts sociaux en nature (D.63)	Bruxelles	5 651,8	6 436,7	64,1	64,2	10,3	10,5	1,1	13,9	0,7	8,9
	Flandre	31 463,9	34 988,5	63,6	63,9	57,5	57,1	2,1	11,2	1,4	7,1
	Wallonie	17 637,6	19 839,3	63,7	64,2	32,2	32,4	2,0	12,5	1,3	7,9
	Belgique	54 753,2	61 264,5	63,7	64,0	100	100	2,0	11,9	1,3	7,6
Production non marchande (D.631)	Bruxelles	2 956,3	3 428,6	33,5	34,2	10,9	11,4	3,1	16,0	1,1	5,4
	Flandre	15 345,0	16 888,0	31,0	30,8	56,8	56,1	2,5	10,1	0,8	3,1
	Wallonie	8 723,6	9 791,7	31,5	31,7	32,3	32,5	2,5	12,2	0,8	3,9
	Belgique	27 024,9	30 108,2	31,4	31,5	100	100	2,6	11,4	0,8	3,6
Production marchande achetée (D.632)	Bruxelles	2 695,5	3 008,2	30,6	30,0	9,7	9,7	-1,1	11,6	-0,3	3,5
	Flandre	16 118,9	18 100,5	32,6	33,0	58,1	58,1	1,8	12,3	0,6	4,0
	Wallonie	8 914,0	10 047,6	32,2	32,5	32,1	32,2	1,5	12,7	0,5	4,1
	Belgique	27 728,3	31 156,3	32,2	32,6	100	100	1,4	12,4	0,5	4,0
Dépenses de consommation finale collective (P.32)	Bruxelles	3 166,9	3 584,8	35,9	35,8	10,1	10,4	2,0	13,2	0,7	4,7
	Flandre	18 007,4	19 786,3	36,4	36,1	57,6	57,5	1,4	9,9	0,5	3,6
	Wallonie	10 071,4	11 039,9	36,3	35,8	32,2	32,1	1,3	9,6	0,5	3,5
	Belgique	31 245,7	34 411,1	36,3	36,0	100	100	1,4	10,1	0,5	3,7

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Pour ce qui est de la contribution à la croissance des dépenses de consommation finale publique entre 2010 et 2013, en Flandre comme en Wallonie, ce sont les transferts sociaux marchands qui ont le plus contribué à la croissance alors qu'à Bruxelles, ce sont les transferts sociaux non marchands qui ont contribué le plus à la croissance.

À part les frais de fonctionnement de l'enseignement et les soins de santé qui sont les principaux postes contributeurs à la croissance des dépenses individuelles entre 2010 et 2013, d'autres transactions, de moindre ampleur, ont connu des hausses cumulées supérieures ou proches de 12 %.

En Flandre¹, entre les années 2010 et 2013, c'était le cas pour les interventions pour les personnes âgées (13,7 %) et celles pour l'accueil de l'enfance (12,4 %).

En Wallonie, les interventions en nature des CPAS (17,8 %) sont celles qui ont progressé le plus vite, mais les interventions pour l'accueil de l'enfance (12,1 %) et les services sociaux (13,0 %) ont aussi eu des hausses supérieures à 12 %.

À Bruxelles, il s'agit des services sociaux (14,2 %) ainsi que des interventions pour les personnes âgées (16,3 %) et pour l'accueil de l'enfance (17,4 %), de même que les services culturels (11,6 %). Ces deux dernières ont eu des hausses plus importantes que dans les autres régions car elles sont ventilées suivant des clés "populations".

Sur la période 2010 à 2013, seules les interventions de l'Institut National des Invalides de Guerre ont chuté assez fortement (-18,4 % en Belgique en passant de -14,3 % en Flandre, à -20,5 % à Bruxelles et à -21,7 % en Wallonie), mais leur poids est très faible (moins de 0,1 %).

En ce qui concerne la dernière année (2013), et ce tant pour le Royaume que pour les trois régions, les transferts sociaux non marchands (D.631) ont contribué plus à la croissance et ont connu des hausses plus élevées que les transferts sociaux marchands (D.632). Ces derniers ont même régressé à Bruxelles entre 2012 et 2013 (-1,1 %).

3. Répartition régionale des dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)

Les dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages sont entièrement individuelles et leur importance est beaucoup plus faible que celle des dépenses des administrations publiques.

Il est important de noter que les composantes des dépenses de consommation finale des ISBLSM ont été principalement réparties entre les entités géographiques sur la base de leur population (totale ou en fonction de certains groupes de la population).

3.1 Vue d'ensemble

Au niveau du Royaume, les dépenses de consommation finale des ISBLSM ont progressé de 15,6 % entre 2010 et 2013, atteignant 5,5 milliards d'euros en fin de période. Par habitant, la croissance s'élevait à 13,1 %.

Entre 2010 et 2013, les dépenses de consommation finale flamande ont crû de 15,4 %. Au niveau de la Région wallonne, les dépenses de consommation finale des ISBLSM ont connu une croissance de 15,0 %, un rythme légèrement plus faible qu'en Flandre. La Région de Bruxelles-Capitale a connu la plus forte hausse (18,3 %) des trois régions. C'est logique, vu que la majeure partie des dépenses est répartie suivant la population.

En tenant compte de la croissance démographique, l'augmentation des trois régions se situait, pour les années 2010 à 2013, entre 12,7 et 13,3 %, proche du niveau du Royaume.

¹ Contrairement à la précédente publication de juillet 2015, les assurances soins n'ont pas connue une hausse importante en raison de la migration du *Zorgfonds* vers les prestations en espèces.

TABLEAU 7 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	476,6	2.719,2	1.548,6	4.744,5	2010	431,6	433,0	440,9	435,4
2011	489,1	2.753,4	1.567,0	4.809,4	2011	433,2	435,1	443,2	437,5
2012	528,7	2.956,3	1.679,3	5.164,3	2012	460,8	464,0	472,2	466,3
2013	564,0	3.139,3	1.780,8	5.484,1	2013	486,3	490,4	498,6	492,6
Taux de croissance en %									
2011	2,6	1,3	1,2	1,4	2011	0,4	0,5	0,5	0,5
2012	8,1	7,4	7,2	7,4	2012	6,4	6,7	6,5	6,6
2013	6,7	6,2	6,0	6,2	2013	5,5	5,7	5,6	5,6
2010-2013	18,3	15,4	15,0	15,6	2010-2013	12,7	13,3	13,1	13,1
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,0	57,3	32,6	100	2010	99,1	99,4	101,3	100
2011	10,2	57,2	32,6	100	2011	99,0	99,4	101,3	100
2012	10,2	57,2	32,5	100	2012	98,8	99,5	101,3	100
2013	10,3	57,2	32,5	100	2013	98,7	99,6	101,2	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Les parts régionales ont très légèrement diminué en Flandre et en Wallonie, alors que la part de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté entre 2010 et 2013.

3.2 Dépenses de consommation finale des ISBLSM par composante

Les dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages correspondent aux transferts sociaux en nature. Ceux-ci se composent, majoritairement, des transferts issus de la production non marchande (par exemple: action sociale et services fournis par différentes associations) et de ceux issus de la production marchande achetée (par exemple: le matériel médical fourni par des associations caritatives) par les ISBLSM.

Entre 2010 et 2013, et ce tant pour le Royaume que pour les trois régions, les transferts sociaux marchands ont chuté alors que les transferts sociaux non marchands ont augmenté. Dès lors, la part des transferts sociaux marchands dans le total des transferts sociaux a diminué de 0,3 % en 2010 à 0,2 % en 2013.

Les transferts sociaux non marchands ont connu des croissances de l'ordre de 15,1 % en Wallonie, 15,5 % en Flandre et 18,4 % à Bruxelles. La plus grande hausse observée dans la Région de Bruxelles-Capitale s'explique par le recours à la population comme clé de répartition et celle-ci a augmenté plus vite dans cette région qu'ailleurs. Partout sur le territoire, ces transferts sociaux non marchands relèvent principalement d'unités dont l'activité a trait aux services d'action sociale sans hébergements (produit 88A92) ou aux services fournis par les syndicats et les autres organisations associatives (produit 94A91).

TABLEAU 8 PRINCIPALES COMPOSANTES DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM (2010 - 2013)

		Millions d'euros		P.3 = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)		Contribution à la croissance de P.3_S.15 (en point de %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010 - 2013	2013	2010 - 2013
Dépenses de consommation finale individuelle (P.31) = Transferts sociaux en nature (D.63)	Bruxelles	476,6	564,0	100	100	10,0	10,3	6,7	18,3	6,7	18,3
	Flandre	2 719,2	3 139,3	100	100	57,3	57,2	6,2	15,4	6,2	15,4
	Wallonie	1 548,6	1 780,8	100	100	32,6	32,5	6,0	15,0	6,0	15,0
	Belgique	4 744,5	5 484,1	100	100	100	100	6,2	15,6	6,2	15,6
Production non marchande (D.631)	Bruxelles	475,4	563,0	99,7	99,8	10,0	10,3	6,7	18,4	6,7	18,4
	Flandre	2 712,2	3 133,6	99,7	99,8	57,3	57,2	6,2	15,5	6,2	15,5
	Wallonie	1 544,6	1 777,6	99,7	99,8	32,6	32,5	6,0	15,1	6,0	15,0
	Belgique	4 732,2	5 474,2	99,7	99,8	100	100	6,2	15,7	6,2	15,6
Production marchande achetée (D.632)	Bruxelles	1,2	1,0	0,3	0,2	10,1	10,4	5,9	-17,3	0,0	0,0
	Flandre	7,1	5,7	0,3	0,2	57,6	57,5	5,3	-19,7	0,0	-0,1
	Wallonie	4,0	3,2	0,3	0,2	32,2	32,1	5,2	-19,9	0,0	-0,1
	Belgique	12,3	9,9	0,3	0,2	100	100	5,3	-19,5	0,0	-0,1

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

4. Répartition régionale de la consommation finale effective (P.4)

En plus de leurs propres dépenses de consommation (P.3_S.14), les ménages bénéficient effectivement des dépenses individuelles qui sont effectuées par les administrations publiques (P.31_S.13) et par les ISBLSM (P.31_S.15). On parle alors de la consommation finale effective individuelle des ménages (P.41_S.14).

Corollairement, la consommation finale effective collective (P.42) ne contient que les dépenses de consommation finale collective des administrations publiques (P.32_S.13).

4.1 Consommation finale effective individuelle des ménages

4.1.1 Vue d'ensemble

Pour le Royaume, la consommation finale effective individuelle des ménages s'est accrue de 9,0 % entre 2010 et 2013 en atteignant 266,4 milliards d'euros cette année-là.

Entre 2010 et 2013, la croissance cumulée de la consommation effective individuelle des ménages a été de 6,8 % en Région de Bruxelles-Capitale et de 7,3 % en Région wallonne. Le taux de croissance était le plus fort en Flandre et se chiffrait à 10,3 %. Par habitant, cela représentait une croissance de 8,2 % en Flandre, 5,5 % en Wallonie et seulement 1,7 % à Bruxelles.

TABLEAU 9 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE INDIVIDUELLE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	25 181,0	142 654,6	76 527,5	244 446,1	2010	22 802,4	22 718,2	21 790,5	22 435,3
2011	25 718,6	148 922,6	79 116,8	253 846,0	2011	22 780,6	23 531,3	22 375,1	23 090,3
2012	26 503,0	153 688,9	80 969,5	261 253,2	2012	23 098,4	24 123,0	22 766,6	23 589,5
2013	26 887,1	157 339,2	82 110,2	266 430,9	2013	23 184,3	24 580,3	22 990,4	23 933,3
Taux de croissance en %									
2011	2,1	4,4	3,4	3,8	2011	-0,1	3,6	2,7	2,9
2012	3,0	3,2	2,3	2,9	2012	1,4	2,5	1,7	2,2
2013	1,4	2,4	1,4	2,0	2013	0,4	1,9	1,0	1,5
2010-2013	6,8	10,3	7,3	9,0	2010-2013	1,7	8,2	5,5	6,7
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,3	58,4	31,3	100	2010	101,6	101,3	97,1	100
2011	10,1	58,7	31,2	100	2011	98,7	101,9	96,9	100
2012	10,1	58,8	31,0	100	2012	97,9	102,3	96,5	100
2013	10,1	59,1	30,8	100	2013	96,9	102,7	96,1	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Les parts des régions dans le total de la consommation finale effective individuelle des ménages ont sensiblement évolué entre 2010 et 2013: à la baisse à Bruxelles (de 10,3 % à 10,1 %) et en Wallonie (de 31,3 % à 30,8 %), à la hausse en Flandre (de 58,4 % à 59,1 %).

Lors de la dernière année (2013), et ce comme en 2012, la plus faible croissance a été observée en Wallonie, bien que la différence avec Bruxelles soit infime (1,41 % contre 1,45 % à Bruxelles). Quand la croissance démographique est prise en considération, la croissance devient plus faible à Bruxelles (0,4 %), alors qu'elle s'élevait à 1,0 % en Wallonie et 1,9 % en Flandre.

4.1.2 Consommation finale effective individuelle des ménages par composante

La consommation finale effective individuelle des ménages regroupe les dépenses de consommation finale individuelle des administrations publiques (P.31_S.13), des ménages (P.31_S.14) et des ISBLSM (P.31_S.15).

En Belgique, ainsi que dans les trois régions, la part des dépenses de consommation finale des ISBLSM dans la consommation finale effective des ménages est très faible, bien qu'en très légère augmentation. Elle tourne autour de 2 % pour chacune des régions. Les dépenses de consommation finale des ménages ont composé la majeure partie (près des trois quarts) de la consommation finale effective individuelle des ménages. Néanmoins, la part de ces dépenses de consommation finale a diminué partout, surtout au profit des dépenses publiques.

Cette diminution a été la plus forte en Région de Bruxelles-Capitale et la plus faible en Région flamande. Cela s'explique par les croissances cumulées, entre 2010 et 2013, qui ont toujours été plus importantes pour les dépenses publiques comparativement aux croissances des dépenses de consommation finale des ménages.

Lors de la dernière année, la croissance des dépenses de consommation finale des ménages a été légèrement plus forte que celle des administrations publiques tant en Flandre (2,3 % contre 2,1 %) qu'à Bruxelles (1,4 % contre 1,1 %), alors que c'est le contraire en Wallonie (1,1 % contre 2,0 % pour les dépenses publiques).

TABLEAU 10 COMPOSANTES DE LA CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE INDIVIDUELLE DES MÉNAGES (2010 - 2013)

		Millions d'euros		P.41 = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)		Contribution à la croissance de P.41_S.14 (en point de %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010 - 2013	2013	2010 - 2013
Consommation finale effective individuelle des ménages (P.41)	Bruxelles	25 181,0	26 887,1	100	100	10,3	10,1	1,4	6,8	1,4	6,8
	Flandre	142 654,6	157 339,2	100	100	58,4	59,1	2,4	10,3	2,4	10,3
	Wallonie	76 527,5	82 110,2	100	100	31,3	30,8	1,4	7,3	1,4	7,3
	Belgique	244 446,1	266 430,9	100	100	100	100	2,0	9,0	2,0	9,0
Dépenses de consommation finale individuelle des ménages (P.31_S.14)	Bruxelles	19 052,6	19 886,4	75,7	74,0	10,3	10,0	1,4	4,4	1,1	3,3
	Flandre	108 471,5	119 211,5	76,0	75,8	58,6	59,7	2,3	9,9	1,8	7,5
	Wallonie	57 341,4	60 490,2	74,9	73,7	31,0	30,3	1,1	5,5	0,8	4,1
	Belgique	184 948,4	199 682,4	75,7	74,9	100	100	1,9	8,0	1,4	6,0
Dépenses de consommation finale individuelle des administrations publiques (P.31_S.13)	Bruxelles	5 651,8	6 436,7	22,4	23,9	10,3	10,5	1,1	13,9	0,3	3,1
	Flandre	31 463,9	34 988,5	22,1	22,2	57,5	57,1	2,1	11,2	0,5	2,5
	Wallonie	17 637,6	19 839,3	23,0	24,2	32,2	32,4	2,0	12,5	0,5	2,9
	Belgique	54 753,2	61 264,5	22,4	23,0	100	100	2,0	11,9	0,5	2,7
Dépenses de consommation finale individuelle des ISBLSM (P.31_S.15)	Bruxelles	476,6	564,0	1,9	2,1	10,0	10,3	6,7	18,3	0,1	-0,3
	Flandre	2 719,2	3 139,3	1,9	2,0	57,3	57,2	6,2	15,4	0,1	-0,3
	Wallonie	1 548,6	1 780,8	2,0	2,2	32,6	32,5	6,0	15,0	0,1	-0,3
	Belgique	4 744,5	5 484,1	1,9	2,1	100	100	6,2	15,6	0,1	-0,3

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

4.2 Consommation finale effective totale

La consommation finale effective totale regroupe la consommation finale effective individuelle des ménages et la consommation finale effective collective des administrations publiques.

4.2.1 Vue d'ensemble

En Belgique, la consommation finale effective totale s'est accrue entre 2010 et 2013 de 9,1 % pour atteindre 300,8 milliards en 2013. Par habitant, l'augmentation a été de 6,8 %.

Entre 2010 et 2013, la consommation finale effective totale a augmenté de 10,2 % en Région flamande, alors que la hausse était quasi identique en Wallonie et à Bruxelles (7,6 % contre 7,5 %). Par habitant, la croissance totale était de 8,2 % en Flandre, 5,8 % en Wallonie et beaucoup plus faible à Bruxelles (2,4 %).

Les parts de chaque région dans le total de la consommation finale effective belge n'ont que légèrement évolué entre 2010 et 2013, en baisse à Bruxelles (de 10,3 % à 10,1 %) et en Wallonie (de 31,4 % à 31,0 %), contre une hausse en Flandre (de 58,3 % à 58,9 %).

Lors de la dernière année (2013), la plus faible croissance a été de nouveau observée en Wallonie (seulement 1,4 %, contre 1,5 % à Bruxelles et 2,3 % en Flandre). Après correction de la croissance démographique, la croissance était la plus faible à Bruxelles (0,4 %). En Wallonie, elle s'élevait à 1,0 %, contre 1,8 % en Flandre.

TABLEAU 11 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE TOTALE

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	28 347,9	160 662,0	86 598,9	275 691,8	2010	25 670,1	25 585,9	24 658,3	25 303,1
2011	29 040,9	167 546,0	89 521,9	286 196,7	2011	25 723,3	26 474,0	25 317,8	26 033,0
2012	30 018,4	173 204,9	91 866,5	295 181,6	2012	26 162,1	27 186,2	25 830,6	26 653,1
2013	30 472,0	177 125,6	93 150,1	300 842,0	2013	26 275,4	27 671,4	26 081,5	27 024,4
Taux de croissance en %									
2011	2,4	4,3	3,4	3,8	2011	0,2	3,5	2,7	2,9
2012	3,4	3,4	2,6	3,1	2012	1,7	2,7	2,0	2,4
2013	1,5	2,3	1,4	1,9	2013	0,4	1,8	1,0	1,4
2010-2013	7,5	10,2	7,6	9,1	2010-2013	2,4	8,2	5,8	6,8
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,3	58,3	31,4	100	2010	101,5	101,1	97,5	100
2011	10,1	58,5	31,3	100	2011	98,8	101,7	97,3	100
2012	10,2	58,7	31,1	100	2012	98,2	102,0	96,9	100
2013	10,1	58,9	31,0	100	2013	97,2	102,4	96,5	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

4.2.2 Consommation finale effective totale par composante

Au niveau du Royaume, la consommation individuelle a connu une augmentation cumulée de 9,0 %, alors que la consommation collective a crû de 10,1 % entre 2010 et 2013.

La proportion de la consommation finale effective individuelle dans le total a été relativement stable sur la période avec une proportion de 88,6 % en 2013.

Pour Bruxelles et la Wallonie, la croissance de la consommation finale effective collective entre 2010 et 2013 a été supérieure à celle de la consommation finale effective individuelle, alors que c'était le contraire en Flandre. Par contre, cette consommation individuelle a occupé une part toujours prépondérante (entre 88 et 89 %) dans la consommation finale effective totale.

Bruxelles s'est différenciée des autres régions par le fait que la consommation finale collective effective a crû beaucoup plus fortement dans cette région qu'ailleurs (13,2 % contre 9,6 % en Wallonie et 9,9 % en Flandre) et, ce, en raison de l'utilisation de la population comme clé de répartition.

TABLEAU 12 COMPOSANTES DE LA CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE TOTALE (2010 - 2013)

		Millions d'euros		P.4 = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)		Contribution à la croissance de P.4 (en point de %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010 - 2013	2013	2010 - 2013
Consommation finale effective (P.4)	Bruxelles	28 347,9	30 472,0	100	100	10,3	10,1	1,5	7,5	1,5	7,5
	Flandre	160 662,0	177 125,6	100	100	58,3	58,9	2,3	10,2	2,3	10,2
	Wallonie	86 598,9	93 150,1	100	100	31,4	31,0	1,4	7,6	1,4	7,6
	Belgique	275 691,8	300 842,0	100	100	100	100	1,9	9,1	1,9	9,1
Consommation finale effective individuelle (P.41)	Bruxelles	25 181,0	26 887,1	88,8	88,2	10,3	10,1	1,4	6,8	1,3	6,0
	Flandre	142 654,6	157 339,2	88,8	88,8	58,4	59,1	2,4	10,3	2,1	9,1
	Wallonie	76 527,5	82 110,2	88,4	88,1	31,3	30,8	1,4	7,3	1,2	6,4
	Belgique	244 446,1	266 430,9	88,7	88,6	100	100	2,0	9,0	1,8	8,0
Consommation finale effective collective (P.42)	Bruxelles	3 166,9	3 584,8	11,2	11,8	10,1	10,4	2,0	13,2	0,2	1,5
	Flandre	18 007,4	19 786,3	11,2	11,2	57,6	57,5	1,4	9,9	0,2	1,1
	Wallonie	10 071,4	11 039,9	11,6	11,9	32,2	32,1	1,3	9,6	0,2	1,1
	Belgique	31 245,7	34 411,1	11,3	11,4	100	100	1,4	10,1	0,2	1,1

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

5. Extension de la répartition régionale des comptes des revenus des ménages

Dans la publication des comptes régionaux de février 2016, le compte des revenus des ménages s'arrête à la répartition régionale du revenu disponible net. Dorénavant, avec la répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages, et après répartition de l'ajustement pour variation des droits à pension, l'épargne des ménages (section 5.3) peut être calculée par solde. En outre, avec la répartition des consommations finales des administrations publiques et des ISBLSM, le revenu disponible ajusté est aussi connu au niveau régional (section 5.1).

5.1 Répartition régionale du revenu disponible ajusté net (B.7n)

Le revenu disponible ajusté net se compose du revenu disponible net (B.6n) et des transferts sociaux en nature (D.63). Ce revenu ajusté est important pour les comparaisons internationales, car les interventions des administrations publiques et des ISBLSM peuvent varier d'un pays à l'autre.

5.1.1 Vue d'ensemble

Le revenu disponible ajusté des ménages belges a connu une croissance de 6,2 % entre 2010 et 2013 pour se monter à 275,2 milliards cette année-là. L'augmentation par habitant se chiffrait à 4,0 %.

En Flandre, le revenu disponible ajusté net a atteint 165,7 milliards en 2013, ce qui correspondait à une hausse de 5,9 % entre 2010 et 2013 (légèrement inférieure à celle du Royaume).

En Wallonie, le revenu disponible ajusté net s'élevait à 82,7 milliards en 2013, ce qui résultait d'une hausse de 6,9 % depuis 2010. Il s'agit de la plus forte hausse des trois régions. À Bruxelles, la hausse a été identique que celle comptabilisée en Flandre (5,9 %), donnant un revenu disponible ajusté net en 2013 de 26,7 milliards d'euros.

TABLEAU 13 REVENU DISPONIBLE AJUSTÉ NET DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	25 256,7	156 449,0	77 290,8	259 086,1	2010	22 871,0	24 915,0	22 007,9	23 779,0
2011	25 979,6	160 199,4	79 788,0	266 060,5	2011	23 011,7	25 313,1	22 564,9	24 201,4
2012	26 583,1	164 716,0	81 985,4	273 381,9	2012	23 168,2	25 853,8	23 052,2	24 684,7
2013	26 749,2	165 666,0	82 657,1	275 170,7	2013	23 065,3	25 881,2	23 143,5	24 718,4
Taux de croissance en %									
2011	2,9	2,4	3,2	2,7	2011	0,6	1,6	2,5	1,8
2012	2,3	2,8	2,8	2,8	2012	0,7	2,1	2,2	2,0
2013	0,6	0,6	0,8	0,7	2013	-0,4	0,1	0,4	0,1
2010-2013	5,9	5,9	6,9	6,2	2010-2013	0,8	3,9	5,2	4,0
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	9,7	60,4	29,8	100	2010	96,2	104,8	92,6	100
2011	9,8	60,2	30,0	100	2011	95,1	104,6	93,2	100
2012	9,7	60,3	30,0	100	2012	93,9	104,7	93,4	100
2013	9,7	60,2	30,0	100	2013	93,3	104,7	93,6	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Après correction de la croissance de la population, la Flandre (3,9 %) et Bruxelles (0,8 %) n'ont plus des hausses cumulées entre 2010 et 2013 quasi identiques. Cependant, l'augmentation était toujours la plus importante en Wallonie (5,2 %).

Au niveau de la répartition régionale du revenu disponible ajusté, entre 2010 et 2013, la part de la Région wallonne a augmenté légèrement (de 29,8 % à 30,0 %) alors qu'elle a diminué en Région flamande (de 60,4 % à 60,2 %) et a stagné en Région bruxelloise (9,7 %).

Lors de la dernière année disponible (2013), la croissance du revenu disponible ajusté était toujours quasi la même en Flandre et à Bruxelles (0,6%) et légèrement supérieure en Wallonie (0,8 %). Par habitant, la croissance était de 0,4 % en Wallonie, 0,1 % en Flandre, alors qu'elle était négative à Bruxelles (-0,4 %).

5.1.2 Revenu disponible ajusté net par composante

En Belgique, la hausse entre 2010 et 2013 des transferts sociaux en nature a été de 12,2 % alors qu'elle n'a été que de 4,4 % pour le revenu disponible. La part de ce dernier dans le revenu disponible ajusté a donc continué à régresser de 77,0 % en 2010 à 75,7 % en 2013.

Au niveau régional entre 2010 et 2013, les transferts sociaux en nature ont également augmenté plus vite que le revenu disponible net et les hausses ont été les plus importantes à Bruxelles et les plus faibles en Flandre. En raison de la plus forte progression des transferts sociaux en nature, la part de ceux-ci a partout augmenté dans le revenu disponible ajusté net au détriment du revenu disponible net. Néanmoins, la part de cette dernière composante est restée de loin la plus importante dans les trois régions.

Sur les dernières années disponibles (2010 à 2013), Bruxelles s'est démarquée des deux autres régions car dans cette région, le revenu disponible net a moins contribué à la croissance du revenu disponible ajusté net que les transferts sociaux en nature.

Durant la dernière année (2013) et dans les trois régions, ce sont les transferts sociaux en nature qui ont le plus contribué à la croissance du revenu disponible ajusté, alors que ce n'était pas le cas sur la période 2010 à 2013 pour les Régions flamande et wallonne.

TABLEAU 14 PRINCIPALES COMPOSANTES DU REVENU DISPONIBLE AJUSTÉ NET DES MÉNAGES (2010 - 2013)

		Millions d'euros		B.7n = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)		Contribution à la croissance de B.7n (en point de %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010 - 2013	2013	2010 - 2013
Revenu disponible ajusté net (B.7n)	Bruxelles	25 256,7	26 749,2	100	100	9,7	9,7	0,6	5,9	0,6	5,9
	Flandre	156 449,0	165 666,0	100	100	60,4	60,2	0,6	5,9	0,6	5,9
	Wallonie	77 290,8	82 657,1	100	100	29,8	30,0	0,8	6,9	0,8	6,9
	Belgique	259 086,1	275 170,7	100	100	100	100	0,7	6,2	0,7	6,2
Revenu disponible net (B.6n)	Bruxelles	19 128,3	19 748,4	75,7	73,8	9,6	9,5	0,3	3,2	0,2	2,5
	Flandre	122 265,8	127 538,3	78,2	77,0	61,3	61,2	0,0	4,3	0,0	3,4
	Wallonie	58 104,7	61 037,0	75,2	73,8	29,1	29,3	0,3	5,0	0,2	3,8
	Belgique	199 588,4	208 422,2	77,0	75,7	100	100	0,1	4,4	0,1	3,4
Transferts sociaux en nature (D.63)	Bruxelles	6 128,4	7 000,7	24,3	26,2	10,3	10,5	1,5	14,2	0,4	3,5
	Flandre	34 183,1	38 127,8	21,8	23,0	57,5	57,1	2,5	11,5	0,6	2,5
	Wallonie	19 186,2	21 620,0	24,8	26,2	32,2	32,4	2,3	12,7	0,6	3,1
	Belgique	59 497,7	66 748,5	23,0	24,3	100	100	2,3	12,2	0,6	2,8

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

5.2 Répartition régionale de la consommation de capital fixe (P.51c)

Avant de passer à la suite de la séquence des comptes des revenus des ménages, il est utile de s'attarder sur la transaction qui permet de passer des montants nets (utilisés dans les comptes régionaux) aux montants bruts (utilisés dans les comptes nationaux).

Ce passage des montants nets aux montants bruts s'effectue par l'entremise de la consommation de capital fixe. Pour la répartition régionale, cette transaction a été scindée en deux parties: une relative à l'actif logement (répartie suivant l'excédent net d'exploitation) et une autre comprenant les autres actifs (répartie suivant le revenu mixte). Ce passage est utile car c'est généralement en termes bruts que l'épargne et le taux d'épargne sont présentés au niveau national et dans les comparaisons internationales.

La plus grande partie de la consommation de capital fixe (environ 82 % du total) a trait aux actifs liés au logement.

En Belgique, entre les années 2010 et 2013, la consommation de capital fixe a crû de 9,9 %, pour atteindre 17,5 milliards d'euros en 2013.

La Région flamande a vu sa consommation de capital fixe augmenter de 10,3 % entre 2010 et 2013, une augmentation légèrement supérieure à l'accroissement national. En Wallonie, la hausse a été la plus faible des trois régions, 8,5 %. À Bruxelles, la consommation de capitale fixe a crû de 11,0 %, soit la hausse la plus élevée des trois régions.

Sur ces dernières années, la part de la Région flamande dans le total a légèrement augmenté de 63,5 % en 2010 à 63,7 % en 2013. La part de la Région bruxelloise a très légèrement crû de 10,9 % à 11,0%. La Wallonie est la seule région qui a vu sa part dans le total belge diminuer entre 2010 (25,6 %) et 2013 (25,3 %).

En tenant compte de la croissance de la population, la consommation de capital fixe a connu des croissances moindres sur la période 2010-2013, allant de 5,7 % à Bruxelles, 6,7 % en Wallonie à 8,2 % en Flandre. La prise en considération de la population a pour effet que l'augmentation la plus forte n'est plus observée à Bruxelles, mais en Flandre.

TABLEAU 15 CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	1 740,4	10 134,9	4 088,8	15 964,1	2010	1 576,0	1 614,0	1 164,3	1 465,2
2011	1 800,4	10 488,4	4 205,5	16 494,3	2011	1 594,7	1 657,3	1 189,4	1 500,4
2012	1 888,0	10 973,7	4 360,2	17 221,9	2012	1 645,5	1 722,4	1 226,0	1 555,0
2013	1 931,7	11 177,9	4 437,2	17 546,7	2013	1 665,6	1 746,3	1 242,4	1 576,2
Taux de croissance en %									
2011	3,4	3,5	2,9	3,3	2011	1,2	2,7	2,2	2,4
2012	4,9	4,6	3,7	4,4	2012	3,2	3,9	3,1	3,6
2013	2,3	1,9	1,8	1,9	2013	1,2	1,4	1,3	1,4
2010-2013	11,0	10,3	8,5	9,9	2010-2013	5,7	8,2	6,7	7,6
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	10,9	63,5	25,6	100	2010	107,6	110,2	79,5	100
2011	10,9	63,6	25,5	100	2011	106,3	110,5	79,3	100
2012	11,0	63,7	25,3	100	2012	105,8	110,8	78,8	100
2013	11,0	63,7	25,3	100	2013	105,7	110,8	78,8	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

5.3 Répartition régionale du revenu disponible brut (B.6g) et de l'épargne brute (B.8g)

Le revenu disponible brut s'obtient en ajoutant la consommation de capital fixe au revenu disponible net tel qu'il est déjà calculé dans les comptes régionaux.

Tout comme pour les autres variables liées au compte des ménages, l'analyse se concentre ici sur les dernières années (2010 à 2013), mais il faut tenir compte du fait qu'elles ont sans doute été influencées par les suites de la crise économique et financière.

5.3.1 Revenu disponible brut des ménages

Depuis 2010, le revenu disponible brut des ménages belges a connu une hausse cumulée de 4,8 % pour s'élever à 226,0 milliards d'euros en 2013. L'augmentation du revenu disponible brut par habitant était de 2,6 %.

Entre 2010 et 2013, le revenu disponible brut a crû de 4,8 % en Flandre, de 5,3 % en Région wallonne (la hausse la plus élevée) et de 3,9 % à Bruxelles (la plus faible des trois régions).

En tenant compte de la croissance démographique, l'augmentation du revenu disponible brut par habitant se chiffrait à 2,8 % en Flandre et à 3,5 % en Wallonie. Par contre, à Bruxelles, le revenu disponible brut par habitant a chuté de -1,1 %.

Les parts des régions dans le revenu disponible brut belge ont été relativement constantes entre 2010 et 2013.

La croissance du revenu disponible brut entre 2012 et 2013 a été la plus faible de la période observée. En outre, c'est en Flandre (0,2 %) que la croissance a été la plus basse et non plus à Bruxelles (0,5 %) où elle était la plus haute. En tenant compte de la démographie, le revenu disponible brut par habitant a régressé quasi partout atteignant -0,3 % en Flandre et même -0,6 % à Bruxelles et était quasi nulle en Wallonie.

TABLEAU 16 REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	20 868,7	132 400,7	62 193,5	215 552,5	2010	18 897,5	21 085,2	17 709,0	19 783,5
2011	21 225,8	134 930,7	63 718,4	219 968,5	2011	18 801,1	21 320,4	18 020,2	20 008,8
2012	21 575,8	138 478,7	65 216,6	225 368,5	2012	18 804,1	21 735,6	18 337,3	20 349,4
2013	21 680,1	138 716,2	65 474,2	225 968,9	2013	18 694,4	21 670,9	18 332,4	20 298,6
Taux de croissance en %									
2011	1,7	1,9	2,5	2,0	2011	-0,5	1,1	1,8	1,1
2012	1,6	2,6	2,4	2,5	2012	0,0	1,9	1,8	1,7
2013	0,5	0,2	0,4	0,3	2013	-0,6	-0,3	0,0	-0,2
2010-2013	3,9	4,8	5,3	4,8	2010-2013	-1,1	2,8	3,5	2,6
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	9,7	61,4	28,9	100	2010	95,5	106,6	89,5	100
2011	9,6	61,3	29,0	100	2011	94,0	106,6	90,1	100
2012	9,6	61,4	28,9	100	2012	92,4	106,8	90,1	100
2013	9,6	61,4	29,0	100	2013	92,1	106,8	90,3	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

5.3.2 Epargne brute des ménages

Avant de passer à la description de l'évolution de l'épargne brute, rappelons que celle-ci est calculée par solde, comme le revenu disponible qui n'est pas dépensé en consommation finale.

Le revenu à partir duquel est effectué ce calcul est le revenu disponible brut préalablement ajusté de la variation des droits à pension.

TABLEAU 17 EPARGNE BRUTE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Année	Euros par habitant			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	2 158,4	26 153,2	5 673,0	33 991,1	2010	1 954,5	4 165,0	1 615,3	3 119,7
2011	2 351,8	23 677,7	5 577,6	31 612,7	2011	2 083,1	3 741,3	1 577,4	2 875,6
2012	2 247,6	23 870,5	6 058,6	32 182,4	2012	1 958,9	3 746,7	1 703,5	2 905,9
2013	2 090,1	21 544,4	5 723,7	29 362,3	2013	1 802,2	3 365,8	1 602,6	2 637,6
Taux de croissance en %									
2011	9,0	-9,5	-1,7	-7,0	2011	6,6	-10,2	-2,3	-7,8
2012	-4,4	0,8	8,6	1,8	2012	-6,0	0,1	8,0	1,1
2013	-7,0	-9,7	-5,5	-8,8	2013	-8,0	-10,2	-5,9	-9,2
2010-2013	-3,2	-17,6	0,9	-13,6	2010-2013	-7,8	-19,2	-0,8	-15,5
Année	Royaume = 100 %				Année	Dépenses relatives en %			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique		Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2010	6,3	76,9	16,7	100	2010	62,6	133,5	51,8	100
2011	7,4	74,9	17,6	100	2011	72,4	130,1	54,9	100
2012	7,0	74,2	18,8	100	2012	67,4	128,9	58,6	100
2013	7,1	73,4	19,5	100	2013	68,3	127,6	60,8	100

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Au niveau belge, l'épargne brute des ménages a connu un taux de croissance cumulé de -13,6 % marqué par les effets des crises économiques et financières. Par habitant, la diminution de l'épargne brute se montait à -15,5 %.

Entre 2010 et 2013, l'épargne brute a chuté de 17,6 % en Flandre pour se chiffrer à 21,5 milliards en 2013 alors que cette baisse n'était que de 3,2 % à Bruxelles avec une épargne de 2,1 milliards en 2013. La Wallonie se distinguait des autres régions par le fait que son épargne brute a augmenté entre 2010 et 2013 de 0,9 % pour atteindre 5,7 milliards en 2013.

Après correction de la croissance démographique, toutes les régions ont connu une baisse du montant de l'épargne brute par habitant et les écarts entre régions étaient encore plus prononcés. La chute n'était que de 0,8 % en Wallonie, contre 7,8 % à Bruxelles. La Flandre se caractérisait par une baisse très importante de l'épargne par habitant, -19,2 %.

L'épargne brute est influencée par le revenu disponible brut (augmenté de l'ajustement pour variation des droits à pension) et les dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU 18 COMPOSANTES DU COMPTE D'UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE

		Millions d'euros		B.6g + D.8 = 100 %		Royaume = 100 %		Taux de croissance (en %)	
		2010	2013	2010	2013	2010	2013	2013	2010- 2013
Revenu disponible brut (B.6g)	Bruxelles	20 868,7	21 680,1	98,4	98,7	9,7	9,6	0,5	3,9
	Flandre	132 400,7	138 716,2	98,3	98,6	61,4	61,4	0,2	4,8
	Wallonie	62 193,5	65 474,2	98,7	98,9	28,9	29,0	0,4	5,3
	Belgique	215 552,5	225 968,9	98,5	98,7	100	100	0,3	4,8
Ajustement pour variation des droits à pension (D.8)	Bruxelles	342,2	296,4	1,6	1,3	10,1	9,6	6,0	-13,4
	Flandre	2 223,9	2 039,7	1,7	1,4	65,7	66,3	9,1	-8,3
	Wallonie	820,9	739,7	1,3	1,1	24,2	24,0	8,4	-9,9
	Belgique	3 387,0	3 075,8	1,5	1,3	100	100	8,6	-9,2
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	Bruxelles	19 052,6	19 886,4	89,8	90,5	10,3	10,0	1,4	4,4
	Flandre	108 471,5	119 211,5	80,6	84,7	58,6	59,7	2,3	9,9
	Wallonie	57 341,4	60 490,2	91,0	91,4	31,0	30,3	1,1	5,5
	Belgique	184 948,4	199 682,4	84,5	87,2	100	100	1,9	8,0
Epargne brute (B.8g)	Bruxelles	2 158,4	2 090,1	10,2	9,5	6,3	7,1	-7,0	-3,2
	Flandre	26 153,2	21 544,4	19,4	15,3	76,9	73,4	-9,7	-17,6
	Wallonie	5 673,0	5 723,7	9,0	8,6	16,7	19,5	-5,5	0,9
	Belgique	33 991,1	29 362,3	15,5	12,8	100	100	-8,8	-13,6

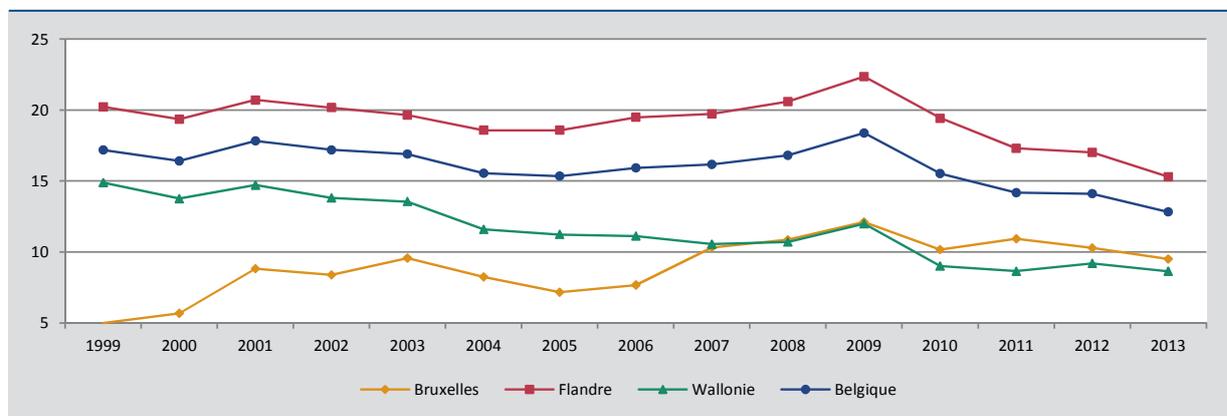
Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Entre 2010 et 2013, la part consacrée à la consommation a augmenté en Belgique ainsi que dans les trois régions. Néanmoins, cet accroissement a été beaucoup plus important en Flandre (4,1 points de pourcentage) qu'en Wallonie (0,4 point de pourcentage) et à Bruxelles (0,7 point de pourcentage). Les dépenses de consommation finale ont partout augmenté bien plus vite que le revenu disponible brut. Quant à la part de l'épargne dans le revenu disponible, elle a diminué dans les trois régions entre 2010 et 2013 et cette baisse a été logiquement plus forte en Flandre où la proportion est passée de 19,4 % à 15,3 %. À Bruxelles, la diminution de la proportion était plus faible en passant de 10,2 % à 9,5 %. Pour la Wallonie, cette part est passée de 9,0 % en 2010 à 8,6 % en 2013.

5.4 Taux d'épargne des ménages

Reste à analyser l'évolution du taux d'épargne brut. Celui-ci se mesure par le rapport entre l'épargne brute d'une part et la somme du revenu disponible brut et de l'ajustement pour variation des droits à pension d'autre part.

GRAPHIQUE 2 TAUX D'ÉPARGNE BRUT DES MÉNAGES (EN %)



Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

L'analyse se focalise sur les dernières années, de 2010 à 2013 qui n'étaient pas toutes disponibles lors de la précédente publication.

Au niveau belge, après la chute en 2010, l'évolution du taux d'épargne s'est marquée par des baisses assez importantes, en 2011 et en 2013 alors que pour 2012, il a relativement stagné (14,1 % en 2012 contre 14,2 % en 2011). Il s'établissait en 2013 à 12,8 %. La chute du taux d'épargne en Belgique peut, entre autres, s'expliquer par le fait que les dépenses de consommation finale des ménages ont crû à un rythme plus élevé que le revenu disponible brut (8,0 % contre 4,8 % entre 2010 et 2013).

En Flandre, le taux d'épargne était le plus élevé des trois régions. Il a connu, comme au niveau du Royaume, des baisses importantes en 2011 et 2013 ainsi qu'une faible diminution en 2012 (17,3 % en 2011 contre 17,0 % en 2012). Le taux d'épargne brut des ménages flamands se montait à 15,3 % en 2013. La baisse plus forte du taux d'épargne en Flandre que dans les autres régions s'explique par le fait que ses dépenses de consommation finale ont augmenté plus vite qu'ailleurs, ce qui n'est pas le cas du revenu disponible brut (croissance cumulée des dépenses de 9,9 % contre 4,8 % pour le revenu disponible).

En Wallonie, si les années 2011 et 2013 sont également marquées par une chute du taux d'épargne des ménages, l'année 2012, elle, s'est caractérisée par un relèvement du taux d'épargne, le premier depuis 2009. En effet, en 2012 ce taux était de 9,2 % contre 8,7 % un an plus tôt. En 2013, dernière année disponible, il ne se montait plus qu'à 8,6 %, quasi son niveau de 2011. En effet, sur la période 2010-2013, le revenu disponible brut a crû quasi au même niveau que les dépenses des ménages (5,3 % contre 5,5 %). Le fait qu'en 2012, le taux d'épargne s'est relevé est dû au fait que le revenu disponible brut des ménages wallons a connu une croissance plus forte que leur dépense de consommation finale. Les fluctuations dans le taux d'épargne wallon étaient, après la forte chute de 2010, dans la période 2010-2013 plus faibles qu'en Flandre.

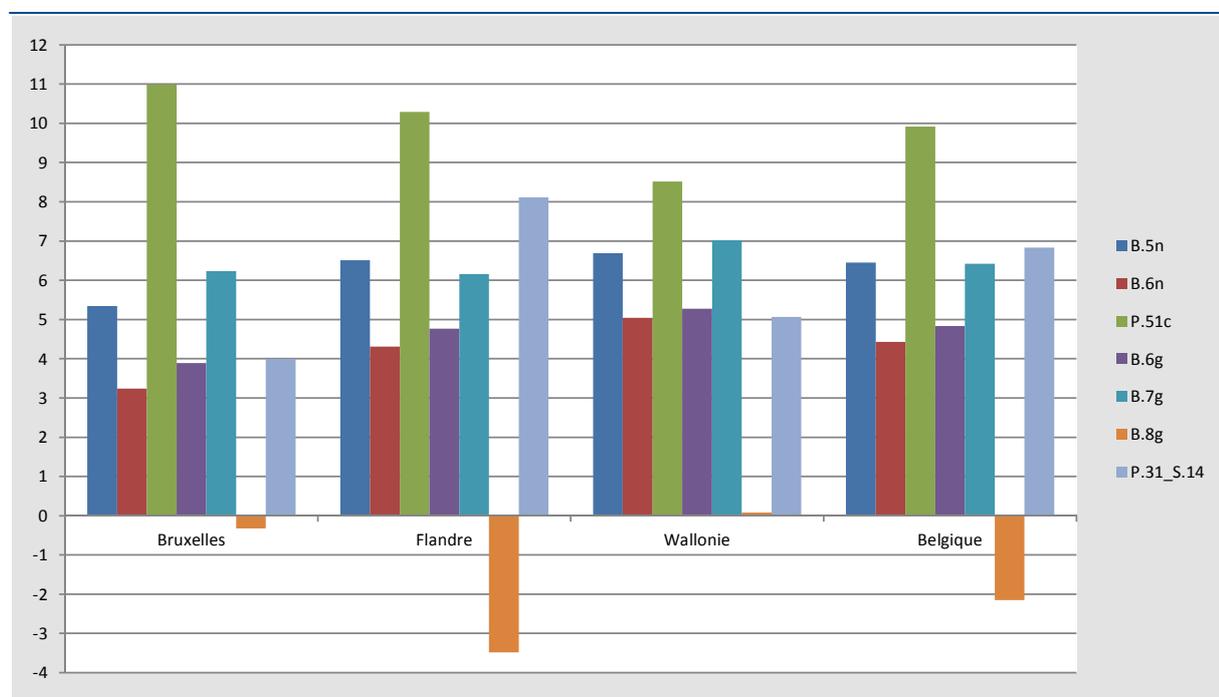
La Région de Bruxelles-Capitale a connu une évolution différente des autres régions dans le sens où son taux d'épargne a augmenté entre 2010 et 2011, en passant de 10,2 % à 10,9 % en raison de la plus faible hausse des dépenses de consommation finale de ses ménages comparativement à celle de leur revenu disponible brut (0,6 % contre 1,7 %). En 2012 et 2013, le taux d'épargne brut des ménages bruxellois a chuté pour se fixer à 9,5 % en 2013. Entre les années 2010 et 2013, les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 4,4 %, alors que le revenu disponible brut n'a augmenté que de 3,9 %.

5.5 Evolution des principaux agrégats des comptes des revenus des ménages

Après avoir analysé point par point les principaux agrégats des comptes des revenus des ménages (points 5.1 à 5.4), les graphiques suivants donnent une synthèse des taux de croissance par agrégat pour la période 2010 à 2013 (graphique 3), ainsi que pour la dernière année disponible, 2013 (graphique 4). Les agrégats repris sont les suivants:

- Revenu primaire net (B.5n);
- le revenu disponible net (B.6n);
- la consommation de capital fixe (P.51c);
- le revenu disponible brut (B.6g);
- le revenu disponible ajusté brut (B.7g);
- l'épargne brute (B.8g);
- les dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14).

GRAPHIQUE 3 TAUX DE CROISSANCE CUMULÉ DE CERTAINS AGRÉGATS DES COMPTES DES REVENUS DES MÉNAGES POUR LA PÉRIODE 2010 À 2013 (EN %)

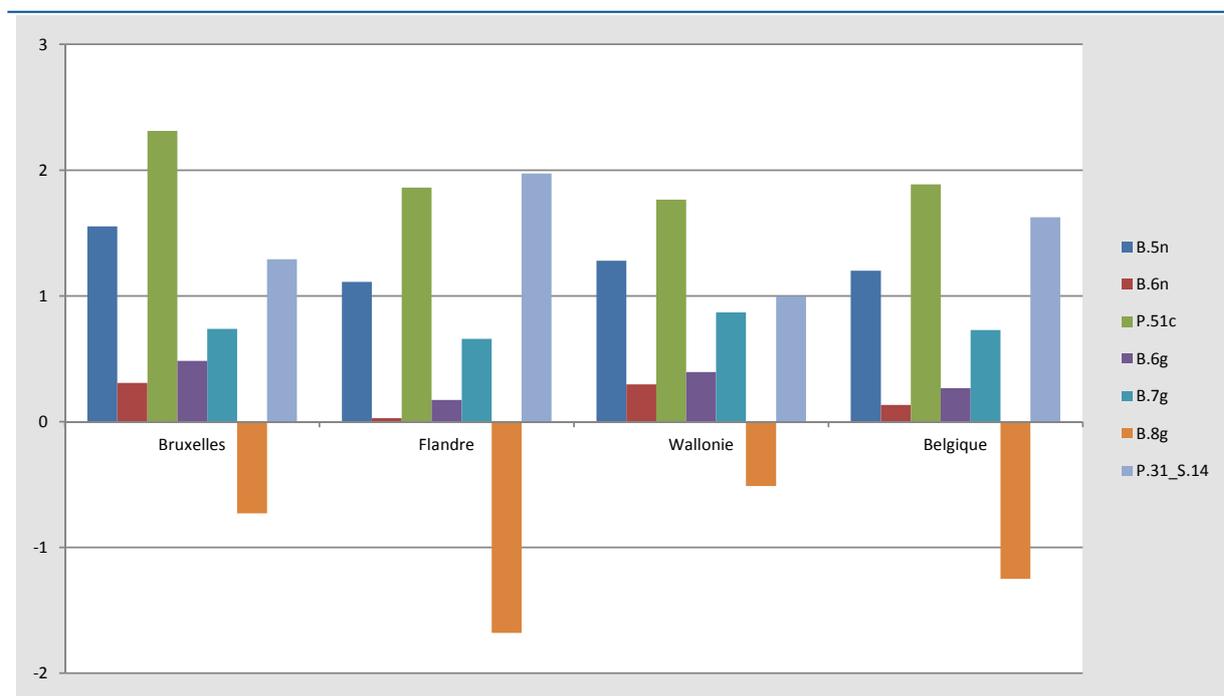


Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

La consommation de capital fixe (P.51c) a crû le plus entre 2010 à 2013 et ce pour chacune des régions. Pour rappel, cet agrégat permet le passage des montants nets (n) aux montants bruts (g). Cela fait que la croissance des montants bruts est toujours plus importante que pour les montants nets, comme le montre la plus forte hausse du revenu disponible brut (B.6g) comparativement à celle du revenu disponible net (B.6n).

À part en Région Wallonne, le montant de l'épargne brute (B.8g) a diminué entre 2010 et 2013. Le profil d'évolution de l'épargne brute peut mathématiquement s'expliquer par le différentiel de croissance entre le revenu disponible brut et les dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14). Si la croissance des dépenses de consommation finale des ménages est supérieure à celle du revenu disponible, le montant disponible pour l'épargne va diminuer, comme c'est le cas tant au niveau belge qu'à Bruxelles et en Flandre. La chute plus faible à Bruxelles est due au fait que son différentiel de croissance entre les dépenses de consommation finale des ménages et le revenu disponible brut est moins important (-0,1 point de pourcentage) qu'en Flandre (-3,3 points de pourcentage).

GRAPHIQUE 4 TAUX DE CROISSANCE DE CERTAINS AGRÉGATS DES COMPTES DES REVENUS DES MÉNAGES POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, 2013 (EN %)



Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Lors de la dernière année, hormis la Flandre, la consommation de capital fixe a toujours crû plus vite que les autres composantes du compte des revenus des ménages.

Dans chacune des trois régions, le revenu disponible (net et brut) a connu une croissance très faible alors que les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté plus vite. Il en a résulté une chute de leur épargne brute.

Modifications méthodologiques

Cette partie présente les modifications méthodologiques par rapport à la précédente publication de juillet 2015¹. Ces changements peuvent autant provenir des comptes nationaux² que des comptes régionaux³.

1. Dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)

1.1 Loyers réels (COICOP 041) et loyers imputés (COICOP 042)

Dans les comptes nationaux, la consommation finale des ménages en loyers correspond à la valeur des loyers payés par les locataires et ceux imputés aux propriétaires, qui s'estiment via leur production en service de logements. Ces services sont calculés à l'aide d'informations provenant principalement des recensements décennaux, complétées par d'autres données liées aux constructions/destructions de logements (extrapolation et interpolation des années hors recensement) et au prix.

La dernière campagne a vu l'introduction des données issues du Census 2011, qui constitue une nouvelle année de référence. Si les indicateurs liés au prix n'ont pas été modifiés, ceux liés au volume de logement ont été revus à la baisse. La révision de la distinction entre propriétaire et locataires provenant des informations du Census 2011 a vu la part des locataires croître et donc la part des services de logements qui leur est attribuée (Loyers réels 041) a augmenté.

De plus, au niveau régional, la clé pour répartir les loyers imputés (l'excédent net d'exploitation (B2n)) a subi une adaptation dans la nouvelle version des comptes régionaux relatifs aux comptes des ménages. En effet, une erreur a été rectifiée dans la clé de répartition car lors du passage du SEC 1995 au SEC 2010, une observation extrême rectifiée précédemment concernant l'évolution des prix des logements à Bruxelles pour l'année 2005 a été reprise telle quelle.

1.2 Collecte des ordures (COICOP 0442)

La répartition régionale des dépenses des ménages relatives à la collecte des ordures fait appel à différentes sources en fonction des années considérées.

Comme expliqué dans la publication de juillet 2015, la ventilation régionale des années 2006 à 2010 se base sur les données de la comptabilité des administrations publiques relatives au montant payé par les ménages alors que pour les années précédentes (1999 à 2005), les données régionales ont été rétopolées suivant la croissance annuelle des dépenses traitées de l'EBM pour la collecte des ordures ménagères.

Cependant, suite à l'harmonisation de la NACE, une nouvelle branche 'gestion des déchets' (38A) a été créée au sein des administrations publiques et des informations distinctes pour chaque région existent à partir de l'année 2011. Ces données sont dorénavant utilisées pour répartir les dépenses des ménages en collecte des ordures et le seront dans les prochaines années.

Le recours à cette nouvelle source d'informations provoque une légère rupture de série dans la répartition régionale en 2011, qui est du même ordre d'importance que celle existante en 2006.

1 Disponible sous format électronique à l'adresse suivante: https://www.nbb.be/doc/dq/f_method/m_men_meth2015f.pdf

2 Aperçu des changements méthodologiques: https://www.nbb.be/doc/dq/f_method/m_sec2010r0915_fr.pdf

3 Comptes régionaux, février 2016: <https://www.nbb.be/doc/dq/ff/dq3/histo/nfr14.pdf>

1.3 Services domestiques (COICOP 0562 *Partim*)

La ventilation régionale des rémunérations de la branche d'activité 'activité des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique' (97A) a été revue avec l'introduction d'une nouvelle année de référence, 2011, via le Censur en y intégrant les données relatives au nombre de salariés dans cette branche d'activité.

Les nouvelles données ont été introduites et interpolées entre 2002 et 2010. Ce faisant, il est apparu clairement que garder une partie de la clé de répartition constante durant 10 ans produit des résultats parfois très éloignés de la situation réelle. Dès lors a-t-on décidé, à partir des données de 2011, d'appliquer l'évolution des données de l'ONSS du 97A sur les salaires à la clé totale de l'année précédente afin d'obtenir une clé de répartition qui offre un reflet plus fidèle de la réalité.

1.4 Achats de véhicules (COICOP 0711 *Partim*)

Pour les achats de véhicules neufs, dans les données de base, il existait précédemment des données sur les immatriculations par des personnes physique (reprises ici), morales (non reprises) et d'autres, ni physiques, ni morales, de type d'utilisateur inconnu. Ce n'est dorénavant plus le cas depuis 2012. Il en résulte une augmentation des immatriculations par des personnes physiques.

Si auparavant et jusqu'en 2012, les données sur les immatriculations étaient reprises de la base de données transport du BFP, dorénavant, il est possible de relier une immatriculation au domicile de son propriétaire dans les données de base de la DIV. Ce faisant, depuis 2013, les données de la DIV sont directement reprises à partir de leur portail 'Open Data'¹.

En outre, les achats de véhicules prennent également en considération les subsides fédéraux et régionaux pour l'achat de véhicules 'propres' et les montants de ces subsides sont déduits du montant total des achats de véhicules. Auparavant, seul l'éco boni était pris en compte, alors que dorénavant il existe des informations pour l'ensemble des subsides depuis 2008. Si les subsides régionaux sont attribués à la région concernée, les subsides fédéraux sont répartis suivant les immatriculations de véhicules neufs par des personnes physiques.

1.5 Dépenses d'utilisation des véhicules (COICOP 072)

1.5.1 Carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (COICOP 0722) et Réparation et entretien de véhicules personnels (COICOP 0723)

Des données sur le parc automobile sont reprises dans le calcul des dépenses régionales. Si la source des informations n'a pas changé, elle a subi une modification dans le sens où il n'existe plus de voitures dont le type d'utilisateur est inconnu (cf. supra point 1.4).

Pour ces mêmes catégories de dépenses, il est repris des informations sur le kilométrage parcouru par les véhicules et, à partir de 2012, la méthodologie de calcul (développée par le SPF Mobilité) a subi une légère modification² en tenant compte, entre autres, de la radiation des anciens véhicules et de la plus grande cohérence des données relatives au parc automobile. Cela occasionne une très légère modification de la répartition régionale en 2012.

1.5.2 Autres services liés aux véhicules personnels, *Partim* auto-écoles (COICOP 0724, auto-écoles *Partim*)

Pour les dépenses relatives aux auto-écoles, en raison de l'harmonisation des codes NACE au sein de l'ICN, les montants des chiffres d'affaires selon la TVA de la branche 85531 ont été revus tant au niveau national que régional à partir de 2009.

¹ http://mobilit.belgium.be/fr/publications/open_data

² Pour de plus amples informations: http://mobilit.belgium.be/sites/default/files/downloads/Kilometres_2013.pdf

1.6 Prostitution (COICOP 122)

Au niveau national, la méthode d'estimation, en collaboration avec la KU Leuven, a été revue dans la version de septembre 2015 des comptes nationaux. Ils sont passés d'une méthode basée sur la demande à une nouvelle basée sur l'offre (segments relatifs à la prostitution en vitrine, aux forums internet, etc.) avec 2015 comme année de référence.

S'agissant de la période 1995-2014, les prix ont été rétopolés sur la base des évolutions du niveau des salaires conventionnels pour les salariés et du nombre de transactions en fonction des évolutions de la population masculine annuelle moyenne âgée de 18 à 64 ans. Cette population moyenne constitue la clé de répartition régionale et n'a donc pas subi de modifications.

1.7 Assurances (COICOP 125)

Dans les comptes nationaux, les assurances-groupes et les fonds de pension sont passés des assurances vies individuelles (1251) vers les autres services financiers (1262) sans que cela n'impacte la clé de répartition utilisée.

Pour ce qui est des assurances dommages liées au logement (1252), l'estimation régionale s'est vue modifier par l'adaptation de la ventilation de l'excédent net d'exploitation (B2n), qui sert de clé de répartition régionale pour ce type d'assurance dommage (cf. supra, point 1.1).

1.8 Autres services financiers (COICOP 1262)

Dans les comptes nationaux, l'allocation de la production des services financiers (hors SIFIM) entre consommation finale et consommation intermédiaire (voire exportation) a été revue depuis 1995. De plus, comme indiqué dans le point 1.7, les assurances-groupes et les fonds de pension se retrouvent dorénavant dans les autres services financiers.

Cependant, les clés de répartition régionale de ces éléments n'ont pas été modifiées.

1.9 Traitements des données de l'EBM lors des années paires (2012, 2014 et suivantes) et des années intermédiaires (années impaires à partir de 2011)

Lors de la précédente publication concernant la période 1999-2010¹, la méthodologie d'utilisation des données de l'EBM pour les années 1999-2010 a été très largement décrite et elle n'a pas été modifiée.

Pour rappel, les données de bases des EBM ont été corrigées des outliers et une méthode pour diminuer la volatilité des données a été développée. Cette volatilité a été mesurée comme l'écart-type des taux de croissance annuels des dépenses moyennes par ménage, corrigées des outliers et auxquelles une moyenne centrée et pondérée sur trois ans (sauf en début et fin de période) est appliquée. Les volatilités ainsi calculées ont été comparées à l'écart-type équivalent au niveau national, mesuré dans les comptes nationaux² (et non dans l'EBM). Le niveau acceptable de volatilité a été fixé à un écart-type régional ne dépassant pas le double de celui du niveau national. S'il est supérieur, cela invalide a priori l'utilisation des données EBM concernées comme clé de répartition régionale. Cette analyse de volatilité a impliqué que pour certains COICOP, les données de l'EBM, même corrigées, n'étaient pas utilisables telles quelles. En effet, une méthode alternative (par solde) a été construite pour les binômes "meubles, articles d'ameublement, tapis et autres et appareils ménagers" (COICOP 051 et 053) et "appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et biens durables pour loisirs" (COICOP 091 et 092).

Malheureusement, depuis 2012, les enquêtes ne sont plus annuelles, mais bisannuelles, ce qui rend l'utilisation de cette méthode, employée pour la période 1999-2010, quasiment impossible à répliquer car il n'est plus possible de calculer la volatilité moyenne des écarts-types étant donné qu'il y a des années sans enquête. Il a donc fallu trouver une méthode alternative pour traiter les données de l'EBM 2012 (et de toutes les années paires qui suivent).

¹ https://www.nbb.be/doc/dq/f_method/m_men_meth2015f.pdf

² Version de septembre 2013 des comptes nationaux pour la période 1999 à 2010.

Pour cela, différentes étapes ont été suivies par catégorie de dépenses et ce jusqu'au niveau 3, 4 voire 5 digits de la classification COICOP:

- Analyse de tous les outliers détectés par la méthode box plot¹ tant avec la dépense moyenne nationale qu'avec les dépenses moyennes régionales (~72 000 outliers par année). Si un outlier n'est pas considéré comme un outlier, la correction n'est pas effectuée.
- Si les données de l'EBM ne sont pas utilisées dans la comptabilité nationale et/ou régionale, aucun traitement des données n'est réalisé.
- Analyse de l'impact de la correction des outliers sur le niveau des dépenses nationales lorsque les données de l'EBM sont utilisées dans la comptabilité nationale. Si la correction de l'ensemble des outliers affecte le niveau national, les données brutes sont utilisées à la place des données corrigées des outliers à la fois dans les comptes nationaux et régionaux.
- Analyse de l'impact de la correction des outliers sur la répartition régionale au niveau COICOP 3 digits (différence entre données brutes et données corrigées des outliers²). Si la correction des outliers modifie de manière importante la répartition régionale, les données brutes sont utilisées à la place des données corrigées des outliers dans les comptes nationaux et régionaux.
- Analyse des données individuelles pour les COICOP 045 (Electricité, gaz et autres combustibles), 054 (Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage), 055 (Outillage pour la maison et le jardin) et 096 (Voyages touristiques tout compris) car l'analyse seule des données corrigées des outliers ne permettait de prendre une décision.

En suivant ces étapes, une liste de décisions par COICOP a pu être établie en concertation entre les responsables des comptes nationaux et régionaux (cf. tableau 19).

Pour la période 1999-2010, afin de diminuer la volatilité des données, il avait été appliqué sur les dépenses moyennes corrigées des outliers une moyenne pondérée sur trois ans sauf en début et en fin de période. À partir de 2011, ceci n'est plus possible: il n'existe plus d'informations selon l'EBM pour les années impaires.

Il a donc été développé une méthode qui se base sur celle appliquée sur la période 1999-2010, mais avec des amendements en fonction des informations disponibles pour aboutir à la méthode suivante:

- Années où l'EBM est disponible (années paires):

$$Dépenses\ moyennes_T = 0.25 * Dépenses\ moyennes_{T-2} + 0.75 * Dépenses\ moyennes_T$$

- Années intermédiaires où l'EBM n'est pas disponible (années impaires):

$$Dépenses\ moyennes_T = 0.50 * Dépenses\ moyennes_{T-1} + 0.50 * Dépenses\ moyennes_{T+1}$$

Puis comme précédemment, les dépenses régionales totales par COICOP sont obtenues en multipliant les dépenses moyennes par ménage par le nombre moyen de ménages issus des statistiques démographiques.

1 Les "outliers" sont situés aux extrémités de la courbe de distribution globale et sont identifiés à l'aide de la méthode dite "box-plot". Les valeurs qui ont été considérées comme aberrantes sont celles qui figuraient en dehors de l'intervalle entre le premier quartile moins trois fois l'écart interquartile et le dernier quartile plus trois fois l'écart interquartile. Soit l'intervalle donné par l'expression suivante: $[Q_{25} - 3 * IQR; Q_{75} + 3 * IQR]$ où "IQR" ("interquartile range") est l'écart interquartile ou encore la distance séparant le 75e et le 25e percentile.

2 Quand une dépense 'outlier' est corrigée, sa valeur est remplacée par la dépense moyenne régionale.

TABLEAU 19 LISTE DES DÉCISIONS PAR COICOP DES COMPTES NATIONAUX ET RÉGIONAUX APRÈS ANALYSE DES OUTLIERS

COICOP			
3 digits	4 digits	5 digits	
011			Données corrigées des outliers
012			Données corrigées des outliers
021	0211		Données brutes (3)
021	0212		Données brutes (3)
021	0213		Données corrigées des outliers
022			Données corrigées des outliers
031			Données brutes (3)
032			Données brutes (3)
041			EBM non utilisée dans CN ni CR
042			EBM non utilisée dans CN ni CR
043			Données brutes (1) (2)
044			Données brutes (1) (2)
045			Données corrigées des outliers
051			Données brutes (2) (binôme avec 053)
052			Données brutes (2)
053			Données brutes (2) (binôme avec 051)
054			Données brutes avec correction outliers supérieurs à 500 €
055	0551		Données brutes (3)
	0552	05521	Données brutes avec correction outliers supérieurs à 100 €
	0552	05522	Données brutes avec correction outliers supérieurs à 100 €
056			Données corrigées des outliers
061			EBM non utilisée dans CN ni CR
062			EBM non utilisée dans CN ni CR
063			EBM non utilisée dans CN ni CR
071	0711		EBM non utilisée dans CN ni CR
	0712		EBM non utilisée dans CN ni CR
	0713		Données brutes (3)
072			Données brutes (3)
073			Données brutes (3)
081			Données corrigées des outliers
082			Données brutes (3)
083			Données brutes (3)
091			Données brutes (binôme avec le 092)
092			Données brutes (2) (binôme avec 091)
093	0931		Données brutes (3)
	0932		Données brutes (3)
	0933		Données brutes (3)
	0934	09341	Données brutes (3)
	0934	09342	Données brutes avec correction outliers supérieurs à 150 €
	0935		Données brutes (3)
094			Données corrigées des outliers
095			Données brutes avec correction outliers supérieurs à 500 €
096			Données corrigées des outliers
105			EBM non utilisée dans CN ni CR
111	1111	11111	Données brutes (3)
111	1111	11112	Données corrigées des outliers
111	1112		Données corrigées des outliers
112			Données brutes (3)
121			Données brutes avec correction outliers supérieurs à 500 €
123			Données brutes (2)
124			EBM non utilisée dans CN ni CR
125			EBM non utilisée dans CN ni CR
126			EBM non utilisée dans CN ni CR
127			Données corrigées des outliers

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

(1) La correction des outliers modifie le niveau national car l'EBM est utilisée comme source nationale.

(2) La correction des outliers modifie grandement la répartition régionale.

(3) Les outliers, détectés selon la méthode box plot, ne sont pas considérés comme de vrais outliers.

2. Dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)

2.1 Répartition des dépenses entre dépenses individuelles et collectives

Dans les comptes nationaux¹, les adaptations relatives au périmètre des administrations publiques et à l'enregistrement des aides conditionnelles à l'investissement ont impliqué des modifications de la rémunération des salariés, de la consommation intermédiaire, des prestations sociales en nature ainsi que d'autres rubriques des comptes faisant partie des dépenses de consommation finale. Tout cela a provoqué une adaptation de la répartition des dépenses de consommation finale des administrations publiques entre dépenses collectives et individuelles.

Cela n'impacte pas les clés de répartition régionale, qui n'ont donc pas été modifiées depuis la publication précédente.

2.2 Assurance soins, "*Vlaams Zorgfonds*"

Dans les comptes nationaux, les assurances soins en Région flamande ("*Vlaams Zorgfonds*", agence créée en 2001) qui auparavant étaient considérées comme un transfert social en nature sont dorénavant reprises comme une prestation sociale en espèces (D.62) et ne se retrouvent plus dans les dépenses de consommation finale des administrations publiques.

2.3 Services sociaux et culturels

L'importance des services sociaux par rapport aux services culturels a été revue dans les comptes régionaux. La distinction entre ces deux types de services, basée sur des données COFOG², s'effectue sur une plus grande période (moyenne des années 2004 à 2013 contre 2004 à 2009 précédemment). Il faut travailler avec une moyenne sur une période assez longue vu la volatilité des données COFOG. Dans les publications futures, la répartition entre les services sociaux et culturels ne sera revue qu'au moment d'une révision occasionnelle sur la base de la période disponible à ce moment. La révision actuelle de la distinction a induit au niveau national une augmentation de la proportion des services sociaux et une baisse des services culturels pour tous les secteurs des administrations publiques.

Néanmoins, les clés de répartition régionale n'ont pas été impactées.

2.4 Interventions pour l'accueil de l'enfance et les personnes âgées et/ou handicapées

La distinction entre ces deux genres d'interventions, sur la base des données COFOG, est également réalisée sur une plus longue période (2004-2013 contre 2004-2009 auparavant). Il faut travailler avec une moyenne sur une période assez longue vu la volatilité des données COFOG. Dans les publications suivantes, la répartition entre les interventions pour l'accueil de l'enfance d'une part et les interventions pour les personnes âgées et/ou handicapées ne sera revue qu'au moment d'une révision occasionnelle sur la base de la période disponible à ce moment. L'adaptation actuelle de cette distinction a impliqué une hausse de la proportion des interventions pour l'accueil de l'enfance dans le total de ces interventions au niveau national.

Cependant, les clés de répartition régionale n'ont pas changé.

¹ Changements méthodologiques, septembre 2015: https://www.nbb.be/doc/dq/f_method/m_nfdb1509.pdf

² Classification des fonctions des administrations publiques

3. Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)

3.1 Harmonisation des codes NACE, traitement des réductions de cotisations patronales ciblées et des autres subventions sur la production

Une harmonisation des codes NACE a eu lieu au sein de l'ICN à partir de l'année de données 2009, ce qui a impacté tous les agrégats par branche d'activité. De plus, la répartition des autres subventions sur la production (D.39) entre les institutions sans but lucratif appartenant au secteur S.11 (entreprises non financières) d'une part, et le secteur S.15 (ISBLM) d'autre part, a été revue depuis 2009. En outre, les réductions de cotisations sociales ont été révisées pour tous les secteurs et branches d'activités à partir de l'année 1995.

A partir de l'année de données 2009, ces changements ont provoqué une rupture de série dans les dépenses de consommation finale des ISBLM dans les comptes nationaux.

Au niveau régional, les clés de répartition régionale basées sur la population moyenne n'ont pas changé, alors que celle se basant sur les rémunérations ONSS a subi une très légère adaptation (cf. infra point 3.2).

3.2 Rémunérations ONSS des fabriques d'églises et des maisons de jeunes

Au sein du secteur des ISBLM, et ce dans les comptes régionaux, une petite partie des dépenses de consommation finale est répartie suivant les rémunérations ONSS. Il s'agit des unités qui bénéficient aux personnes habitant dans un espace proche de leur lieu de résidence comme les fabriques d'églises, les maisons de quartier/de jeunes. Un certain nombre de ces unités dont le nom (et donc sa localisation) n'avait pas pu être déterminé précédemment a pu être pris en considération avec l'introduction d'une nouvelle année. Ce faisant, et afin d'avoir une cohérence dans le temps, des unités qui n'étaient pas prises en considération avant dans la répartition régionale selon les rémunérations ONSS l'ont été avec cette révision. Cela occasionne une très légère modification de la répartition régionale des transferts sociaux en nature issus de la production non marchande.

4. Consommation de capital fixe (P.51c)

La consommation de capital fixe se compose d'une partie relative aux actifs liés aux investissements en logement des ménages et d'une autre reprenant tous les autres actifs. Suite à la publication des nouveaux comptes nationaux en septembre 2015, cette répartition a été revue et la part relative aux investissements en logements a augmenté.

La partie relative aux investissements en logement par les ménages a subi une modification de sa répartition régionale en raison de la rectification effectuée sur la ventilation régionale de l'excédent net d'exploitation (cf. supra point 1.1) qui sert comme clé de répartition.

Les modifications apportées à la consommation de capital fixe, aussi bien au niveau national que régional, influent sur les montants bruts des comptes des revenus des ménages car le passage des montants nets aux montants bruts s'effectue via la consommation de capital fixe.

Incidences des modifications par rapport à la publication de juillet 2015 des comptes régionaux

Dans cette partie, les nouveaux résultats pour la période 1999-2010 sont comparés aux résultats de la publication de juillet 2015. Toutes les variables des comptes nationaux ont été revues à partir de l'année 1995 dans le cadre de la révision occasionnelle de septembre 2015.

À l'échelon régional, à l'exception des clés de répartitions dont il est question dans la deuxième partie, les clés de ventilations régionales n'ont pas changé.

1. Dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14)

Les dépenses ont été impactées tant par les changements méthodologiques que par la révision occasionnelle de septembre 2015. Les impacts en montants absolus et en pourcentages par rapport à la version de juillet 2015 sont présentés dans le tableau 20 et ce pour la période couvrant les années 1999 à 2010.

TABLEAU 20 RÉVISION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Incidence en % (p/r version 2015-07)			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
1999	241,7	103,9	251,7	597,3	1,81	0,14	0,66	0,48
2000	252,9	284,5	292,9	830,3	1,81	0,36	0,72	0,62
2001	226,4	262,0	166,5	654,9	1,60	0,32	0,40	0,48
2002	277,7	303,1	237,0	817,8	1,94	0,37	0,56	0,59
2003	289,9	243,5	227,6	761,0	2,00	0,29	0,52	0,53
2004	356,1	421,8	340,2	1 118,1	2,39	0,48	0,75	0,76
2005	216,9	409,1	433,7	1 059,7	1,38	0,45	0,92	0,69
2006	420,2	326,8	360,1	1 107,2	2,57	0,35	0,73	0,69
2007	437,0	287,7	375,1	1 099,8	2,58	0,29	0,72	0,65
2008	485,4	96,1	371,1	952,6	2,73	0,09	0,68	0,54
2009	484,3	-244,1	332,2	572,4	2,72	-0,23	0,61	0,32
2010	508,9	-376,7	505,2	637,3	2,74	-0,35	0,89	0,35

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Les dépenses de consommation finale des ménages ont été revues à la hausse de 0,6 % en moyenne annuelle (variation annuelle entre 0,3 % et 0,8 %) pour la Belgique. Si l'accroissement moyen a été semblable en Wallonie (0,7 %; avec un minimum de 0,4 % et un maximum de 0,9 %), il a été plus faible en Flandre (0,2 % de moyenne annuelle en variant entre -0,3 % et +0,5 % par an), mais bien plus élevé à Bruxelles (2,2 % de moyenne annuelle, allant de 1,4 % à 2,7 %).

Les taux de croissance sont également impactés par la révision. Pour la Belgique, la variation par rapport à la précédente version des comptes régionaux va de -0,2 point de pourcentage à +0,2 point de pourcentage. Pour les régions, cela va de -1,0 à +1,2 point de pourcentage pour Bruxelles, de -0,3 à +0,2 point de pourcentage pour la Flandre et de -0,3 à +0,3 point de pourcentage pour la Wallonie.

Etant donné que l'impact est plus important et que les hausses sont plus élevées en Wallonie, mais surtout à Bruxelles, qu'en Flandre, la répartition régionale de l'ensemble des dépenses de consommation finale des ménages s'en trouve modifier. Cela a induit une hausse de la part de Bruxelles (+0,2 point de pourcentage en moyenne annuelle) dans le total belge des dépenses des ménages et une baisse de la part flamande (-0,2 point de pourcentage en moyenne annuelle), alors que celle de la Wallonie a été relativement peu influencée par les changements à part sur les deux dernières années (+0,1 point de pourcentage en 2009 et +0,2 en 2010).

Les catégories de dépenses COICOP, au niveau 3 digits, qui ont été le plus impactées par la révision sont reprises dans le tableau 21. Ces catégories, au nombre de neuf, étaient très souvent identiques tant pour la Belgique que pour chacune des trois régions.

Les principales dépenses ont concerné des dépenses en loyers réels (COICOP 041), en loyers imputés (COICOP 042), en services hospitaliers (COICOP 063), celles reprises dans le binôme appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et biens durables pour loisirs (COICOP 091 et 092), les dépenses en prostitution (COICOP 122), en assurances (COICOP 125), en services financiers (COICOP 126) et les dépenses en autres services (COICOP 127). Les évolutions des loyers réels et des loyers imputés (COICOP 041 et 042) sont intrinsèquement liées dans le sens où la répartition entre ces deux catégories a été revue au profit des loyers réels par l'accroissement de la part des locataires dans le total. En outre, les dépenses totales en loyer ont été globalement revues à la baisse au niveau national et cette révision s'est accrue dans le temps. Au niveau des assurances (COICOP 125) et des services financiers (COICOP 126), les assurances-groupes et les fonds de pension sont passés du COICOP 125 au 126 et cela explique en grande partie que le premier diminue et que le second augmente.

Ces neuf catégories de dépenses ont eu pour effet d'augmenter le niveau belge des dépenses de consommation finale des ménages en moyenne annuelle de 0,9 point de pourcentage (entre 0,7 point et 1,1 point de pourcentage). En Wallonie, cette incidence annuelle moyenne a été relativement proche, 1,0 point de pourcentage en oscillant de 0,8 à 1,2 point de pourcentage. Pour la Flandre, l'impact annuel moyen a été plus faible qu'ailleurs avec une valeur de 0,6 point de pourcentage (entre 0,2 et 0,9 point de pourcentage). La Région de Bruxelles-Capitale s'est caractérisée par un relèvement à la hausse le plus élevé des trois régions et celui-ci se montait, en moyenne annuelle, à 2,4 points de pourcentages en allant de 1,6 à 2,9 points de pourcentage.

Au niveau des autres COICOP 3 digits, les 35 restants sur 44, ils ont induit une baisse des niveaux des dépenses de consommation finale des ménages tant au niveau belge qu'au niveau des trois régions. Cela s'est produit chaque année sur la période 1999-2010. En moyenne annuelle, cela a donné une révision à la baisse de -0,4 point de pourcentage en Belgique (variation de -0,3 à -0,5 point de pourcentage). Pour les régions, cette révision annuelle moyenne a été de -0,2 point de pourcentage en Région bruxelloise (en oscillant de -0,0 à -0,4 point de pourcentage), de -0,3 point de pourcentage en Région wallonne (entre -0,0 et -0,5 point de pourcentage) et de -0,4 point de pourcentage en Région flamande (en allant de -0,3 à -0,5 point de pourcentage).

TABEAU 21 RÉVISION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES: COICOP 3 DIGITS AYANT LES PLUS FORTES INCIDENCES

	Incidence en % (p/r version 2015-07)												
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	99-2010
COICOP 041 Loyers réels													
Bruxelles	0,06	0,03	0,06	0,29	0,49	0,72	1,04	1,40	1,59	1,87	2,16	2,22	0,99
Flandre	0,02	0,01	0,02	0,11	0,20	0,27	0,37	0,46	0,56	0,65	0,73	0,79	0,35
Wallonie	0,02	0,01	0,03	0,12	0,23	0,29	0,40	0,51	0,64	0,71	0,85	0,91	0,39
Belgique	0,03	0,01	0,03	0,13	0,24	0,32	0,45	0,57	0,69	0,79	0,91	0,97	0,43
COICOP 042 Loyers imputés													
Bruxelles	1,17	1,04	0,96	0,94	0,83	0,72	-0,59	0,20	0,00	-0,14	-0,34	-0,58	0,35
Flandre	-0,32	-0,24	-0,13	-0,29	-0,43	-0,59	-0,68	-0,91	-1,07	-1,21	-1,41	-1,61	-0,74
Wallonie	0,20	0,10	-0,08	-0,17	-0,29	-0,40	-0,31	-0,64	-0,75	-0,84	-0,97	-1,09	-0,44
Belgique	0,00	0,00	0,00	-0,13	-0,26	-0,40	-0,56	-0,71	-0,86	-0,99	-1,17	-1,34	-0,53
COICOP 063 Services hospitaliers													
Bruxelles	0,19	0,22	0,23	0,23	0,23	0,31	0,30	0,28	0,26	0,27	0,31	0,34	0,26
Flandre	0,18	0,21	0,21	0,22	0,22	0,31	0,30	0,30	0,28	0,27	0,32	0,34	0,26
Wallonie	0,21	0,23	0,24	0,25	0,24	0,33	0,32	0,31	0,29	0,28	0,32	0,33	0,28
Belgique	0,19	0,22	0,22	0,23	0,23	0,31	0,31	0,30	0,28	0,28	0,32	0,34	0,27
COICOP 091&092 Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques & Biens durables pour loisirs													
Bruxelles	0,26	0,25	0,26	0,24	0,25	0,24	0,22	0,21	0,19	0,17	0,16	0,17	0,22
Flandre	0,28	0,26	0,27	0,26	0,27	0,26	0,25	0,24	0,24	0,21	0,16	0,14	0,24
Wallonie	0,22	0,21	0,21	0,21	0,22	0,21	0,23	0,21	0,19	0,18	0,22	0,21	0,21
Belgique	0,26	0,24	0,25	0,25	0,25	0,24	0,24	0,23	0,22	0,20	0,18	0,16	0,23
COICOP 122 Prostitution													
Bruxelles	0,19	0,19	0,19	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,23	0,23	0,21
Flandre	0,22	0,21	0,21	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,21	0,21	0,22	0,22	0,22
Wallonie	0,23	0,22	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23
Belgique	0,22	0,21	0,22	0,23	0,22	0,22							
COICOP 125 Assurances													
Bruxelles	-0,15	-0,11	-0,24	-0,40	-0,30	-0,26	-0,34	-0,22	-0,17	-0,35	-0,16	-0,34	-0,25
Flandre	-0,23	-0,20	-0,31	-0,45	-0,35	-0,35	-0,42	-0,31	-0,25	-0,44	-0,24	-0,44	-0,33
Wallonie	-0,17	-0,15	-0,24	-0,34	-0,27	-0,25	-0,30	-0,22	-0,17	-0,31	-0,16	-0,30	-0,24
Belgique	-0,20	-0,18	-0,28	-0,41	-0,32	-0,31	-0,38	-0,27	-0,22	-0,39	-0,21	-0,39	-0,30
COICOP 126 Services financiers													
Bruxelles	0,28	0,39	0,36	0,50	0,32	0,39	0,40	0,34	0,42	0,50	0,14	0,46	0,38
Flandre	0,29	0,42	0,36	0,50	0,31	0,42	0,43	0,38	0,46	0,54	0,15	0,52	0,40
Wallonie	0,24	0,36	0,29	0,39	0,24	0,32	0,32	0,29	0,36	0,40	0,09	0,38	0,31
Belgique	0,27	0,40	0,34	0,47	0,29	0,38	0,40	0,35	0,43	0,49	0,13	0,47	0,37
COICOP 127 Autres services													
Bruxelles	0,13	0,16	0,17	0,20	0,20	0,29	0,31	0,29	0,28	0,32	0,32	0,24	0,24
Flandre	0,15	0,18	0,18	0,21	0,21	0,29	0,32	0,30	0,28	0,32	0,32	0,24	0,25
Wallonie	0,16	0,20	0,20	0,23	0,23	0,32	0,35	0,32	0,30	0,34	0,34	0,25	0,27
Belgique	0,15	0,18	0,19	0,21	0,22	0,30	0,33	0,30	0,29	0,33	0,32	0,24	0,26
Total COICOP cités													
Bruxelles	2,14	2,15	1,99	2,21	2,24	2,61	1,55	2,72	2,77	2,85	2,81	2,75	2,40
Flandre	0,60	0,85	0,82	0,78	0,66	0,83	0,80	0,67	0,71	0,56	0,23	0,19	0,64
Wallonie	1,12	1,18	0,88	0,92	0,84	1,05	1,24	1,02	1,08	0,98	0,91	0,92	1,01
Belgique	0,93	1,09	0,96	0,97	0,88	1,08	1,01	0,99	1,03	0,92	0,71	0,67	0,94
Total reste des COICOP													
Bruxelles	-0,33	-0,34	-0,40	-0,26	-0,24	-0,22	-0,17	-0,15	-0,19	-0,13	-0,09	-0,01	-0,21
Flandre	-0,46	-0,49	-0,50	-0,42	-0,37	-0,35	-0,35	-0,33	-0,43	-0,46	-0,47	-0,53	-0,43
Wallonie	-0,46	-0,46	-0,48	-0,37	-0,32	-0,30	-0,32	-0,29	-0,36	-0,30	-0,31	-0,03	-0,33
Belgique	-0,45	-0,46	-0,48	-0,39	-0,34	-0,32	-0,32	-0,30	-0,38	-0,38	-0,38	-0,33	-0,38

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

2. Dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13)

Dans la publication de juillet 2015, les dépenses de consommation finale des administrations publiques étaient présentées pour la période de 1995 à 2012. Cependant, afin d'être en conformité avec les dépenses de consommation finale des ménages, la période d'analyse ne couvrait que les années 1999 à 2010 et c'est pourquoi la description des révisions ne couvre que cette période.

TABLEAU 22 RÉVISION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Année	Millions d'euros				Incidence en % (p/r version 2015-07)			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
1999	41,2	-121,8	76,2	-4,4	0,85	-0,41	0,45	-0,01
2000	49,2	-128,8	85,3	5,7	0,97	-0,41	0,48	0,01
2001	44,3	-136,7	65,3	-27,1	0,82	-0,42	0,35	-0,05
2002	57,0	-250,9	66,1	-127,9	0,99	-0,72	0,34	-0,21
2003	99,5	-295,1	98,2	-97,4	1,64	-0,80	0,48	-0,15
2004	86,3	-303,1	67,8	-149,0	1,35	-0,79	0,32	-0,23
2005	95,5	-402,6	45,5	-261,6	1,43	-1,01	0,20	-0,38
2006	57,8	-556,7	-54,1	-553,0	0,83	-1,33	-0,23	-0,77
2007	78,5	-583,2	-32,5	-537,3	1,08	-1,34	-0,13	-0,72
2008	78,2	-652,8	-45,0	-619,6	0,99	-1,39	-0,17	-0,77
2009	102,3	-685,0	-20,1	-602,8	1,22	-1,40	-0,07	-0,71
2010	125,1	-607,7	44,7	-438,0	1,44	-1,21	0,16	-0,51

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Au niveau du Royaume, la baisse des dépenses de consommation finale des administrations publiques a été, en moyenne annuelle entre 1999 et 2010, de l'ordre de -0,4 % en variant de -0,8 % à +0,0 %. En Flandre, la baisse, en moyenne annuelle, des dépenses des administrations publiques a été plus forte, de l'ordre de -0,9 % et la diminution s'est accrue au fil des années en passant de -0,4 % à -1,4 %. En Wallonie, les dépenses des administrations publiques ont augmenté, en moyenne sur 1999-2010, de 0,2 %. Néanmoins, pour la période couvrant les années 2006 à 2009, la révision a eu pour effet de diminuer le montant des dépenses bénéficiant aux Wallons. La fourchette de variation de l'impact de la révision va de -0,2 % à +0,5 %. Reste la Région bruxelloise, dont les dépenses ont été revues à la hausse avec 1,1 % de moyenne annuelle, en oscillant entre 0,8 % et 1,6 % par an.

L'impact de la révision sur les taux de croissance au niveau belge a oscillé entre -0,4 point de pourcentage et +0,2 point de pourcentage. La Flandre se trouvait dans ce même intervalle. En Wallonie, l'impact a varié entre -0,5 point de pourcentage et +0,2 point de pourcentage. Pour Bruxelles, les impacts sur les taux de croissance ont été plus marqués (entre -0,6 et +0,7 point de pourcentage).

Etant donné que les effets de la révision occasionnelle diffèrent d'une région à l'autre, la répartition régionale des dépenses de consommation finale des administrations publiques s'en est trouvée légèrement modifier.

La part de la Région flamande dans le total des dépenses des administrations publiques a baissé sur toute la période 1999-2010 et cette baisse a oscillé entre -0,2 et -0,4 point de pourcentage. Les parts des Régions bruxelloise et wallonne ont toute deux augmenté d'entre +0,1 et +0,2 point de pourcentage.

Tant au niveau belge qu'au niveau des régions, ce sont les dépenses relatives aux services sociaux et les interventions liées à l'accueil de l'enfance qui ont induit les plus fortes révisions à la hausse des dépenses de consommation finale des administrations publiques. À l'inverse, les dépenses de santé et d'enseignement ainsi que les dépenses de consommation finale collective ont été revues à la baisse. En Région flamande (et par ricochet au niveau belge), la disparition du "Zorgfonds" a conduit à une régression du montant des dépenses publiques.

3. Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.3_S.15)

Tout comme pour les dépenses de consommation finale des administrations publiques, la description des effets ne couvre que la période 1999-2010, bien que les données étaient disponibles sur une période plus longue, de 1995 à 2012. En outre, l'analyse ci-après se focalise sur les années 2009 et 2010, car les années antérieures n'ont pas été revues.

TABLEAU 23 RÉVISION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Incidence en % (p/r version 2015-07)			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
2009	105,6	610,2	351,9	1.067,7	30,4	30,4	30,8	30,5
2010	96,0	548,0	316,6	960,7	25,2	25,2	25,7	25,4

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Au niveau du Royaume, l'harmonisation de la NACE et la révision de la répartition des autres subventions sur la production (D.39) entre les secteurs S.11 (entreprises non financières) et S.15 (ISBLSM) a provoqué une forte hausse du montant des dépenses de consommation finale des ISBLSM à partir de 2009. En 2009, l'incidence a été de 30,5 % et en 2010 de 25,4 % (hausse sensiblement identique par après). En Région flamande, l'incidence a été de 30,4 % en 2009 et 25,2 % en 2010. Elle était quasi identique en Région bruxelloise. Par contre, en Wallonie, la révision a été très légèrement plus haute en raison de l'adaptation du traitement des rémunérations ONSS des fabriques d'églises et des maisons de jeunes/de quartier dans les comptes régionaux. En conséquence, le montant s'est accru de 30,8 % en 2009 et de 25,7 % en 2010 en Région wallonne.

Étant donné le fort accroissement des dépenses en 2009 suite à la révision, l'incidence sur les taux de croissance régionaux a été très importante pour l'année 2009. Elle a été de 29,7 points de pourcentages pour la Belgique alors que pour 2010, la révision était de l'ordre de -4,2 points de pourcentages. Au niveau des régions, la forte révision à la hausse du taux de croissance en 2009 a coïncidé avec une baisse en 2010. En Flandre, ces incidences ont été de 29,8 points de pourcentage en 2009 et -4,2 points de pourcentage en 2010. Pour Bruxelles, l'impact de la révision était moindre en 2009 (27,3 points de pourcentage) et quasi identique en 2010 (-4,3 points de pourcentages). L'incidence sur le taux de croissance s'est plus marquée en Wallonie en 2009 avec une valeur de 30,4 points de pourcentages alors qu'elle était de -4,2 en 2010.

Seule l'adaptation dans le traitement des données ONSS relatives aux maisons de jeunes/de quartier ainsi qu'aux fabriques d'églises a eu un très léger impact sur la répartition entre régions des dépenses de consommation finale des ISBLSM. Celui-ci a été quasi nul à Bruxelles, légèrement négatif en Flandre (-0,1 point de pourcentage) et faiblement positif en Wallonie (+0,1 point de pourcentage).

Le passage à une nouvelle version des comptes régionaux a donc induit des changements à partir de 2009 en termes d'évolutions et de montants, mais quasi pas en termes de répartition régionale.

4. Comptes des revenus des ménages

Le point d'aboutissement des comptes des revenus des ménages concerne la mesure de l'épargne brute des ménages pour in fine arriver à déterminer un taux d'épargne brut des ménages

Dans la publication des comptes régionaux de février 2016, il est écrit que le revenu disponible net a été revu à la baisse sauf pour Bruxelles en 2003 (+0,1 % d'augmentation) suite à la publication des nouveaux chiffres.

La consommation de capital fixe au niveau national a fortement été revue à la hausse dans la publication de septembre 2015 (12,7 % en moyenne annuelle, allant de 14,6 % à 10,3 % par an). En Flandre et en Wallonie, la révision était quasi semblable à celle mesurée au niveau du Royaume. Bruxelles se démarquait des deux autres régions par une révision annuelle moyenne de l'ordre de 13,3 % avec un minimum de 7,5 % (en 2005, année où l'excédent net d'exploitation, utilisé comme clé de répartition, a été adapté) et un maximum de 15,2% par an.

TABLEAU 24 RÉVISION DE LA CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

Année	Millions d'euros				Incidence en % (p/r version 2015-07)			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
1999	119,5	699,4	319,1	1 138,0	15,2	14,5	14,5	14,6
2000	118,6	736,3	316,9	1 171,8	14,7	14,1	14,0	14,2
2001	118,4	767,9	318,1	1 204,4	14,2	13,9	13,7	13,8
2002	117,5	791,2	317,5	1 226,1	14,0	13,6	13,4	13,6
2003	124,6	807,5	323,0	1 255,1	13,9	13,2	12,8	13,2
2004	135,8	837,4	342,4	1 315,6	13,9	12,8	12,7	12,9
2005	89,3	888,3	394,0	1 371,6	7,5	12,9	14,2	12,6
2006	174,6	898,3	367,0	1 439,9	14,0	12,2	12,2	12,4
2007	183,0	926,9	381,6	1 491,5	13,7	11,9	11,8	12,1
2008	193,9	983,1	410,6	1 587,6	13,5	11,5	11,7	11,8
2009	191,6	969,2	403,7	1 564,4	13,0	11,0	11,2	11,3
2010	190,5	919,4	380,8	1 490,7	12,3	10,0	10,3	10,3

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Bien que les montants aient tous été revus à la hausse, les taux de croissance ont été, eux, impactés à la baisse par la révision. Pour la Belgique, la différence annuelle moyenne pour les taux de croissance a été de -0,4 point de pourcentage entre 1999 et 2010 avec un différentiel de croissance allant de -0,2 à -0,9 point de pourcentage.

En Flandre et en Wallonie, les effets de la révision ont été relativement proches avec une chute annuelle moyenne des taux de croissance de l'ordre de -0,4 point de pourcentage pour ces deux régions. Néanmoins, la fourchette de variation était plus importante en Wallonie (entre -2,0 et +1,4 points de pourcentage) qu'en Flandre (entre -0,9 et +0,1 point de pourcentage). A Bruxelles, la révision moyenne annuelle se chiffrait à -0,3 point de pourcentage, mais la fourchette était plus large. Suite à l'adaptation de la clé de l'excédent net d'exploitation pour l'année 2005, la révision du taux de croissance a été de -6,9 points de pourcentage suivi d'une révision à la hausse de +6,3 points de pourcentage en 2006.

Au niveau de la répartition régionale de la consommation de capital fixe, les parts moyennes sur la période 1999-2010 n'ont quasi pas été modifiées. En 2005, la part de la Région bruxelloise a chuté de -0,5 point de pourcentage, surtout au profit de la Région wallonne (+0,4 point de pourcentage). Depuis lors, les parts de Bruxelles ont été revues à la hausse et celles de la Flandre et de la Wallonie à la baisse.

La révision du revenu disponible net, des dépenses de consommation finale des ménages ou encore de la consommation de capital fixe a influencé l'épargne brute et ce depuis la précédente publication de juillet 2015. En effet, comme le montre l'équation ci-après, les trois variables précitées interviennent dans le calcul de l'épargne

brute en plus de l'ajustement pour variations des droits à pension qui lui n'a subi aucune variation entre les deux versions pour la période allant de 1999 à 2010.

$$\begin{aligned} \text{Épargne brute} &= (\text{Revenu disponible net} + \text{Consommation de capital fixe}) \\ &\quad - \text{Dépenses de consommation finale des ménages} \\ &\quad + \text{Ajustement des variations des droits à pension} \end{aligned}$$

Dans les précédentes sections, l'analyse a montré que, aussi bien au niveau belge que pour les trois régions, les dépenses de consommation finale des ménages et la consommation de capital fixe ont été revues à la hausse, alors que le revenu disponible net a été revu à la baisse. Au niveau national, sur la période 1999-2010, l'incidence moyenne annuelle sur l'épargne brute a été de -0,1 %, mais cette quasi stagnation a caché de grandes différences sur cette période, avec des révisions annuelles s'étalant de -1,7 % à +1,1 %.

TABLEAU 25 RÉVISION DE L'ÉPARGNE BRUTE DES MÉNAGES

Année	Millions d'euros				Incidence en % (p/r version 2015-07)			
	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Belgique
1999	-166,2	392,5	-60,0	163,2	-18,9	2,1	-0,9	0,6
2000	-182,6	244,2	-162,9	-104,7	-17,6	1,3	-2,4	-0,4
2001	-129,0	366,5	-68,1	166,0	-8,5	1,8	-0,9	0,6
2002	-165,9	351,6	-116,1	66,5	-11,1	1,7	-1,7	0,2
2003	-152,8	505,2	-23,6	327,0	-8,9	2,5	-0,3	1,1
2004	-222,7	258,1	-157,9	-124,2	-14,0	1,3	-2,6	-0,5
2005	-260,6	214,9	-186,1	-233,4	-17,5	1,0	-3,0	-0,8
2006	-319,6	229,5	-235,0	-326,8	-18,7	1,0	-3,6	-1,1
2007	-333,5	268,1	-265,9	-333,2	-14,3	1,1	-4,1	-1,0
2008	-358,6	583,9	-211,3	12,2	-13,9	2,2	-3,1	0,0
2009	-385,5	982,8	-176,6	419,4	-13,3	3,4	-2,3	1,1
2010	-454,3	794,0	-918,6	-580,6	-17,4	3,1	-13,9	-1,7

Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

Au niveau des régions, les incidences ont été plus tranchées: à la hausse en Flandre, à la baisse en Wallonie et surtout à Bruxelles bien que chacune des régions ait connu, en moyenne, une incidence sur l'épargne brute à la baisse tant de leur revenu disponible net que de leur dépense de consommation finale des ménages.

En Flandre, et ce en moyenne entre les années 1999 et 2010, l'incidence sur l'épargne brute des dépenses de consommation finale des ménages a été moindre que celle du revenu disponible alors que dans un même temps la consommation de capital fixe augmentait. Cela a conduit à une révision à la hausse de l'épargne brute et ce avec une moyenne annuelle de +1,9 % en allant de +1,0 % à +3,4 %.

Pour la Wallonie, l'incidence annuelle moyenne du revenu disponible net sur l'épargne brute a été plus forte que celle liées aux dépenses de consommation finale des ménages et cette révision à la baisse du revenu disponible net n'a pu être compensée par la hausse de la consommation de capital fixe. Tout cela a induit une révision à la baisse de l'épargne brute sur la période 1999-2010 d'en moyenne -3,2 % en oscillant de -0,3 % à -13,9 %.

À Bruxelles, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une révision à la hausse bien plus forte que la révision à la baisse du revenu disponible net et le différentiel a été bien supérieur à l'accroissement de la consommation de capital fixe. Il en a résulté une forte révision à la baisse de l'épargne brute des ménages bruxellois. Sur la période 1999-2010, l'incidence annuelle moyenne à la baisse par rapport à la précédente version de juillet 2015 a été de -14,5 %. L'incidence à la baisse s'est échelonnée de -8,5 % à -18,9 %.

Suite à la révision, la croissance de l'épargne brute des ménages au niveau belge, a été, en moyenne annuelle sur la période 1999-2010, revue à la baisse (à hauteur de -0,1 point de pourcentage en allant de -2,4 à +1,1 points de pourcentage).

Pour la Région flamande, la révision de la croissance a été de +0,1 point de pourcentage en moyenne annuelle,

variant entre -1,1 et 1,3 point de pourcentage par an.

En Région wallonne, l'ampleur de la révision sur la croissance a été de -1,4 point de pourcentage en moyenne annuelle, oscillant entre -2,0 et +1,7 points de pourcentage par an avec une révision extrême en 2010 de -10,2 points de pourcentage. Cette forte révision à la baisse s'explique par la combinaison d'une importante révision à la baisse de la croissance du revenu disponible brut combinée à une révision à la hausse des dépenses de consommation finale cette année-là.

Finalement, en Région bruxelloise la croissance de l'épargne brute a été impactée de +1,1 point de pourcentage en moyenne annuelle, variant entre -5,2 et 7,2 points de pourcentage par an, et une révision extrême de +16,3 points de pourcentage en 2001. Cela est dû à une révision importante de la croissance du revenu disponible brut combinée à une révision à la baisse de la croissance des dépenses.

L'augmentation des montants de l'épargne brute des ménages en Flandre combinée à la chute de l'épargne tant à Bruxelles qu'en Wallonie a conduit à une légère modification de la répartition régionale de l'épargne brute. Entre les années 1999 et 2010, la part de la Flandre a été revue à la hausse de +1,5 point de pourcentage en moyenne annuelle. Les parts de la Wallonie (-0,7 point de pourcentage) et de Bruxelles (-0,8 point de pourcentage) ont été impactées à la baisse. L'impact le plus conséquent a été observé lors de l'année 2010, avec une révision de la part flamande de +3,6 points de pourcentage alors que les parts bruxelloise et wallonne ont chuté de respectivement de -1,2 et -2,4 points de pourcentage.

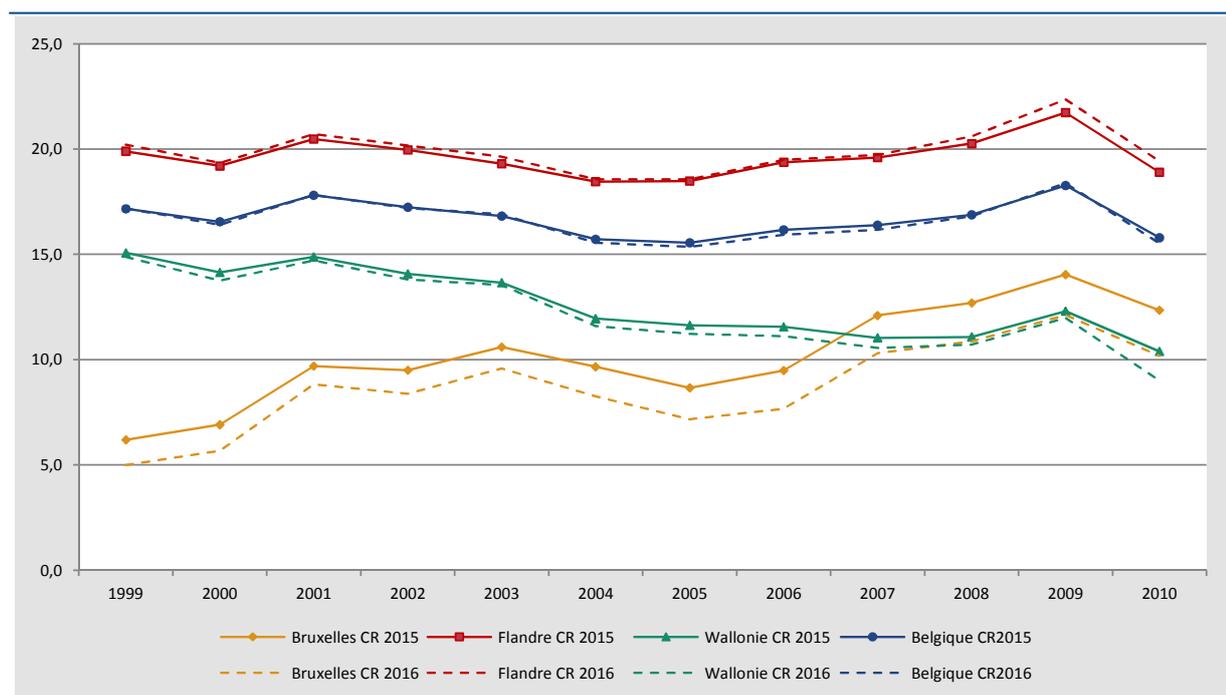
Reste à analyser l'impact de la révision sur les taux d'épargne brut des ménages.

Au niveau national, le taux de l'épargne brut des ménages n'a été revu que de -0,1 point de pourcentage en moyenne annuelle, variant entre -0,3 et 0,1 point de pourcentage par an.

En Région flamande, l'impact de la révision sur le taux de l'épargne a également été plutôt limité (+0,3 point de pourcentage en moyenne annuelle avec un minimum de +0,1 point de pourcentage et un maximum de +0,6).

En Région wallonne, l'effet fut inverse avec une révision systématique à la baisse du taux d'épargne brut des ménages de -0,4 point de pourcentage en moyenne annuelle, variant entre -0,5 et -0,1 point de pourcentage, avec une révision extrême en 2010 de -1,4 point de pourcentage.

GRAPHIQUE 5 TAUX D'ÉPARGNE BRUT DES MÉNAGES SELON LES VERSIONS DE JUILLET 2015 ET DE JUILLET 2016 (EN %)



Sources: BNB, IBSA, IWEPS et SVR-DKB

La Région bruxelloise s'est démarquée des autres car le taux d'épargne brut de ses ménages a été assez fortement revu à la baisse durant la période 1999 à 2010 avec un impact annuel moyen de -1,5 point de pourcentage. Cette baisse du taux d'épargne des ménages bruxellois a varié entre -0,9 point de pourcentage et -2,2 points de pourcentage.

L'impact plus fort de la révision sur le taux d'épargne brut des ménages bruxellois comparé à celui des ménages wallons a pour effet que le différentiel de taux de d'épargne entre ces deux régions est plus faible qu'auparavant pour les dernières années (entre 2007 et 2010, 0,3 point de pourcentage contre 1,6 dans la précédente version de juillet 2015). En outre, le taux bruxellois n'a dépassé, que très légèrement, celui des ménages wallons en 2008 contre 2007 auparavant. Depuis, les taux d'épargne des ménages de ces deux régions sont assez proches bien que celui de Bruxelles soit resté supérieur sur les dernières années.

Tableaux

Les résultats suivants sont repris dans les tableaux:

- les dépenses de consommation finale des ménages (P.3_S.14) : par COICOP 2 et 3 digits et région pour la période 1999-2013;
- les dépenses de consommation finale des administrations publiques (P.3_S.13) : selon le détail des transferts sociaux en nature par région, province et arrondissement pour la période 1995-2013;
- les dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif (P.3_S.15) : selon le détail des transferts sociaux en nature par région, province et arrondissement pour la période 1995-2013;
- la consommation finale effective totale (P.4) : par composante et région pour la période 1999-2013;
- la consommation de capital fixe (P.51c) : par région, province et arrondissement pour la période 1999-2013;
- le compte de redistribution du revenu en nature : par transaction et région pour la période 1999-2013 ;
- le compte d'utilisation du revenu : par transaction et région pour la période 1999-2013;
- la population moyenne : par région, province et arrondissement pour la période 1995-2013.

Les combinaisons ci-dessus avec tous les détails des résultats peuvent être consultées sur le [site de la BNB](#).

La publication pdf des résultats régionaux ne comprend que les résultats pour les régions pour la période 1999-2013. Les résultats concernant les dépenses de consommation finale des ménages et toutes les transactions qui y sont dérivées ne sont pas disponibles pour la Communauté germanophone.

1. Dépenses de consommation finale des ménages par région (NUTS-1) et COICOP 2 et 3 digits

1.1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.919,8	16.777,8	17.358,8	18.285,0	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1.683,8	1.676,6	1.766,5	1.863,8	1.929,1	1.920,6	1.946,1	1.942,3	1.998,0	2.168,4	2.262,7	2.326,5	2.267,8	2.361,8	2.513,2
Produits alimentaires	1.525,7	1.520,0	1.598,6	1.689,7	1.744,5	1.741,6	1.760,1	1.761,2	1.811,9	1.970,1	2.058,1	2.118,9	2.063,8	2.158,8	2.306,0
Boissons non alcoolisées	158,1	156,6	168,0	174,1	184,5	179,0	186,0	181,1	186,1	198,2	204,6	207,6	204,0	203,0	207,1
Boissons alcoolisées et tabac	600,0	576,0	601,3	629,9	662,0	670,5	665,4	687,5	709,0	692,4	723,8	839,6	797,5	791,4	758,5
Boissons alcoolisées	222,0	222,9	231,4	237,7	259,5	266,6	267,5	265,8	274,2	285,2	285,7	292,5	290,7	293,9	299,8
Tabac	323,9	313,4	313,2	338,4	362,4	365,7	352,7	374,7	383,1	357,3	383,7	479,9	440,0	428,2	395,0
Stupéfiants	54,1	39,7	56,7	53,7	40,1	38,2	45,1	47,0	51,6	49,9	54,4	67,3	66,9	69,4	63,7
Articles d'habillement et chaussants	633,3	671,0	643,7	676,2	650,7	661,1	709,3	732,2	773,8	797,0	794,9	827,3	789,8	796,0	791,3
Habillement	532,6	563,4	531,5	571,4	540,3	544,4	588,3	607,0	647,3	679,7	668,7	679,6	650,0	658,1	657,2
Articles chaussants	100,7	107,5	112,1	104,8	110,4	116,7	121,0	125,2	126,5	117,3	126,2	147,7	139,7	137,9	134,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	3.790,7	3.943,3	3.989,6	3.975,6	4.074,0	4.308,7	4.705,7	5.165,4	5.195,2	5.591,4	5.478,0	5.629,4	5.871,9	6.133,3	6.201,0
Loyers réels (locataires)	1.264,9	1.289,2	1.271,4	1.287,9	1.264,6	1.440,8	1.595,8	1.777,4	1.731,2	1.862,9	1.943,7	1.938,8	2.057,1	2.125,9	2.126,6
Loyers imputés (propriétaires)	1.593,3	1.588,0	1.603,4	1.593,2	1.674,4	1.754,7	1.983,0	2.136,7	2.192,0	2.232,9	2.236,1	2.313,8	2.352,9	2.413,2	2.467,4
Biens et services pour réparations courantes du logement	120,3	134,3	133,8	129,9	139,2	136,0	132,2	151,1	154,6	156,6	165,3	160,6	157,9	166,8	170,2
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	306,6	351,6	377,7	395,4	386,5	347,5	320,8	345,2	387,6	410,5	417,5	429,9	426,7	436,8	473,2
Electricité, gaz et autres combustibles	505,6	580,2	603,3	569,2	609,2	629,7	674,0	755,0	729,8	928,4	715,4	786,3	877,3	990,6	963,6
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	835,6	759,5	772,1	797,1	809,6	780,5	782,4	794,4	801,3	876,5	932,7	916,1	815,6	792,3	997,0
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	440,3	349,7	350,6	346,3	339,5	300,7	291,7	299,5	323,1	355,0	378,2	345,7	266,8	222,6	395,3
Articles de ménage en textile	49,5	53,9	48,6	54,2	62,5	60,5	65,1	72,6	72,7	84,2	97,4	94,1	74,1	69,9	84,9
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	64,9	63,4	61,8	67,5	71,3	69,8	74,7	80,7	77,7	71,2	72,9	79,2	82,2	85,2	85,2
Outillage pour la maison et le jardin	37,8	38,8	34,6	37,5	41,3	44,2	46,0	50,6	56,2	55,9	55,9	58,8	63,4	67,8	77,0
Articles de ménage non durables et services domestiques	243,1	253,7	276,5	291,5	295,0	305,3	304,8	291,0	271,6	310,3	328,2	338,2	329,2	346,9	354,5
Dépenses de santé	668,3	702,3	701,6	747,5	782,7	791,9	784,5	825,8	836,8	898,9	962,6	1.032,4	1.077,9	1.097,3	1.119,9
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	182,2	194,3	204,8	208,8	225,4	250,2	248,3	252,1	246,3	241,8	250,0	256,6	256,9	264,2	270,6
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	154,8	148,2	131,9	131,4	145,7	126,0	121,0	141,9	142,8	142,6	161,4	179,6	196,7	203,3	212,2
Soins des hôpitaux et assimilés	331,3	359,8	364,9	407,3	411,6	415,7	415,2	431,8	447,7	514,5	551,2	596,2	624,3	629,8	637,1
Transport	1.365,6	1.492,7	1.472,9	1.473,3	1.446,8	1.511,0	1.536,6	1.609,0	1.676,2	1.750,9	1.707,5	1.870,5	2.003,2	2.131,3	1.982,1
Achat de véhicules personnels	329,6	351,4	323,7	334,7	316,1	345,0	332,6	371,9	370,3	374,9	356,7	404,5	453,3	584,4	409,1

1.1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	804,5	883,3	891,8	879,0	868,6	887,3	903,6	907,3	936,2	981,7	946,4	1.022,9	1.047,4	1.033,9	1.040,3
Services de transport	231,6	258,1	257,4	259,6	262,1	278,6	300,4	329,8	369,8	394,3	404,3	443,0	502,6	513,0	532,7
Communication	349,0	376,0	401,9	436,0	474,1	486,9	492,0	468,8	480,3	493,4	532,1	554,0	510,0	529,9	499,7
Services postaux	14,3	16,3	17,7	19,9	20,0	16,0	15,9	16,9	19,1	20,1	21,2	23,4	22,6	21,9	20,9
Equipement de téléphone, télégraphe et télécopie	26,5	29,3	30,2	29,3	28,3	26,9	26,3	23,5	24,3	26,1	24,4	24,9	25,2	24,0	24,3
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	308,1	330,3	354,0	386,8	425,8	444,0	449,7	428,4	436,9	447,3	486,6	505,7	462,2	483,9	454,6
Loisirs et culture	1.272,8	1.341,7	1.352,7	1.257,7	1.269,8	1.329,5	1.383,0	1.416,0	1.450,6	1.505,9	1.568,6	1.553,1	1.549,3	1.538,0	1.499,1
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	240,9	249,2	258,3	252,8	279,8	290,6	314,4	317,5	295,9	284,3	310,0	324,1	286,5	255,4	213,4
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	204,2	212,9	232,4	230,2	238,2	253,0	248,3	247,3	257,2	258,3	250,7	248,5	224,4	219,8	225,7
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	435,0	442,2	425,7	333,5	336,7	364,6	381,4	404,8	432,3	459,2	459,4	452,2	471,9	509,7	515,1
Presse, librairie et papeterie	221,3	235,3	231,6	246,5	248,7	254,1	264,5	262,3	264,0	267,9	266,9	264,5	256,4	235,3	233,5
Voyages touristiques tout compris	171,4	202,2	204,8	194,8	166,4	167,3	174,4	184,1	201,2	236,3	281,6	263,8	310,1	317,9	311,5
Enseignement	45,4	48,1	52,3	54,9	55,7	58,2	58,9	59,8	61,1	62,1	65,6	67,5	69,5	73,1	76,9
Restaurants, cafés et hôtels	811,4	826,0	812,1	871,7	937,3	979,1	1.000,9	1.023,7	1.095,1	1.150,7	1.112,7	1.144,4	1.071,1	1.080,0	1.141,8
Restaurants et cafés	656,0	585,3	563,7	605,1	694,2	701,0	707,9	713,9	772,9	818,8	796,5	800,9	851,5	839,1	895,8
Hôtels	155,4	240,7	248,5	266,6	243,1	278,1	293,0	309,8	322,2	331,9	316,2	343,6	219,6	240,9	246,0
Biens et services divers	1.525,8	1.786,0	1.834,9	1.771,7	1.688,2	1.735,4	1.855,1	2.052,8	2.281,3	2.297,3	2.152,6	2.291,8	2.341,0	2.283,3	2.306,0
Soins corporels	255,1	274,0	295,5	311,4	311,6	315,2	327,5	332,7	340,2	355,4	353,5	339,6	336,3	354,1	374,2
Prostitution	54,2	55,9	58,4	62,1	64,2	66,2	68,5	71,4	74,4	78,7	83,1	86,1	90,7	95,1	98,4
Effets personnels n.d.a.	79,9	85,0	81,5	72,9	66,8	71,4	80,1	85,6	89,2	88,3	90,9	101,3	88,7	84,3	87,6
Services sociaux	222,6	249,0	274,3	296,1	265,3	252,2	266,1	274,7	299,7	306,9	304,3	293,2	306,2	315,2	327,4
Assurances (hors fonds de pension)	297,8	314,7	339,3	336,3	332,2	335,9	362,1	372,4	390,2	412,7	424,5	457,1	507,5	495,2	430,7
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	428,4	611,6	587,5	484,6	410,5	450,0	529,2	684,1	837,5	778,5	567,0	639,9	651,4	546,6	574,6
Autres services n.d.a.	187,9	195,8	198,4	208,4	237,6	244,6	221,6	232,0	250,0	276,8	329,2	374,6	360,2	392,8	413,0

1.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,0	9,8	9,8	9,9	9,8	9,6	9,5	9,6	9,6	9,6	9,8	9,8	9,5	9,4	9,6
Produits alimentaires	10,0	9,8	9,8	9,9	9,9	9,6	9,5	9,6	9,5	9,6	9,7	9,8	9,6	9,4	9,7
Boissons non alcoolisées	9,9	9,9	10,1	10,1	9,8	9,6	9,5	9,6	9,8	10,0	10,2	10,1	9,4	9,2	9,0
Boissons alcoolisées et tabac	11,8	11,2	11,2	11,3	11,1	10,9	10,5	10,4	10,5	10,1	10,2	11,3	11,0	10,6	9,6
Boissons alcoolisées	10,8	10,7	10,8	10,9	11,0	10,9	10,6	10,1	10,1	10,1	9,6	9,5	9,4	9,3	9,2
Tabac	12,4	11,5	11,5	11,5	11,2	10,9	10,4	10,5	10,7	10,2	10,6	12,6	12,2	11,4	9,9
Stupéfiants	12,4	11,5	11,5	11,5	11,2	10,9	10,4	10,5	10,7	10,2	10,6	12,6	12,2	11,4	9,9
Articles d'habillement et chaussants	9,1	9,9	9,5	9,7	9,2	9,0	9,2	9,5	9,3	9,7	9,6	9,8	8,9	8,5	8,3
Habillement	9,0	9,9	9,4	9,8	9,1	8,9	9,2	9,5	9,4	9,9	9,7	9,8	8,9	8,5	8,3
Articles chaussants	9,6	9,9	9,7	9,3	9,5	9,7	9,6	9,5	9,0	8,6	9,0	9,6	9,0	8,5	8,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	13,0	12,8	12,4	12,2	12,1	12,5	13,1	13,7	13,6	13,3	13,2	12,9	12,9	12,9	12,8
Loyers réels (locataires)	23,2	23,3	22,7	22,0	20,7	22,6	23,7	24,9	23,2	23,9	23,9	23,1	23,7	23,6	22,7
Loyers imputés (propriétaires)	10,5	10,1	9,8	9,4	9,7	9,9	10,9	11,4	11,4	11,2	11,0	11,2	11,2	11,3	11,3
Biens et services pour réparations courantes du logement	7,8	8,5	8,0	7,7	8,2	7,9	7,5	7,7	7,5	7,2	7,3	6,9	6,5	6,6	6,4
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	17,1	18,9	20,0	20,2	19,4	17,5	16,0	16,6	17,4	17,4	16,2	15,8	15,0	14,7	15,4
Electricité, gaz et autres combustibles	10,0	9,4	8,9	9,1	9,4	9,3	9,4	9,8	10,0	9,5	8,5	8,1	8,4	8,5	8,4
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	10,6	9,1	9,2	9,7	9,8	9,2	8,9	8,6	8,1	8,4	8,7	8,1	6,9	6,6	8,2
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	10,4	7,8	7,9	8,3	8,3	7,5	7,1	6,8	6,7	7,1	7,2	6,2	4,5	3,8	6,9
Articles de ménage en textile	8,5	9,0	8,3	9,0	10,0	9,0	9,1	9,3	8,3	8,8	9,9	9,2	6,8	6,2	7,4
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	11,8	11,2	10,9	11,3	11,2	10,0	9,9	10,4	9,5	8,7	9,1	9,9	9,9	9,8	9,7
Outillage pour la maison et le jardin	6,5	6,0	5,4	5,7	6,1	6,1	6,0	6,1	6,1	5,8	5,6	5,7	5,8	6,0	6,7
Articles de ménage non durables et services domestiques	12,4	12,6	12,9	13,1	13,0	12,7	12,4	12,0	11,0	11,5	11,9	11,7	11,2	11,0	10,8
Dépenses de santé	9,9	9,9	9,9	9,8	9,8	9,7	9,4	9,2	8,9	9,2	9,1	9,4	9,4	9,3	9,2
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	9,4	9,3	9,3	9,1	9,4	9,5	8,9	8,7	8,4	8,5	8,4	8,5	8,5	8,5	8,4
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	9,2	9,1	9,3	9,2	9,2	9,1	9,0	8,8	8,6	8,8	8,7	8,5	8,5	8,5	8,5
Soins des hôpitaux et assimilés	10,5	10,6	10,6	10,5	10,3	10,0	9,9	9,7	9,2	9,7	9,7	10,2	10,1	10,0	9,8
Transport	8,9	9,0	9,0	8,8	8,7	8,5	8,4	8,3	8,4	8,4	8,5	8,6	8,7	9,5	8,7
Achat de véhicules personnels	7,3	7,6	7,3	7,1	6,9	7,0	6,8	6,6	6,4	6,3	6,2	6,4	7,0	10,1	6,8

1.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	8,7	8,6	8,6	8,4	8,2	8,0	7,8	7,6	7,6	7,5	7,8	7,7	7,4	7,2	7,2
Services de transport	14,5	15,6	17,4	17,5	17,3	17,5	17,9	18,2	18,8	19,4	19,8	21,1	22,2	22,5	23,0
Communication	12,7	12,4	12,2	11,9	11,7	11,5	11,3	11,0	11,0	11,4	12,0	12,4	11,5	11,1	10,6
Services postaux	11,0	11,7	12,2	12,5	12,6	11,7	10,6	11,0	12,1	12,4	12,9	13,9	13,4	12,8	13,0
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	12,8	12,5	12,1	11,8	11,7	11,5	11,3	11,1	10,9	11,4	12,0	12,3	11,4	11,0	10,5
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	12,8	12,5	12,1	11,8	11,7	11,5	11,3	11,1	10,9	11,4	12,0	12,3	11,4	11,0	10,5
Loisirs et culture	10,5	10,6	10,3	10,0	9,9	9,6	9,5	9,4	9,1	9,1	9,5	9,4	9,0	8,9	8,6
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	11,2	11,2	10,8	10,6	11,0	11,2	11,0	10,7	9,5	9,2	10,4	10,9	9,2	8,5	7,3
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	8,9	8,7	8,7	8,7	8,6	8,5	8,3	8,1	7,9	7,7	7,5	7,3	6,5	6,2	6,2
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	11,2	11,0	10,4	10,0	9,8	9,5	9,3	9,4	9,5	9,7	9,7	9,5	9,7	9,9	9,8
Presse, librairie et papeterie	11,3	11,8	11,9	11,8	11,5	11,1	11,3	11,5	11,2	11,0	11,0	10,9	10,1	9,7	9,9
Voyages touristiques tout compris	9,0	10,2	10,4	9,4	8,4	8,0	7,8	7,8	7,7	8,4	9,5	9,1	9,5	9,9	9,8
Enseignement	9,0	9,0	9,2	9,0	8,7	9,0	9,1	9,1	9,0	8,9	9,2	9,1	9,4	9,7	9,7
Restaurants, cafés et hôtels	11,3	10,6	10,0	10,1	10,4	10,5	10,4	10,4	10,5	10,4	10,1	9,7	9,0	8,7	8,8
Restaurants et cafés	10,6	10,3	9,9	10,1	10,5	10,3	10,1	10,2	10,4	10,5	10,4	10,2	9,3	8,9	8,8
Hôtels	15,7	11,5	10,1	10,0	10,2	10,9	11,3	11,0	10,8	10,2	9,4	8,8	8,0	7,9	8,8
Biens et services divers	9,9	9,9	9,9	9,7	9,8	9,5	9,3	9,3	9,3	9,4	9,4	9,5	9,2	9,2	9,3
Soins corporels	10,2	10,7	10,9	10,7	10,5	10,4	10,5	10,6	10,4	10,2	10,0	9,4	9,2	9,2	9,3
Prostitution	9,2	9,2	9,3	9,5	9,6	9,6	9,6	9,7	9,8	9,9	10,1	10,3	10,4	10,6	10,7
Effets personnels n.d.a.	13,7	14,5	13,7	11,5	10,5	10,8	11,6	12,5	12,1	11,1	11,1	12,0	10,0	9,1	9,2
Services sociaux	11,0	11,0	11,1	11,0	11,1	11,0	10,9	10,7	10,6	11,0	10,9	10,6	11,2	10,8	10,5
Assurances (hors fonds de pension)	8,3	8,1	8,0	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,6	7,9	7,7	7,6	7,5	7,6	7,9
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	9,5	9,4	9,5	9,6	9,8	9,5	9,4	9,3	9,4	9,5	9,3	9,3	9,3	9,4	9,3
Autres services n.d.a.	11,9	12,2	11,3	10,5	10,9	9,9	8,4	8,5	8,9	9,0	9,9	11,3	10,2	10,1	10,2

1.3 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	73.708,2	78.773,5	81.431,8	82.852,5	84.653,8	87.949,3	91.234,9	94.971,4	99.622,3	104.272,7	103.609,4	108.471,5	113.165,5	116.478,0	119.211,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	9.732,7	9.834,3	10.461,1	10.952,8	11.412,1	11.721,8	11.936,1	11.797,9	12.158,5	13.048,1	13.400,4	13.763,6	14.000,5	14.854,2	15.410,9
Produits alimentaires	8.818,5	8.931,4	9.510,1	9.957,2	10.319,2	10.641,2	10.804,0	10.706,7	11.067,3	11.918,7	12.255,7	12.585,2	12.747,7	13.571,9	14.054,2
Boissons non alcoolisées	914,2	902,9	951,0	995,6	1.093,0	1.080,6	1.132,1	1.091,2	1.091,2	1.129,4	1.144,8	1.178,4	1.252,8	1.282,3	1.356,8
Boissons alcoolisées et tabac	2.698,6	2.778,9	2.895,3	3.041,3	3.260,9	3.384,6	3.563,2	3.741,4	3.749,3	3.694,9	3.810,5	4.020,0	3.952,9	4.103,9	4.300,6
Boissons alcoolisées	1.113,3	1.122,9	1.149,7	1.197,9	1.312,9	1.352,4	1.404,9	1.456,4	1.480,9	1.552,1	1.655,8	1.725,0	1.752,4	1.797,5	1.839,1
Tabac	1.358,2	1.469,8	1.478,1	1.590,8	1.754,1	1.840,2	1.913,5	2.030,5	1.999,0	1.880,1	1.886,9	2.012,7	1.910,1	1.984,7	2.119,9
Stupéfiants	227,0	186,2	267,5	252,6	194,0	192,0	244,8	254,5	269,4	262,6	267,8	282,2	290,4	321,6	341,6
Articles d'habillement et chaussants	4.387,8	4.106,2	4.241,5	4.265,8	4.396,6	4.568,0	4.727,9	4.767,0	5.041,8	5.028,6	5.047,4	5.134,1	5.646,0	6.080,9	6.345,3
Habillement	3.732,5	3.445,1	3.545,3	3.561,4	3.668,2	3.824,2	3.951,3	3.954,1	4.169,9	4.178,6	4.178,5	4.204,7	4.663,0	5.037,1	5.286,6
Articles chaussants	655,3	661,1	696,2	704,4	728,4	743,8	776,7	812,9	872,0	850,0	868,9	929,4	982,9	1.043,8	1.058,7
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	16.805,8	17.957,5	18.923,6	19.287,9	19.816,1	20.225,6	20.787,1	21.620,4	22.008,2	24.199,4	24.055,7	25.310,5	26.278,1	27.528,9	27.896,0
Loyers réels (locataires)	2.746,1	2.742,0	2.790,2	2.919,1	3.072,6	3.171,1	3.309,8	3.369,8	3.602,8	3.759,8	3.842,6	4.022,3	4.169,1	4.330,7	4.455,8
Loyers imputés (propriétaires)	9.330,0	9.865,7	10.403,5	10.895,5	11.183,2	11.354,5	11.509,0	11.814,2	12.098,9	12.542,0	12.799,4	13.025,2	13.288,6	13.606,3	13.857,0
Biens et services pour réparations courantes du logement	968,9	960,6	1.006,7	1.036,2	1.027,5	1.021,2	1.060,4	1.208,2	1.251,1	1.306,3	1.381,4	1.416,2	1.434,0	1.495,7	1.590,1
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	933,3	932,5	881,1	894,1	923,4	963,1	1.018,6	1.054,0	1.109,5	1.171,2	1.303,2	1.393,2	1.546,7	1.626,9	1.653,0
Electricité, gaz et autres combustibles	2.827,5	3.456,7	3.842,2	3.543,0	3.609,3	3.715,7	3.889,4	4.174,3	3.945,9	5.419,9	4.729,1	5.453,5	5.839,7	6.469,2	6.340,1
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	4.457,7	5.048,9	5.055,0	4.853,3	4.859,3	5.011,3	5.126,5	5.244,3	5.657,5	6.080,5	6.297,7	6.663,8	7.328,0	7.625,0	7.677,2
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	2.414,4	2.915,1	2.855,1	2.574,2	2.512,0	2.486,5	2.479,2	2.547,4	2.832,5	2.987,6	3.139,3	3.388,3	3.794,4	3.834,9	3.758,8
Articles de ménage en textile	350,0	360,2	362,0	370,9	372,8	398,0	414,8	430,3	487,4	557,4	579,4	597,8	676,4	725,1	755,9
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	303,6	315,9	315,5	328,6	353,0	388,5	409,1	415,3	442,5	448,9	430,0	418,6	472,6	509,6	512,9
Outillage pour la maison et le jardin	351,2	392,6	385,0	387,3	397,0	426,1	451,2	478,5	504,8	545,9	568,8	596,1	629,1	658,9	647,2
Articles de ménage non durables et services domestiques	1.038,4	1.065,0	1.137,5	1.192,4	1.224,6	1.312,2	1.372,1	1.372,8	1.390,3	1.540,7	1.580,1	1.662,9	1.755,6	1.896,5	2.002,4
Dépenses de santé	3.819,9	4.048,3	3.955,5	4.332,7	4.590,3	4.690,9	4.771,1	5.197,6	5.503,7	5.708,1	6.189,2	6.477,2	6.676,9	6.888,3	7.117,0
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	1.082,1	1.177,3	1.219,1	1.320,9	1.386,2	1.478,1	1.560,8	1.650,7	1.673,1	1.638,4	1.737,7	1.745,7	1.745,9	1.812,2	1.872,1
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	972,7	943,6	815,1	827,8	916,4	807,7	787,6	946,0	984,9	959,3	1.092,5	1.255,8	1.364,0	1.426,1	1.488,9
Soins des hôpitaux et assimilés	1.765,0	1.927,4	1.921,4	2.184,0	2.287,8	2.405,1	2.422,8	2.600,9	2.845,8	3.110,4	3.359,0	3.475,7	3.567,0	3.650,1	3.756,0
Transport	8.946,7	9.655,3	9.536,9	9.719,5	9.764,2	10.306,7	10.547,1	11.188,7	11.518,0	12.027,0	11.384,5	12.287,2	12.907,5	12.704,4	12.975,0
Achat de véhicules personnels	2.492,5	2.553,2	2.470,4	2.600,9	2.567,8	2.758,6	2.700,6	3.100,1	3.120,6	3.191,0	3.088,7	3.405,0	3.452,7	3.107,1	3.314,4

1.3 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	5.519,6	6.129,5	6.226,3	6.291,9	6.357,6	6.677,8	6.939,3	7.117,8	7.337,9	7.760,5	7.252,2	7.828,5	8.359,3	8.523,8	8.607,4
Services de transport	934,6	972,7	840,2	826,7	838,8	870,2	907,3	970,7	1.059,5	1.075,4	1.043,6	1.053,8	1.095,5	1.073,5	1.053,2
Communication	1.490,7	1.675,8	1.842,3	2.070,1	2.304,5	2.411,5	2.489,0	2.430,2	2.516,3	2.456,9	2.456,2	2.459,5	2.507,9	2.739,0	2.752,0
Services postaux	76,6	80,3	82,4	90,6	90,2	78,6	86,2	84,1	84,4	87,5	88,6	91,8	93,8	95,6	91,2
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	112,2	130,2	138,2	139,5	137,9	133,5	132,9	122,3	128,4	130,5	112,9	111,2	124,6	125,1	135,0
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	1.301,9	1.465,4	1.621,7	1.840,0	2.076,4	2.199,5	2.269,9	2.223,8	2.303,5	2.238,8	2.254,7	2.256,5	2.289,5	2.518,3	2.525,8
Loisirs et culture	7.333,0	7.716,9	8.017,9	7.631,2	7.829,7	8.349,8	8.746,5	9.010,9	9.588,3	9.953,2	9.826,7	9.735,5	10.221,9	10.275,7	10.592,3
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	1.393,2	1.441,1	1.575,0	1.506,7	1.627,7	1.684,5	1.854,8	1.939,3	2.080,9	2.080,3	1.887,6	1.832,2	1.913,4	1.880,5	2.011,4
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	1.314,3	1.407,1	1.544,6	1.541,3	1.604,5	1.684,0	1.675,2	1.689,3	1.780,9	1.852,1	1.838,4	1.869,5	1.972,9	2.055,5	2.145,3
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	2.195,0	2.313,9	2.351,2	1.862,2	1.909,5	2.165,8	2.299,2	2.424,7	2.509,1	2.635,1	2.708,4	2.733,6	2.726,1	2.843,3	2.926,5
Presse, librairie et papeterie	1.130,4	1.159,6	1.135,6	1.219,0	1.265,5	1.326,4	1.348,0	1.321,8	1.355,7	1.373,0	1.357,3	1.352,7	1.505,1	1.473,8	1.444,8
Voyages touristiques tout compris	1.300,1	1.395,1	1.411,5	1.502,0	1.422,6	1.489,1	1.569,3	1.635,9	1.861,7	2.012,7	2.035,0	1.947,5	2.104,5	2.022,8	2.064,2
Enseignement	303,3	322,2	337,9	368,1	389,3	390,6	390,2	397,8	414,0	429,8	429,9	445,3	443,1	443,6	464,3
Restaurants, cafés et hôtels	4.530,8	4.919,0	5.102,1	5.473,8	5.770,6	6.052,1	6.269,0	6.357,0	6.667,6	7.021,1	7.015,4	7.544,4	7.723,6	8.103,9	8.659,7
Restaurants et cafés	3.944,2	3.682,2	3.647,7	3.836,1	4.263,1	4.393,6	4.559,3	4.516,4	4.758,2	4.948,2	4.844,8	5.001,7	5.919,6	6.111,4	6.785,8
Hôtels	586,6	1.236,8	1.454,4	1.637,7	1.507,4	1.658,5	1.709,7	1.840,6	1.909,3	2.072,9	2.170,5	2.542,7	1.804,0	1.992,5	1.873,8
Biens et services divers	9.201,2	10.710,2	11.062,7	10.855,9	10.260,2	10.836,5	11.880,9	13.218,3	14.799,1	14.625,2	13.695,9	14.630,6	15.479,1	15.130,1	15.021,4
Soins corporels	1.475,4	1.494,7	1.594,1	1.722,5	1.739,5	1.771,7	1.823,2	1.841,2	1.937,8	2.044,1	2.052,4	2.082,5	2.166,5	2.293,2	2.445,0
Prostitution	347,9	356,6	368,2	384,7	392,9	403,2	414,7	428,2	441,1	459,7	477,8	485,3	501,1	518,0	530,7
Effets personnels n.d.a.	326,8	322,3	341,2	375,1	366,1	370,4	381,8	377,5	418,6	470,4	478,1	471,3	560,0	616,9	624,0
Services sociaux	1.085,0	1.221,0	1.316,4	1.434,4	1.257,1	1.240,0	1.330,0	1.402,1	1.580,6	1.502,6	1.499,5	1.506,4	1.454,3	1.567,1	1.686,7
Assurances (hors fonds de pension)	2.235,2	2.419,3	2.644,5	2.672,7	2.640,2	2.693,8	2.888,7	3.008,5	3.241,3	3.288,9	3.504,0	3.854,4	4.318,4	4.189,5	3.451,3
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	2.797,2	4.013,6	3.846,6	3.132,9	2.607,3	2.952,3	3.537,6	4.572,3	5.569,0	5.150,0	3.844,7	4.344,9	4.441,5	3.709,9	3.934,5
Autres services n.d.a.	933,6	882,7	951,6	1.133,5	1.257,1	1.405,2	1.504,9	1.588,4	1.610,7	1.709,4	1.839,3	1.885,9	2.037,4	2.235,4	2.349,2

1.4 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	57,6	57,7	58,1	58,3	58,2	58,3	58,5	58,3	58,2	58,0	57,9	58,2	58,9	59,2	59,2
Produits alimentaires	57,7	57,8	58,1	58,4	58,3	58,4	58,5	58,3	58,2	58,1	58,0	58,3	59,0	59,3	59,2
Boissons non alcoolisées	57,1	57,3	57,3	57,6	57,9	57,7	58,0	57,9	57,3	57,0	56,9	57,1	58,0	58,3	59,1
Boissons alcoolisées et tabac	52,9	53,9	54,1	54,5	54,7	55,0	56,1	56,4	55,3	54,0	53,5	54,1	54,7	54,7	54,7
Boissons alcoolisées	54,2	53,7	53,5	54,8	55,7	55,3	55,4	55,4	54,8	54,8	55,4	56,0	56,8	57,1	56,7
Tabac	52,1	54,1	54,5	54,2	54,1	54,8	56,5	57,0	55,7	53,4	52,2	52,7	53,0	53,0	53,2
Stupéfiants	52,1	54,1	54,5	54,2	54,1	54,8	56,5	57,0	55,7	53,4	52,2	52,7	53,0	53,0	53,2
Articles d'habillement et chaussants	63,0	60,8	62,5	61,4	62,2	62,3	61,6	62,0	60,9	61,1	60,8	60,6	63,5	64,9	66,4
Habillement	63,2	60,7	62,9	61,2	62,1	62,4	61,6	62,1	60,6	60,9	60,6	60,6	63,5	65,0	66,5
Articles chaussants	62,4	61,0	60,5	62,2	62,7	61,8	61,6	61,9	62,2	62,4	61,9	60,7	63,2	64,7	65,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	57,8	58,2	58,6	59,1	58,9	58,5	58,1	57,4	57,5	57,5	57,8	57,9	57,9	57,9	57,7
Loyers réels (locataires)	50,3	49,7	49,8	49,8	50,2	49,7	49,1	47,3	48,2	48,2	47,2	47,9	48,1	48,1	47,6
Loyers imputés (propriétaires)	61,4	62,8	63,7	64,6	64,5	64,0	63,5	63,0	62,9	62,9	63,1	63,2	63,4	63,5	63,5
Biens et services pour réparations courantes du logement	62,5	60,9	60,5	61,0	60,4	59,5	60,5	61,6	60,7	60,2	60,7	60,5	59,2	59,0	59,8
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	52,1	50,0	46,7	45,7	46,4	48,5	50,8	50,7	49,9	49,6	50,7	51,3	54,2	54,8	53,9
Electricité, gaz et autres combustibles	55,8	56,0	56,5	56,5	55,7	55,0	54,3	54,0	54,1	55,2	56,5	56,5	55,7	55,5	55,3
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	56,5	60,8	60,5	58,9	58,6	58,8	58,1	57,0	57,1	58,1	58,4	58,6	61,8	63,1	63,1
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	57,3	65,1	64,5	61,9	61,6	61,8	60,0	58,0	58,5	59,5	59,9	60,4	64,3	66,0	65,7
Articles de ménage en textile	59,9	59,8	61,4	61,3	59,4	59,4	57,8	55,2	55,7	58,4	58,7	58,1	62,3	64,1	65,9
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	55,1	55,8	55,4	54,8	55,4	55,7	54,5	53,4	54,3	55,0	53,9	52,2	57,0	58,9	58,4
Outillage pour la maison et le jardin	60,6	60,6	60,6	59,2	58,4	58,6	59,3	57,6	55,1	56,1	57,5	57,3	58,0	58,3	56,5
Articles de ménage non durables et services domestiques	53,0	52,9	53,2	53,7	53,9	54,7	55,8	56,6	56,4	57,1	57,2	57,7	59,5	60,2	61,1
Dépenses de santé	56,6	56,9	56,0	56,9	57,5	57,2	57,4	57,9	58,3	58,3	58,7	59,1	58,2	58,4	58,4
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	56,1	56,5	55,6	57,5	57,7	55,8	56,1	56,8	57,0	57,5	58,1	58,0	58,0	58,2	58,4
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	57,8	58,1	57,5	57,9	58,0	58,2	58,3	58,5	59,1	58,9	59,1	59,4	59,2	59,4	59,5
Soins des hôpitaux et assimilés	56,2	56,7	55,7	56,2	57,3	57,8	58,0	58,4	58,7	58,6	59,0	59,5	57,9	58,0	58,0
Transport	58,2	58,2	58,3	58,2	58,4	58,3	58,0	57,4	57,5	57,4	57,0	56,7	56,3	56,5	56,8
Achat de véhicules personnels	55,5	54,9	55,4	55,0	56,0	55,8	55,2	54,6	54,2	53,9	53,8	53,6	53,1	53,5	55,0

1.4 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	59,5	59,6	59,7	59,9	60,0	59,9	59,7	59,2	59,5	59,6	59,5	59,3	59,1	59,2	59,3
Services de transport	58,3	58,7	56,7	55,8	55,3	54,6	53,9	53,5	54,0	53,1	51,2	50,1	48,3	47,0	45,4
Communication	54,2	55,4	55,7	56,3	56,9	57,1	57,1	57,3	57,6	56,8	55,5	55,0	56,6	57,4	58,4
Services postaux	58,9	57,5	56,9	57,0	56,7	57,8	57,6	54,8	53,6	54,0	53,7	54,4	55,6	55,9	56,9
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	53,9	55,3	55,6	56,3	56,9	57,0	57,1	57,4	57,7	56,9	55,5	55,0	56,7	57,4	58,5
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	53,9	55,3	55,6	56,3	56,9	57,0	57,1	57,4	57,7	56,9	55,5	55,0	56,7	57,4	58,5
Loisirs et culture	60,3	61,0	61,3	60,9	60,7	60,5	60,2	60,0	60,3	60,5	59,8	59,2	59,3	59,4	61,0
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	65,0	65,0	65,8	63,0	64,0	65,0	64,7	65,1	66,9	67,3	63,5	61,8	61,7	62,9	69,2
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	57,6	57,8	57,8	58,4	58,0	56,6	55,9	55,3	54,8	54,9	55,0	55,1	57,3	58,2	59,3
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	56,6	57,5	57,5	55,9	55,5	56,3	56,3	56,0	55,1	55,5	57,2	57,4	55,8	55,2	55,4
Presse, librairie et papeterie	57,8	58,2	58,4	58,6	58,4	57,7	57,5	57,9	57,6	56,4	55,8	55,9	59,2	60,8	61,1
Voyages touristiques tout compris	68,5	70,5	71,7	72,1	72,0	71,5	70,0	69,0	70,9	71,4	68,6	67,2	64,5	63,2	64,8
Enseignement	60,0	60,1	59,3	60,4	60,9	60,8	60,5	60,6	60,8	61,6	60,0	60,3	59,7	58,9	58,8
Restaurants, cafés et hôtels	63,2	63,1	62,8	63,3	64,1	64,8	65,1	64,5	64,1	63,7	63,6	64,0	64,9	65,3	66,4
Restaurants et cafés	63,9	64,5	64,4	64,2	64,3	64,8	64,8	64,2	64,0	63,7	63,2	63,4	64,6	65,1	66,3
Hôtels	59,1	59,2	59,2	61,2	63,2	64,9	65,8	65,1	64,2	63,8	64,3	65,1	65,7	65,7	66,8
Biens et services divers	59,7	59,5	59,4	59,6	59,3	59,6	59,8	60,2	60,5	59,9	59,9	60,4	60,9	60,8	60,8
Soins corporels	58,7	58,3	58,6	59,1	58,6	58,3	58,3	58,6	59,1	58,7	58,1	57,9	59,0	59,7	61,0
Prostitution	58,9	58,9	58,8	58,7	58,6	58,5	58,4	58,3	58,2	58,1	57,9	57,8	57,6	57,5	57,5
Effets personnels n.d.a.	55,9	55,1	57,1	59,2	57,4	55,9	55,3	55,0	56,8	59,0	58,4	55,9	63,2	66,5	65,4
Services sociaux	53,6	54,1	53,4	53,3	52,5	54,3	54,5	54,9	55,8	53,8	54,0	54,7	53,2	53,7	54,3
Assurances (hors fonds de pension)	62,0	62,2	62,3	62,2	62,3	62,4	62,5	62,9	63,3	62,8	63,6	64,0	64,1	64,0	62,9
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	62,0	61,9	62,0	62,2	62,1	62,5	62,8	62,4	62,3	62,7	63,1	63,4	63,4	63,5	63,7
Autres services n.d.a.	59,0	54,9	54,1	56,9	57,4	56,6	57,1	58,0	57,5	55,5	55,5	56,9	57,5	57,5	57,8

1.5 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	38.579,2	40.679,3	41.936,8	42.682,0	43.588,4	45.522,3	47.363,6	49.819,6	52.409,2	55.137,4	54.986,6	57.341,4	58.841,7	59.840,6	60.490,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5.456,2	5.499,5	5.772,2	5.952,3	6.242,9	6.447,4	6.525,8	6.493,5	6.740,3	7.262,3	7.461,6	7.568,0	7.483,6	7.849,8	8.116,3
Produits alimentaires	4.928,4	4.985,8	5.233,1	5.395,9	5.635,2	5.835,8	5.891,5	5.881,7	6.112,8	6.608,7	6.801,1	6.890,1	6.779,8	7.137,9	7.385,2
Boissons non alcoolisées	527,8	513,7	539,1	556,4	607,7	611,6	634,3	611,7	627,5	653,6	660,5	677,8	703,8	711,9	731,1
Boissons alcoolisées et tabac	1.794,0	1.792,0	1.851,4	1.908,5	2.033,1	2.097,4	2.123,7	2.207,3	2.313,9	2.455,4	2.578,7	2.567,7	2.479,1	2.599,5	2.805,9
Boissons alcoolisées	716,9	741,4	765,7	747,1	783,8	823,8	860,4	907,0	947,5	996,1	1.045,6	1.060,3	1.039,3	1.056,0	1.102,1
Tabac	922,8	932,5	919,3	1.002,3	1.124,8	1.153,2	1.120,0	1.155,5	1.204,1	1.280,4	1.342,6	1.322,0	1.249,8	1.328,3	1.467,3
Stupéfiants	154,2	118,1	166,4	159,2	124,4	120,3	143,3	144,9	162,3	178,9	190,5	185,4	190,0	215,2	236,5
Articles d'habillement et chaussants	1.931,7	1.974,2	1.896,0	2.004,4	2.018,3	2.099,9	2.230,3	2.182,6	2.464,3	2.397,7	2.453,5	2.508,4	2.453,4	2.484,8	2.413,2
Habillement	1.638,4	1.661,1	1.555,3	1.682,4	1.696,8	1.757,2	1.866,9	1.807,4	2.061,5	2.003,1	2.045,5	2.055,8	2.021,8	2.054,1	1.996,7
Articles chaussants	293,3	313,1	340,8	322,0	321,6	342,7	363,4	375,1	402,9	394,7	408,0	452,7	431,7	430,6	416,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	8.441,8	8.920,6	9.339,6	9.364,8	9.714,3	10.036,9	10.281,3	10.855,5	11.074,0	12.292,6	12.083,6	12.759,6	13.210,0	13.889,4	14.264,4
Loyers réels (locataires)	1.446,1	1.485,3	1.533,8	1.651,6	1.777,6	1.766,3	1.825,8	1.974,8	2.135,1	2.169,2	2.346,1	2.437,4	2.431,9	2.533,8	2.770,4
Loyers imputés (propriétaires)	4.256,6	4.247,3	4.311,1	4.365,8	4.470,4	4.630,4	4.636,8	4.801,4	4.938,2	5.169,7	5.233,1	5.250,6	5.306,8	5.394,4	5.494,6
Biens et services pour réparations courantes du logement	459,9	480,8	522,0	529,7	532,9	558,9	558,4	602,5	655,2	706,4	727,8	764,8	829,5	871,3	898,8
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	550,2	578,3	624,7	664,3	679,3	673,4	666,5	677,0	724,8	778,2	849,5	890,2	877,4	902,9	937,9
Electricité, gaz et autres combustibles	1.729,1	2.128,8	2.348,0	2.153,4	2.254,0	2.407,9	2.593,8	2.799,8	2.620,7	3.469,0	2.927,2	3.416,5	3.764,4	4.186,9	4.162,6
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	2.584,8	2.489,9	2.519,1	2.576,9	2.620,6	2.720,7	2.906,3	3.159,3	3.446,5	3.505,6	3.543,8	3.779,2	3.699,2	3.662,5	3.487,2
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	1.354,2	1.208,6	1.213,8	1.232,4	1.224,5	1.234,5	1.358,1	1.540,3	1.681,4	1.678,9	1.723,5	1.876,7	1.835,7	1.749,4	1.561,5
Articles de ménage en textile	183,9	187,2	178,1	179,1	191,9	211,6	236,9	276,3	313,9	312,9	309,0	335,7	334,2	336,3	306,5
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	181,7	186,1	191,4	203,0	212,9	238,4	266,8	281,2	293,7	295,6	294,6	303,4	274,6	270,7	280,0
Outillage pour la maison et le jardin	189,9	216,2	215,4	228,2	240,6	256,2	263,9	301,0	354,1	369,9	364,9	384,2	391,8	403,3	420,8
Articles de ménage non durables et services domestiques	675,0	691,8	720,5	734,2	750,6	780,0	780,5	760,5	803,3	848,1	851,9	879,3	862,9	902,9	918,3
Dépenses de santé	2.257,0	2.350,9	2.398,8	2.522,2	2.600,2	2.709,4	2.750,5	2.947,4	3.099,8	3.177,4	3.378,5	3.446,7	3.714,1	3.807,7	3.940,4
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	662,8	710,4	767,4	764,5	790,9	917,8	970,7	1.001,8	1.013,7	969,4	1.003,7	1.005,1	1.004,4	1.033,4	1.059,8
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	552,2	529,5	469,3	468,7	516,8	454,1	441,8	527,3	537,2	525,7	593,9	677,9	742,3	768,6	798,4
Soins des hôpitaux et assimilés	1.042,1	1.111,0	1.162,1	1.289,0	1.292,5	1.337,4	1.338,0	1.418,2	1.548,8	1.682,3	1.780,8	1.763,8	1.967,4	2.005,7	2.082,2
Transport	5.033,7	5.423,3	5.338,8	5.497,8	5.485,3	5.863,7	6.102,2	6.695,8	6.836,8	7.167,7	6.874,1	7.496,2	8.003,1	7.656,5	7.889,6
Achat de véhicules personnels	1.661,0	1.738,2	1.663,9	1.787,4	1.702,3	1.838,2	1.858,3	2.199,3	2.261,3	2.347,4	2.296,1	2.536,6	2.599,4	2.117,4	2.300,5

1.5 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	2.938,3	3.260,2	3.292,2	3.315,9	3.368,1	3.582,8	3.770,0	3.984,5	4.043,4	4.263,8	3.986,9	4.353,7	4.735,5	4.843,6	4.856,6
Services de transport	434,4	424,9	382,7	394,5	414,9	442,6	473,9	512,0	532,1	556,4	591,2	606,0	668,2	695,4	732,5
Communication	910,0	971,4	1.059,4	1.167,2	1.269,3	1.325,7	1.373,1	1.341,4	1.372,4	1.370,2	1.436,5	1.456,4	1.407,6	1.503,1	1.458,1
Services postaux	38,9	42,9	44,5	48,4	48,8	41,3	47,4	52,4	53,8	54,5	55,0	53,6	52,3	53,3	48,1
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	69,1	75,8	79,7	78,8	76,0	73,5	73,3	67,2	69,6	72,5	65,9	65,9	70,0	68,6	71,5
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	802,0	852,7	935,2	1.040,0	1.144,5	1.210,9	1.252,3	1.221,9	1.249,1	1.243,2	1.315,6	1.336,9	1.285,4	1.381,2	1.338,5
Loisirs et culture	3.536,9	3.573,6	3.685,1	3.626,5	3.783,3	4.110,5	4.396,1	4.581,3	4.849,7	4.997,5	5.041,2	5.143,5	5.454,2	5.476,6	5.255,8
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	505,8	523,2	559,2	629,2	632,2	616,7	696,0	719,8	733,7	722,9	772,2	807,1	898,4	853,5	681,4
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	761,3	812,5	890,7	866,7	922,1	1.037,1	1.073,0	1.116,2	1.211,6	1.262,7	1.252,4	1.270,8	1.243,4	1.254,1	1.244,7
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	1.244,8	1.264,0	1.310,6	1.133,2	1.194,9	1.315,7	1.398,4	1.497,3	1.610,0	1.654,0	1.561,1	1.578,0	1.687,3	1.798,0	1.838,3
Presse, librairie et papeterie	600,6	594,7	575,7	614,1	649,8	715,5	731,4	697,6	733,3	791,3	804,9	803,4	779,3	712,3	683,3
Voyages touristiques tout compris	424,4	379,2	349,0	383,2	384,3	425,6	497,3	550,4	561,1	566,7	650,6	684,3	845,7	858,6	808,0
Enseignement	156,2	165,4	179,3	185,8	194,2	193,6	195,7	198,4	206,0	205,7	220,4	225,9	229,6	236,8	248,0
Restaurants, cafés et hôtels	1.813,1	2.044,1	2.200,2	2.298,0	2.295,6	2.302,7	2.358,9	2.471,4	2.637,8	2.843,7	2.903,2	3.095,1	3.104,3	3.230,1	3.227,5
Restaurants et cafés	1.563,8	1.433,3	1.448,5	1.526,9	1.663,6	1.684,3	1.764,7	1.797,4	1.897,9	2.003,1	2.014,8	2.077,2	2.383,9	2.430,5	2.543,8
Hôtels	249,3	610,8	751,7	771,1	632,1	618,3	594,2	674,0	739,9	840,6	888,4	1.017,9	720,5	799,6	683,7
Biens et services divers	4.663,7	5.474,4	5.696,9	5.577,5	5.331,3	5.614,6	6.119,7	6.685,8	7.367,7	7.461,7	7.011,6	7.294,7	7.603,4	7.443,9	7.384,0
Soins corporels	779,3	794,0	827,8	879,9	914,8	950,6	977,1	968,8	1.001,7	1.078,6	1.122,7	1.174,5	1.165,6	1.193,5	1.188,5
Prostitution	187,8	192,6	199,2	208,4	213,4	219,7	226,6	234,5	242,2	252,8	263,5	268,4	277,4	286,6	293,4
Effets personnels n.d.a.	176,9	176,9	173,9	185,1	204,9	220,9	228,3	223,5	228,4	237,8	249,8	270,9	236,5	226,7	242,3
Services sociaux	712,5	784,8	871,5	958,4	868,8	789,9	842,1	877,2	951,6	982,6	974,1	953,7	969,4	1.033,1	1.088,2
Assurances (hors fonds de pension)	1.067,1	1.150,9	1.259,4	1.284,1	1.261,8	1.285,9	1.372,0	1.396,4	1.484,6	1.531,7	1.581,6	1.710,9	1.905,1	1.861,1	1.601,1
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	1.282,3	1.847,4	1.759,6	1.411,7	1.175,2	1.315,8	1.566,7	2.069,0	2.522,4	2.283,8	1.675,2	1.862,7	1.906,5	1.584,5	1.667,9
Autres services n.d.a.	457,8	527,8	605,5	649,8	692,4	831,9	907,0	916,3	936,7	1.094,4	1.144,7	1.053,5	1.143,1	1.258,5	1.302,5

1.6 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	32,3	32,3	32,0	31,7	31,9	32,1	32,0	32,1	32,2	32,3	32,3	32,0	31,5	31,3	31,2
Produits alimentaires	32,2	32,3	32,0	31,6	31,8	32,0	31,9	32,0	32,2	32,2	32,2	31,9	31,4	31,2	31,1
Boissons non alcoolisées	32,9	32,6	32,5	32,2	32,2	32,7	32,5	32,5	32,9	33,0	32,8	32,8	32,6	32,4	31,8
Boissons alcoolisées et tabac	35,2	34,8	34,6	34,2	34,1	34,1	33,4	33,2	34,2	35,9	36,2	34,6	34,3	34,7	35,7
Boissons alcoolisées	34,9	35,5	35,6	34,2	33,2	33,7	34,0	34,5	35,0	35,1	35,0	34,4	33,7	33,5	34,0
Tabac	35,4	34,3	33,9	34,2	34,7	34,3	33,1	32,4	33,6	36,4	37,1	34,6	34,7	35,5	36,8
Stupéfiants	35,4	34,3	33,9	34,2	34,7	34,3	33,1	32,4	33,6	36,4	37,1	34,6	34,7	35,5	36,8
Articles d'habillement et chaussants	27,8	29,2	27,9	28,8	28,5	28,6	29,1	28,4	29,7	29,1	29,6	29,6	27,6	26,5	25,3
Habillement	27,7	29,3	27,6	28,9	28,7	28,7	29,1	28,4	30,0	29,2	29,7	29,6	27,6	26,5	25,1
Articles chaussants	27,9	28,9	29,6	28,4	27,7	28,5	28,8	28,6	28,7	29,0	29,1	29,6	27,8	26,7	25,9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	29,0	28,9	28,9	28,7	28,9	29,0	28,7	28,8	28,9	29,2	29,0	29,2	29,1	29,2	29,5
Loyers réels (locataires)	26,5	26,9	27,4	28,2	29,1	27,7	27,1	27,7	28,6	27,8	28,8	29,0	28,1	28,2	29,6
Loyers imputés (propriétaires)	28,0	27,0	26,4	25,9	25,8	26,1	25,6	25,6	25,7	25,9	25,8	25,5	25,3	25,2	25,2
Biens et services pour réparations courantes du logement	29,7	30,5	31,4	31,2	31,3	32,5	31,9	30,7	31,8	32,5	32,0	32,6	34,2	34,4	33,8
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	30,7	31,0	33,1	34,0	34,1	33,9	33,2	32,6	32,6	33,0	33,0	32,8	30,8	30,4	30,6
Electricité, gaz et autres combustibles	34,1	34,5	34,5	34,3	34,8	35,6	36,2	36,2	35,9	35,3	34,9	35,4	35,9	35,9	36,3
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	32,8	30,0	30,1	31,3	31,6	31,9	33,0	34,3	34,8	33,5	32,9	33,3	31,2	30,3	28,7
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	32,1	27,0	27,4	29,6	30,0	30,7	32,9	35,1	34,7	33,4	32,9	33,4	31,1	30,1	27,3
Articles de ménage en textile	31,5	31,1	30,2	29,6	30,6	31,6	33,0	35,4	35,9	32,8	31,3	32,7	30,8	29,7	26,7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	33,0	32,9	33,6	33,9	33,4	34,2	35,5	36,2	36,1	36,2	36,9	37,8	33,1	31,3	31,9
Outillage pour la maison et le jardin	32,8	33,3	33,9	34,9	35,4	35,2	34,7	36,2	38,7	38,0	36,9	37,0	36,1	35,7	36,7
Articles de ménage non durables et services domestiques	34,5	34,4	33,7	33,1	33,0	32,5	31,7	31,4	32,6	31,4	30,8	30,5	29,3	28,7	28,0
Dépenses de santé	33,4	33,1	34,0	33,1	32,6	33,1	33,1	32,8	32,8	32,5	32,1	31,4	32,4	32,3	32,3
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	34,4	34,1	35,0	33,3	32,9	34,7	34,9	34,5	34,5	34,0	33,5	33,4	33,4	33,2	33,1
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	32,8	32,6	33,1	32,8	32,7	32,7	32,7	32,6	32,3	32,3	32,1	32,1	32,2	32,0	31,9
Soins des hôpitaux et assimilés	33,2	32,7	33,7	33,2	32,4	32,1	32,0	31,8	32,0	31,7	31,3	30,2	31,9	31,9	32,1
Transport	32,8	32,7	32,6	32,9	32,8	33,1	33,5	34,3	34,1	34,2	34,4	34,6	34,9	34,0	34,5
Achat de véhicules personnels	37,0	37,4	37,3	37,8	37,1	37,2	38,0	38,8	39,3	39,7	40,0	40,0	39,9	36,4	38,2

1.6 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	31,7	31,7	31,6	31,6	31,8	32,1	32,4	33,2	32,8	32,8	32,7	33,0	33,5	33,6	33,5
Services de transport	27,1	25,6	25,8	26,6	27,4	27,8	28,2	28,2	27,1	27,4	29,0	28,8	29,5	30,5	31,6
Communication	33,1	32,1	32,0	31,7	31,3	31,4	31,5	31,6	31,4	31,7	32,4	32,6	31,8	31,5	30,9
Services postaux	29,9	30,7	30,7	30,4	30,7	30,4	31,7	34,1	34,2	33,6	33,4	31,7	31,0	31,2	30,0
Equipement de téléphone, télégraphe et télécopie	33,2	32,2	32,1	31,8	31,4	31,4	31,5	31,5	31,3	31,6	32,4	32,6	31,8	31,5	31,0
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	33,2	32,2	32,1	31,8	31,4	31,4	31,5	31,5	31,3	31,6	32,4	32,6	31,8	31,5	31,0
Loisirs et culture	29,1	28,3	28,2	28,9	29,3	29,8	30,2	30,5	30,5	30,4	30,7	31,3	31,6	31,7	30,3
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	23,6	23,6	23,3	26,3	24,9	23,8	24,3	24,2	23,6	23,4	26,0	27,2	29,0	28,5	23,4
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	33,4	33,4	33,4	32,8	33,3	34,9	35,8	36,5	37,3	37,4	37,5	37,5	36,1	35,5	34,4
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	32,1	31,4	32,0	34,0	34,7	34,2	34,3	34,6	35,4	34,8	33,0	33,1	34,5	34,9	34,8
Presse, librairie et papeterie	30,7	29,9	29,6	29,5	30,0	31,1	31,2	30,6	31,1	32,5	33,1	33,2	30,7	29,4	28,9
Voyages touristiques tout compris	22,4	19,2	17,7	18,4	19,5	20,4	22,2	23,2	21,4	20,1	21,9	23,6	25,9	26,8	25,4
Enseignement	30,9	30,8	31,4	30,5	30,4	30,1	30,3	30,2	30,2	29,5	30,8	30,6	30,9	31,4	31,4
Restaurants, cafés et hôtels	25,3	26,2	27,1	26,6	25,5	24,7	24,5	25,1	25,4	25,8	26,3	26,3	26,1	26,0	24,8
Restaurants et cafés	25,3	25,1	25,6	25,6	25,1	24,8	25,1	25,6	25,5	25,8	26,3	26,3	26,0	25,9	24,9
Hôtels	25,1	29,2	30,6	28,8	26,5	24,2	22,9	23,9	24,9	25,9	26,3	26,1	26,2	26,4	24,4
Biens et services divers	30,3	30,4	30,6	30,6	30,8	30,9	30,8	30,4	30,1	30,6	30,7	30,1	29,9	29,9	29,9
Soins corporels	31,0	30,9	30,4	30,2	30,8	31,3	31,2	30,8	30,5	31,0	31,8	32,6	31,8	31,1	29,6
Prostitution	31,8	31,8	31,8	31,8	31,8	31,9	31,9	31,9	31,9	31,9	31,9	31,9	31,9	31,8	31,8
Effets personnels n.d.a.	30,3	30,2	29,1	29,2	32,1	33,3	33,1	32,5	31,0	29,8	30,5	32,1	26,7	24,4	25,4
Services sociaux	35,2	34,8	35,4	35,6	36,3	34,6	34,5	34,3	33,6	35,2	35,0	34,6	35,5	35,4	35,1
Assurances (hors fonds de pension)	29,6	29,6	29,6	29,9	29,8	29,8	29,7	29,2	29,0	29,3	28,7	28,4	28,3	28,4	29,2
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	28,4	28,5	28,4	28,0	28,0	27,9	27,8	28,2	28,2	27,8	27,5	27,2	27,2	27,1	27,0
Autres services n.d.a.	29,0	32,8	34,5	32,6	31,6	33,5	34,4	33,5	33,5	35,5	34,5	31,8	32,3	32,4	32,0

1.7 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	19,7	19,0	20,4	17,6	12,4	10,9	10,1	10,0	10,3	11,0	11,6	10,6	10,9	11,7	12,3
Produits alimentaires	17,8	17,3	18,5	16,0	11,2	9,9	9,1	9,0	9,4	10,1	10,6	9,7	9,9	10,7	11,2
Boissons non alcoolisées	1,9	1,8	1,9	1,6	1,2	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	1,1
Boissons alcoolisées et tabac	5,9	5,8	6,1	5,2	3,8	3,3	3,1	3,3	3,3	3,4	3,6	3,3	3,3	3,5	3,7
Boissons alcoolisées	2,4	2,3	2,4	2,0	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5
Tabac	3,0	3,0	3,1	2,7	2,1	1,8	1,7	1,8	1,8	1,7	1,8	1,7	1,7	1,8	1,9
Stupéfiants	0,5	0,4	0,6	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Articles d'habillement et chaussants	8,1	7,6	7,7	6,5	4,5	4,0	3,8	3,8	4,1	4,0	4,2	3,8	4,1	4,4	4,5
Habillement	6,9	6,3	6,4	5,5	3,8	3,3	3,2	3,1	3,4	3,4	3,5	3,1	3,4	3,6	3,8
Articles chaussants	1,2	1,2	1,3	1,1	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	33,8	34,5	36,6	30,6	21,4	18,7	17,6	18,5	18,9	20,7	20,9	19,6	20,9	22,3	22,9
Loyers réels (locataires)	6,4	6,2	6,3	5,5	3,9	3,5	3,3	3,5	3,7	3,8	4,1	3,8	4,0	4,2	4,4
Loyers imputés (propriétaires)	17,7	17,6	18,5	15,8	11,0	9,6	8,9	9,2	9,5	9,8	10,2	9,2	9,6	10,0	10,3
Biens et services pour réparations courantes du logement	1,8	1,8	1,9	1,6	1,1	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	2,1	2,1	2,1	1,8	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4
Electricité, gaz et autres combustibles	5,9	6,9	7,7	5,9	4,1	3,7	3,5	3,8	3,6	4,8	4,2	4,3	4,8	5,5	5,4
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	9,2	9,3	9,5	7,7	5,3	4,6	4,3	4,5	4,9	5,1	5,4	5,1	5,5	5,7	5,7
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	4,9	5,0	5,0	3,9	2,6	2,2	2,0	2,2	2,4	2,5	2,6	2,5	2,7	2,7	2,7
Articles de ménage en textile	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Outillage pour la maison et le jardin	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Articles de ménage non durables et services domestiques	2,3	2,3	2,4	2,1	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5
Dépenses de santé	7,9	8,0	8,0	7,1	5,1	4,4	4,1	4,4	4,7	4,8	5,3	4,9	5,3	5,5	5,8
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	2,2	2,3	2,5	2,2	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,5	1,5
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	2,0	1,8	1,6	1,3	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,1	1,1	1,2
Soins des hôpitaux et assimilés	3,7	3,8	3,9	3,6	2,5	2,3	2,1	2,2	2,4	2,6	2,9	2,6	2,8	2,9	3,1
Transport	17,9	18,6	18,5	15,7	10,6	9,6	9,0	9,6	9,9	10,3	10,0	9,7	10,5	10,5	10,8
Achat de véhicules personnels	5,2	5,2	5,1	4,4	2,9	2,7	2,4	2,8	2,8	2,9	2,9	2,8	3,0	2,7	2,8

1.7 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - CHIFFRES ABSOLUS (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	10,8	11,5	11,8	9,8	6,7	6,0	5,7	5,9	6,1	6,4	6,1	5,9	6,5	6,7	6,9
Services de transport	1,9	1,9	1,7	1,4	1,0	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Communication	3,2	3,4	3,7	3,4	2,6	2,3	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0	2,0	2,2	2,2
Services postaux	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	2,8	3,0	3,3	3,1	2,3	2,1	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0	1,8	1,9	2,1	2,0
Loisirs et culture	14,1	14,1	14,8	11,7	8,2	7,5	7,2	7,4	7,8	8,1	8,3	7,4	7,9	8,1	8,2
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	2,5	2,5	2,7	2,2	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	1,4	1,4	1,4
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	2,7	2,7	3,0	2,5	1,8	1,6	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,5	1,6	1,7	1,7
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	4,5	4,5	4,6	3,1	2,2	2,1	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4	2,1	2,2	2,4	2,5
Presse, librairie et papeterie	2,3	2,2	2,2	2,0	1,4	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1
Voyages touristiques tout compris	2,2	2,2	2,2	2,0	1,3	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,3	1,5	1,5	1,5
Enseignement	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Restaurants, cafés et hôtels	8,3	8,7	9,2	8,1	5,7	5,1	4,7	4,8	5,1	5,4	5,5	5,3	5,5	5,8	6,2
Restaurants et cafés	7,2	6,4	6,4	5,6	4,2	3,7	3,5	3,5	3,7	3,8	3,9	3,5	4,2	4,4	4,8
Hôtels	1,2	2,3	2,8	2,5	1,5	1,4	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,3	1,4	1,3
Biens et services divers	17,9	20,1	21,1	17,1	11,0	9,8	9,8	10,8	12,0	12,0	11,5	10,9	11,7	11,6	11,7
Soins corporels	2,9	2,9	3,1	2,7	1,9	1,6	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,6	1,7	1,8	1,9
Prostitution	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Effets personnels n.d.a.	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Services sociaux	2,4	2,5	2,8	2,5	1,5	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,2	1,3	1,4	1,5
Assurances (hors fonds de pension)	4,2	4,3	4,8	4,0	2,7	2,3	2,3	2,4	2,5	2,6	2,8	2,7	3,1	3,1	2,6
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	5,3	7,2	7,0	4,7	2,7	2,6	2,8	3,6	4,4	4,0	3,1	3,1	3,2	2,7	2,9
Autres services n.d.a.	1,8	1,8	2,0	1,9	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	1,7	1,5	1,6	1,8	1,9

1.8 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits alimentaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Boissons non alcoolisées	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Boissons alcoolisées et tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Boissons alcoolisées	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Stupéfiants	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles d'habillement et chaussants	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles chaussants	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers réels (locataires)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers imputés (propriétaires)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Biens et services pour réparations courantes du logement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité, gaz et autres combustibles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles de ménage en textile	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Outillage pour la maison et le jardin	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles de ménage non durables et services domestiques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Soins des hôpitaux et assimilés	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de véhicules personnels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0

1.8 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de transport	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services postaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Presse, librairie et papeterie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Voyages touristiques tout compris	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants, cafés et hôtels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et cafés	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Hôtels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Biens et services divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Soins corporels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Prostitution	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets personnels n.d.a.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services sociaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurances (hors fonds de pension)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services n.d.a.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0

1.9 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.594,4	161.648,4	169.473,8	177.782,4	176.978,8	184.948,5	191.259,9	196.018,1	199.682,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	16.892,4	17.029,6	18.020,2	18.786,5	19.596,6	20.100,6	20.418,1	20.243,6	20.907,1	22.489,7	23.136,3	23.668,6	23.762,8	25.077,5	26.052,7
Produits alimentaires	15.290,4	15.454,6	16.360,2	17.058,8	17.710,2	18.228,5	18.464,7	18.358,7	19.001,4	20.507,6	21.125,5	21.603,9	21.601,2	22.879,3	23.756,6
Boissons non alcoolisées	1.602,0	1.575,0	1.660,0	1.727,7	1.886,3	1.872,1	1.953,4	1.884,9	1.905,8	1.982,1	2.010,9	2.064,8	2.161,6	2.198,2	2.296,1
Boissons alcoolisées et tabac	5.098,5	5.152,7	5.354,1	5.584,9	5.959,7	6.155,8	6.355,5	6.639,5	6.775,5	6.846,0	7.116,6	7.430,6	7.232,9	7.498,3	7.868,7
Boissons alcoolisées	2.054,7	2.089,6	2.149,2	2.184,7	2.357,7	2.444,2	2.534,1	2.630,5	2.703,9	2.834,9	2.988,6	3.079,3	3.083,8	3.148,9	3.242,6
Tabac	2.607,9	2.718,7	2.713,7	2.934,2	3.243,3	3.360,9	3.387,9	3.562,4	3.588,1	3.519,5	3.615,0	3.816,2	3.601,5	3.742,9	3.984,1
Stupéfiants	435,9	344,4	491,1	466,0	358,7	350,7	433,5	446,6	483,6	491,7	513,0	535,2	547,5	606,5	642,0
Articles d'habillement et chaussants	6.960,9	6.758,9	6.788,9	6.952,8	7.070,1	7.333,0	7.671,3	7.685,5	8.284,0	8.227,3	8.300,0	8.473,6	8.893,3	9.366,1	9.554,3
Habillement	5.910,4	5.676,0	5.638,5	5.820,6	5.909,0	6.129,1	6.409,6	6.371,6	6.882,0	6.864,7	6.896,2	6.943,2	7.338,2	7.753,0	7.944,3
Articles chaussants	1.050,5	1.082,8	1.150,4	1.132,2	1.161,1	1.203,8	1.261,7	1.313,9	1.402,0	1.362,6	1.403,8	1.530,5	1.555,0	1.613,1	1.610,0
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	29.072,1	30.855,9	32.289,3	32.659,0	33.625,7	34.589,8	35.791,8	37.659,9	38.296,3	42.104,0	41.638,3	43.719,1	45.380,9	47.573,9	48.384,2
Loyers réels (locataires)	5.463,4	5.522,6	5.601,8	5.864,2	6.118,8	6.381,6	6.734,7	7.125,6	7.472,8	7.795,8	8.136,4	8.402,2	8.662,1	8.994,6	9.357,3
Loyers imputés (propriétaires)	15.197,5	15.718,6	16.336,5	16.870,4	17.339,0	17.749,2	18.137,7	18.761,5	19.238,5	19.954,4	20.278,8	20.598,8	20.957,9	21.424,0	21.829,3
Biens et services pour réparations courantes du logement	1.550,9	1.577,5	1.664,3	1.697,4	1.700,8	1.717,0	1.751,9	1.962,8	2.061,9	2.170,4	2.275,6	2.342,7	2.422,4	2.535,0	2.660,3
Distribution d'eau et autres services relatifs au logement	1.792,1	1.864,6	1.885,6	1.955,7	1.990,5	1.985,1	2.006,8	2.077,2	2.223,0	2.361,2	2.571,5	2.714,6	2.852,1	2.968,1	3.065,6
Electricité, gaz et autres combustibles	5.068,1	6.172,6	6.801,2	6.271,4	6.476,7	6.756,9	7.160,7	7.732,8	7.300,0	9.822,2	8.375,9	9.660,7	10.486,3	11.652,2	11.471,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	7.887,3	8.307,6	8.355,8	8.235,0	8.294,7	8.517,1	8.819,5	9.202,5	9.910,1	10.467,8	10.779,6	11.364,2	11.848,2	12.085,5	12.167,1
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols et Appareils ménagers	4.213,9	4.478,4	4.424,5	4.156,8	4.078,6	4.023,9	4.131,2	4.389,3	4.839,3	5.024,0	5.243,7	5.613,3	5.899,5	5.809,6	5.718,4
Articles de ménage en textile	584,2	602,0	589,3	604,7	627,5	670,4	717,2	779,6	874,5	955,0	986,3	1.028,1	1.085,1	1.131,8	1.147,8
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	550,9	566,0	569,4	599,5	637,6	697,0	751,0	777,5	814,3	816,1	797,9	801,5	829,7	865,9	878,6
Outillage pour la maison et le jardin	579,5	648,3	635,7	653,7	679,4	727,0	761,5	830,6	915,6	972,3	990,1	1.039,6	1.084,9	1.130,6	1.145,5
Articles de ménage non durables et services domestiques	1.958,8	2.012,8	2.136,9	2.220,2	2.271,7	2.398,8	2.458,6	2.425,4	2.466,5	2.700,5	2.761,6	2.881,7	2.949,0	3.147,7	3.276,8
Dépenses de santé	6.753,1	7.109,4	7.064,0	7.609,6	7.978,3	8.196,6	8.310,2	8.975,2	9.445,0	9.789,3	10.535,5	10.961,3	11.474,2	11.798,9	12.183,0
Médicaments, autres produits pharmaceutiques et matériel thérapeutique	1.929,4	2.084,4	2.193,8	2.296,3	2.404,0	2.647,5	2.781,1	2.906,1	2.934,6	2.851,0	2.992,9	3.008,8	3.008,6	3.111,2	3.204,0
Services de médecins, dentistes et paramédicaux (hors hôpitaux)	1.681,7	1.623,1	1.417,9	1.429,3	1.579,9	1.388,6	1.351,1	1.616,0	1.665,6	1.628,4	1.848,7	2.114,2	2.304,0	2.399,2	2.500,6
Soins des hôpitaux et assimilés	3.142,0	3.401,9	3.452,2	3.884,0	3.994,3	4.160,5	4.178,0	4.453,1	4.844,7	5.309,8	5.693,9	5.838,3	6.161,5	6.288,5	6.478,3
Transport	15.364,0	16.589,8	16.367,1	16.706,3	16.706,9	17.690,9	18.194,9	19.503,2	20.040,9	20.955,8	19.976,1	21.663,6	22.924,5	22.502,7	22.857,5
Achat de véhicules personnels	4.488,3	4.647,9	4.463,1	4.727,5	4.589,0	4.944,5	4.893,8	5.674,2	5.755,0	5.916,3	5.744,4	6.348,9	6.508,4	5.811,7	6.026,9

1.9 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) ET COICOP 2 ET 3 DIGITS - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Frais liés à l'utilisation de véhicules personnels	9.273,2	10.284,5	10.422,0	10.496,7	10.601,0	11.154,0	11.618,7	12.015,6	12.323,5	13.012,4	12.191,6	13.211,0	14.148,7	14.408,1	14.511,1
Services de transport	1.602,4	1.657,4	1.482,0	1.482,2	1.516,8	1.592,4	1.682,4	1.813,4	1.962,4	2.027,1	2.040,1	2.103,8	2.267,3	2.282,9	2.319,5
Communication	2.752,9	3.026,6	3.307,4	3.676,8	4.050,5	4.226,4	4.356,2	4.242,5	4.371,2	4.322,6	4.427,0	4.471,9	4.427,6	4.774,3	4.712,1
Services postaux	130,0	139,6	144,7	159,0	159,1	136,0	149,6	153,4	157,3	162,2	164,9	168,9	168,9	170,9	160,2
Équipement de téléphone, télégraphe et télécopie	208,1	235,6	248,4	247,9	242,4	234,0	232,7	213,1	222,4	229,1	203,2	202,0	219,8	217,8	230,9
Services téléphoniques, télégraphiques et télécopies	2.414,8	2.651,4	2.914,3	3.269,8	3.649,0	3.856,4	3.973,9	3.876,0	3.991,5	3.931,3	4.058,8	4.101,0	4.038,9	4.385,5	4.320,9
Loisirs et culture	12.156,9	12.646,4	13.070,6	12.527,2	12.891,1	13.797,3	14.532,8	15.015,5	15.896,4	16.464,7	16.444,7	16.439,4	17.233,3	17.298,4	17.355,4
Appareils et supports audiovisuels, photographiques et informatiques et Biens durables pour loisirs	2.142,4	2.215,9	2.395,2	2.390,9	2.541,3	2.593,2	2.866,6	2.978,0	3.112,0	3.089,0	2.971,4	2.964,7	3.099,7	2.990,7	2.907,6
Biens non durables pour loisirs (articles de camping, horticulture, etc), animaux et produits liés	2.282,5	2.435,2	2.670,6	2.640,6	2.766,5	2.975,7	2.998,0	3.054,2	3.251,3	3.374,8	3.343,2	3.390,2	3.442,2	3.531,0	3.617,4
Abonnement TV, loteries, pratique sportive et autres services récréatifs et culturels	3.879,3	4.024,7	4.092,1	3.332,1	3.443,4	3.848,1	4.081,0	4.328,9	4.553,6	4.750,6	4.731,2	4.766,0	4.887,5	5.153,4	5.282,4
Presse, librairie et papeterie	1.954,6	1.991,9	1.945,1	2.081,5	2.165,3	2.297,2	2.345,0	2.282,8	2.354,2	2.433,3	2.430,3	2.421,7	2.542,0	2.422,5	2.362,7
Voyages touristiques tout compris	1.898,1	1.978,7	1.967,5	2.082,1	1.974,5	2.083,1	2.242,1	2.371,6	2.625,3	2.817,0	2.968,7	2.896,9	3.261,8	3.200,8	3.185,2
Enseignement	505,5	536,3	570,2	609,5	639,6	642,7	645,1	656,3	681,5	698,0	716,2	739,1	742,6	753,8	789,6
Restaurants, cafés et hôtels	7.163,7	7.797,8	8.123,6	8.651,6	9.009,2	9.338,9	9.633,6	9.857,0	10.405,6	11.021,0	11.036,9	11.789,2	11.904,5	12.419,8	13.035,1
Restaurants et cafés	6.171,2	5.707,2	5.666,3	5.973,7	6.625,2	6.782,6	7.035,3	7.031,2	7.432,7	7.773,9	7.660,1	7.883,3	9.159,1	9.385,5	10.230,2
Hôtels	992,5	2.090,6	2.457,3	2.677,9	2.384,1	2.556,3	2.598,3	2.825,8	2.972,9	3.247,1	3.376,8	3.905,9	2.745,4	3.034,3	2.804,9
Biens et services divers	15.408,6	17.990,8	18.615,5	18.222,1	17.290,6	18.196,4	19.865,5	21.967,7	24.460,2	24.396,1	22.871,5	24.227,9	25.435,2	24.868,8	24.723,1
Soins corporels	2.512,8	2.565,5	2.720,5	2.916,5	2.967,7	3.039,1	3.129,4	3.144,3	3.281,4	3.479,7	3.530,3	3.598,2	3.670,0	3.842,6	4.009,6
Prostitution	590,6	605,8	626,5	655,8	670,9	689,5	710,2	734,5	758,1	791,6	824,9	840,2	869,5	900,0	923,0
Effets personnels n.d.a.	584,3	584,9	597,3	633,7	638,2	663,0	690,6	686,9	736,6	796,9	819,3	843,8	885,6	928,4	954,4
Services sociaux	2.022,4	2.257,3	2.465,0	2.691,4	2.392,8	2.283,3	2.439,4	2.555,2	2.833,2	2.793,5	2.779,3	2.754,5	2.731,1	2.916,7	3.103,8
Assurances (hors fonds de pension)	3.604,3	3.889,2	4.248,0	4.297,1	4.236,8	4.317,9	4.625,0	4.779,7	5.118,6	5.235,9	5.512,9	6.025,0	6.734,0	6.548,9	5.485,7
Services financiers (y compris fonds de pension) n.d.a.	4.513,1	6.479,9	6.200,7	5.034,0	4.195,7	4.720,6	5.636,2	7.329,1	8.933,4	8.216,4	6.090,1	6.850,6	7.002,7	5.843,7	6.179,9
Autres services n.d.a.	1.581,2	1.608,2	1.757,5	1.993,6	2.188,5	2.483,0	2.634,7	2.738,0	2.798,9	3.082,1	3.314,9	3.315,5	3.542,3	3.888,5	4.066,6

2. Dépenses de consommation finale des administrations publiques par région (NUTS-1)

2.1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	4.906,1	5.138,3	6.792,1	7.061,3	7.335,1	7.973,1	8.480,1	8.818,6	9.387,2	9.882,0	10.021,6
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	3.000,7	3.113,5	4.248,5	4.401,1	4.553,8	4.996,1	5.359,6	5.651,8	6.065,0	6.366,6	6.436,7
Transferts sociaux en nature (D.63)	3.000,7	3.113,5	4.248,5	4.401,1	4.553,8	4.996,1	5.359,6	5.651,8	6.065,0	6.366,6	6.436,7
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	1.545,4	1.595,5	2.239,7	2.376,3	2.470,8	2.615,8	2.818,2	2.956,3	3.158,9	3.324,4	3.428,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	1.455,4	1.518,1	2.008,8	2.024,8	2.083,0	2.380,3	2.541,5	2.695,5	2.906,1	3.042,3	3.008,2
Remboursements de l'INAMI	1.196,0	1.239,5	1.734,2	1.728,4	1.760,2	1.979,7	2.111,6	2.183,2	2.310,9	2.394,8	2.444,1
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	3,0	3,1	4,6	4,5	4,3	4,7	5,1	5,1	4,6	5,0	5,2
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	112,5	113,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	25,1	35,5	60,5	66,3	74,6	102,5	108,7	120,4	130,7	147,1	133,0
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	112,5	121,1	203,1	212,1	223,4	247,9	271,9	291,5	318,5	346,6	340,7
Interventions de l'INIG	6,3	5,8	4,4	3,7	3,4	2,8	3,0	2,0	2,5	2,1	1,6
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	2,1	9,9	17,1	42,7	41,2	93,2	139,0	146,6	83,6
Dépense de consommation collective (P.32)	1.905,4	2.024,8	2.543,6	2.660,2	2.781,3	2.977,0	3.120,5	3.166,9	3.322,2	3.515,1	3.584,8

2.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	9,6	9,5	9,6	9,7	9,8	9,8	9,9	9,9	9,9	10,0	10,1	10,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	9,7	9,6	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,0	9,9	10,0	10,2	10,3
Transferts sociaux en nature (D.63)	9,7	9,6	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,0	9,9	10,0	10,2	10,3
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	9,3	9,4	9,5	9,7	9,9	10,2	10,4	10,5	10,6	10,6	10,9	10,9
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	10,1	9,9	10,0	9,9	9,8	9,7	9,6	9,4	9,2	9,5	9,5	9,7
Remboursements de l'INAMI	10,1	9,8	9,9	9,8	9,7	9,5	9,4	9,2	8,9	9,1	9,1	9,1
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	6,0	5,9	5,9	5,5	5,5	6,9	7,0	6,7	6,5	6,9	6,9	7,0
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	11,1	10,9	10,9	10,8	10,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	20,5	16,6	16,5	20,7	21,3	22,3	23,9	27,5	31,1	35,8	37,7	38,0
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	9,1	9,1	9,2	9,3	9,4	9,5	9,5	9,4	9,3	9,3	9,4	9,5
Interventions de l'INIG	8,5	8,4	8,3	8,2	8,1	8,5	8,4	8,4	8,3	8,4	8,3	8,3

2.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,3	23,9	27,5	31,1	35,8	37,7	38,0
Dépense de consommation collective (P.32)	9,4	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,9	10,0	10,1

2.3 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	29.518,5	31.031,8	32.407,8	34.675,2	36.453,0	37.912,6	39.593,3	41.159,4	42.872,6	46.183,1	48.151,7	49.471,3
Dépense de consommation finale individuelle (P.31)	17.703,4	18.514,5	19.603,4	20.766,5	22.248,7	23.336,8	24.371,1	25.333,5	26.451,0	28.787,6	30.133,9	31.463,9
Transferts sociaux en nature (D.63)	17.703,4	18.514,5	19.603,4	20.766,5	22.248,7	23.336,8	24.371,1	25.333,5	26.451,0	28.787,6	30.133,9	31.463,9
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	9.566,4	9.742,6	10.308,1	11.060,5	11.625,8	11.877,1	12.317,7	12.960,3	13.340,7	14.326,9	14.608,8	15.345,0
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	8.137,0	8.771,8	9.295,4	9.706,0	10.623,0	11.459,7	12.053,5	12.373,2	13.110,3	14.460,7	15.525,1	16.118,9
Remboursements de l'INAMI	6.771,5	7.268,2	7.704,5	7.963,0	8.759,4	10.183,8	10.689,7	10.936,3	11.576,7	12.738,6	13.678,1	14.102,2
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	30,0	33,8	36,0	39,2	39,9	32,6	32,8	33,6	35,0	35,5	39,3	39,0
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	573,4	593,8	607,7	610,4	696,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	65,8	121,6	115,5	113,2	122,1	122,8	119,4	109,2	104,2	113,2	111,9	123,3
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	666,8	726,8	805,7	954,5	981,0	1.093,3	1.186,5	1.259,7	1.353,5	1.512,1	1.638,3	1.748,5
Interventions de l'INIG	29,4	27,6	26,1	25,8	24,0	22,7	21,0	18,0	17,0	14,2	15,1	10,4
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	4,2	16,3	23,9	47,1	42,4	95,5
Dépense de consommation collective (P.32)	11.815,1	12.517,4	12.804,4	13.908,7	14.204,3	14.575,8	15.222,1	15.826,0	16.421,7	17.395,5	18.017,9	18.007,4

2.4 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	57,5	57,6	57,3	57,5	57,7	57,6	57,5	57,6	57,6	57,8	57,5	57,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	57,2	57,3	56,9	57,3	57,6	57,4	57,3	57,4	57,5	57,9	57,3	57,5
Transferts sociaux en nature (D.63)	57,2	57,3	56,9	57,3	57,6	57,4	57,3	57,4	57,5	57,9	57,3	57,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	57,7	57,4	57,3	57,6	57,8	57,7	57,3	57,2	57,2	57,9	56,5	56,8
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	56,6	57,1	56,4	56,9	57,4	57,1	57,3	57,5	57,9	57,9	58,2	58,1
Remboursements de l'INAMI	57,0	57,5	56,6	57,2	57,7	57,6	57,7	58,0	58,3	58,4	58,7	58,8
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	61,1	63,3	63,3	64,8	64,3	51,0	50,5	50,7	53,2	52,8	52,7	53,2
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	56,4	57,3	56,3	56,8	58,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	53,8	56,8	56,6	52,9	51,7	49,6	47,2	45,3	43,4	39,5	38,7	38,9
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	54,1	54,8	54,9	54,9	55,1	54,6	55,5	55,8	56,6	56,8	56,7	56,9
Interventions de l'INIG	39,6	39,7	39,9	40,0	40,2	40,3	40,6	41,0	41,3	41,7	42,2	42,7

2.4 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,6	47,2	45,3	43,4	39,5	38,7	38,9
Dépense de consommation collective (P.32)	58,0	58,0	58,0	57,9	57,9	57,9	57,8	57,8	57,8	57,8	57,7	57,6

2.5 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	16.901,6	17.732,1	18.711,9	19.770,9	20.549,6	21.449,7	22.476,4	23.293,0	24.204,0	25.701,2	27.149,9	27.709,0
Dépense de consommation finale individuelle (P.31)	10.258,8	10.695,0	11.512,6	11.953,5	12.568,9	13.259,1	13.924,7	14.404,4	14.985,9	15.952,7	17.065,8	17.637,6
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.258,8	10.695,0	11.512,6	11.953,5	12.568,9	13.259,1	13.924,7	14.404,4	14.985,9	15.952,7	17.065,8	17.637,6
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	5.471,6	5.635,0	5.968,3	6.281,4	6.501,0	6.595,6	6.955,0	7.302,2	7.521,1	7.813,5	8.439,6	8.723,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	4.787,2	5.060,0	5.544,3	5.672,1	6.068,0	6.663,5	6.969,7	7.102,1	7.464,8	8.139,2	8.626,2	8.914,0
Remboursements de l'INAMI	3.916,7	4.142,5	4.557,8	4.594,0	4.947,5	5.817,7	6.093,7	6.189,5	6.526,3	7.090,6	7.507,5	7.710,1
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	16,1	16,4	17,5	18,0	18,8	26,9	27,6	28,1	26,5	27,1	30,2	29,2
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	330,5	329,6	354,3	348,6	376,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	31,5	57,1	54,8	56,5	63,7	69,7	72,9	65,4	61,4	70,9	68,1	72,9
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	453,9	478,3	526,1	621,7	630,6	717,9	746,6	787,1	815,9	904,2	976,8	1.033,3
Interventions de l'INIG	38,6	36,1	33,9	33,4	30,8	28,8	26,3	22,3	20,6	17,0	17,7	12,0
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	2,5	9,7	14,1	29,5	25,8	56,5
Dépense de consommation collective (P.32)	6.642,7	7.037,1	7.199,3	7.817,4	7.980,7	8.190,6	8.551,7	8.888,6	9.218,1	9.748,5	10.084,2	10.071,4

2.6 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	32,9	32,9	33,1	32,8	32,5	32,6	32,6	32,6	32,5	32,2	32,4	32,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	33,1	33,1	33,4	33,0	32,5	32,6	32,7	32,6	32,6	32,1	32,5	32,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	33,1	33,1	33,4	33,0	32,5	32,6	32,7	32,6	32,6	32,1	32,5	32,2
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	33,0	33,2	33,2	32,7	32,3	32,1	32,3	32,3	32,2	31,6	32,6	32,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	33,3	33,0	33,6	33,2	32,8	33,2	33,1	33,0	32,9	32,6	32,3	32,1
Remboursements de l'INAMI	33,0	32,7	33,5	33,0	32,6	32,9	32,9	32,8	32,9	32,5	32,2	32,1
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	32,8	30,8	30,8	29,7	30,2	42,1	42,5	42,5	40,3	40,3	40,5	39,8
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	32,5	31,8	32,8	32,4	31,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	25,7	26,7	26,9	26,4	27,0	28,1	28,9	27,1	25,6	24,7	23,6	23,0
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	36,8	36,1	35,9	35,8	35,5	35,9	35,0	34,8	34,1	33,9	33,8	33,6
Interventions de l'INIG	51,9	51,9	51,8	51,8	51,6	51,1	51,0	50,6	50,3	49,9	49,5	49,0

2.6 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE (SUITE)

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,1	28,9	27,1	25,6	24,7	23,6	23,0
Dépense de consommation collective (P.32)	32,6	32,6	32,6	32,6	32,5	32,5	32,5	32,5	32,4	32,4	32,3	32,2

2.7 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR RÉGION (NUTS - 1) - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses de consommation finale à la charge des administrations publiques	51.326,2	53.902,2	56.556,4	60.284,3	63.173,8	65.821,7	68.861,7	71.513,7	74.411,7	79.857,4	83.781,8	85.998,9
Dépense de consommation finale individuelle (P.31)	30.962,9	32.323,0	34.466,8	36.268,3	38.633,3	40.629,9	42.544,3	44.138,9	45.990,6	49.736,4	52.559,3	54.753,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	30.962,9	32.323,0	34.466,8	36.268,3	38.633,3	40.629,9	42.544,3	44.138,9	45.990,6	49.736,4	52.559,3	54.753,2
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	16.583,3	16.973,1	17.986,4	19.200,5	20.120,8	20.570,3	21.512,3	22.638,8	23.332,5	24.756,2	25.866,6	27.024,9
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	14.379,6	15.349,9	16.480,4	17.067,8	18.512,5	20.059,6	21.032,0	21.500,1	22.658,1	24.980,2	26.692,7	27.728,3
Remboursements de l'INAMI	11.884,2	12.650,1	13.607,2	13.916,1	15.175,7	17.681,0	18.517,6	18.854,2	19.863,2	21.808,9	23.297,2	23.995,5
Interventions des FMP, FAT et du Zorgfonds	49,1	53,4	56,8	60,5	62,1	63,9	64,9	66,2	65,8	67,3	74,6	73,3
Interventions dans le prix de journée des hôpitaux	1.016,4	1.036,4	1.079,8	1.075,1	1.200,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interventions en nature des CPAS	122,4	214,2	203,9	214,0	236,1	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6
Interventions pour les personnes handicapées et/ou âgées et pour l'accueil de l'enfant	1.233,2	1.326,2	1.467,3	1.737,6	1.778,8	2.001,6	2.136,2	2.258,9	2.392,7	2.664,2	2.887,0	3.073,3
Interventions de l'INIG	74,3	69,6	65,4	64,5	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4
Autres transferts sociaux en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,1	8,8	35,9	55,2	119,3	109,4	245,2
Dépense de consommation collective (P.32)	20.363,3	21.579,2	22.089,6	24.016,0	24.540,5	25.191,8	26.317,4	27.374,8	28.421,1	30.121,0	31.222,5	31.245,7

3. Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages par région (NUTS-1)

3.1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	198,4	215,3	222,3	244,8	257,6	274,7	293,4	350,3	362,3	387,4	453,0	476,6	489,1	528,7	564,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	198,4	215,3	222,3	244,8	257,6	274,7	293,4	350,3	362,3	387,4	453,0	476,6	489,1	528,7	564,0
Transferts sociaux en nature (D.63)	198,4	215,3	222,3	244,8	257,6	274,7	293,4	350,3	362,3	387,4	453,0	476,6	489,1	528,7	564,0
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	194,5	211,5	220,0	242,0	255,4	272,5	291,9	348,9	361,5	386,6	450,5	475,4	488,1	527,7	563,0
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	3,9	3,8	2,3	2,8	2,2	2,2	1,5	1,4	0,7	0,8	2,5	1,2	0,9	1,0	1,0

3.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	9,3	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,6	10,6	10,7	10,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	9,3	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,6	10,6	10,7	10,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3
Transferts sociaux en nature (D.63)	9,3	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,6	10,6	10,7	10,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	9,3	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,6	10,6	10,7	10,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	9,4	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,9	10,0	10,1	10,3	10,4	10,4

3.3 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	1.230,1	1.327,0	1.363,4	1.485,9	1.548,8	1.649,7	1.753,4	1.885,2	1.936,5	2.048,6	2.619,8	2.719,2	2.753,4	2.956,3	3.139,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.230,1	1.327,0	1.363,4	1.485,9	1.548,8	1.649,7	1.753,4	1.885,2	1.936,5	2.048,6	2.619,8	2.719,2	2.753,4	2.956,3	3.139,3
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.230,1	1.327,0	1.363,4	1.485,9	1.548,8	1.649,7	1.753,4	1.885,2	1.936,5	2.048,6	2.619,8	2.719,2	2.753,4	2.956,3	3.139,3
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	1.206,1	1.303,8	1.349,4	1.469,2	1.535,6	1.636,6	1.744,4	1.877,1	1.932,3	2.044,0	2.605,5	2.712,2	2.748,1	2.950,9	3.133,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	24,0	23,2	14,1	16,7	13,2	13,0	9,1	8,0	4,2	4,6	14,3	7,1	5,3	5,4	5,7

3.4 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	57,7	57,7	57,7	57,7	57,6	57,6	57,6	57,1	57,1	57,0	57,4	57,3	57,2	57,2	57,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	57,7	57,7	57,7	57,7	57,6	57,6	57,6	57,1	57,1	57,0	57,4	57,3	57,2	57,2	57,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	57,7	57,7	57,7	57,7	57,6	57,6	57,6	57,1	57,1	57,0	57,4	57,3	57,2	57,2	57,2
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	57,7	57,7	57,7	57,7	57,6	57,6	57,6	57,1	57,1	57,0	57,4	57,3	57,2	57,2	57,2
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	58,0	58,0	58,0	57,9	57,9	57,9	57,8	57,8	57,8	57,8	57,7	57,6	57,6	57,5	57,5

3.5 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	704,3	758,9	778,4	846,4	881,0	939,2	998,1	1.064,9	1.093,7	1.157,9	1.494,2	1.548,6	1.567,0	1.679,3	1.780,8
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	704,3	758,9	778,4	846,4	881,0	939,2	998,1	1.064,9	1.093,7	1.157,9	1.494,2	1.548,6	1.567,0	1.679,3	1.780,8
Transferts sociaux en nature (D.63)	704,3	758,9	778,4	846,4	881,0	939,2	998,1	1.064,9	1.093,7	1.157,9	1.494,2	1.548,6	1.567,0	1.679,3	1.780,8
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	690,8	745,9	770,5	837,0	873,6	931,9	993,0	1.060,4	1.091,4	1.155,3	1.486,1	1.544,6	1.564,0	1.676,3	1.777,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	13,5	13,0	7,9	9,4	7,4	7,3	5,1	4,5	2,4	2,6	8,0	4,0	3,0	3,0	3,2

3.6 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	33,0	33,0	32,9	32,8	32,8	32,8	32,8	32,3	32,2	32,2	32,7	32,6	32,6	32,5	32,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	33,0	33,0	32,9	32,8	32,8	32,8	32,8	32,3	32,2	32,2	32,7	32,6	32,6	32,5	32,5
Transferts sociaux en nature (D.63)	33,0	33,0	32,9	32,8	32,8	32,8	32,8	32,3	32,2	32,2	32,7	32,6	32,6	32,5	32,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	33,0	33,0	32,9	32,8	32,8	32,8	32,8	32,3	32,2	32,2	32,7	32,6	32,6	32,5	32,5
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	32,6	32,6	32,6	32,6	32,5	32,5	32,5	32,5	32,4	32,4	32,3	32,2	32,2	32,1	32,1

3.7 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages	2.132,8	2.301,2	2.364,2	2.577,1	2.687,4	2.863,6	3.044,9	3.300,4	3.392,5	3.593,8	4.566,9	4.744,5	4.809,4	5.164,3	5.484,1
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	2.132,8	2.301,2	2.364,2	2.577,1	2.687,4	2.863,6	3.044,9	3.300,4	3.392,5	3.593,8	4.566,9	4.744,5	4.809,4	5.164,3	5.484,1
Transferts sociaux en nature (D.63)	2.132,8	2.301,2	2.364,2	2.577,1	2.687,4	2.863,6	3.044,9	3.300,4	3.392,5	3.593,8	4.566,9	4.744,5	4.809,4	5.164,3	5.484,1
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	2.091,5	2.261,2	2.339,9	2.548,2	2.664,6	2.841,1	3.029,2	3.286,5	3.385,2	3.585,9	4.542,1	4.732,2	4.800,2	5.154,9	5.474,2
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	41,3	40,0	24,3	28,9	22,8	22,5	15,7	13,9	7,3	7,9	24,8	12,3	9,2	9,4	9,9

4. Consommation finale effective par région (NUTS-1)

4.1 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(miljoenen euro's)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	18.686,3	19.552,7	20.060,8	20.638,3	21.208,7	21.967,4	23.007,6	24.189,3	25.056,1	26.647,2	27.226,8	28.347,9	29.040,9	30.018,4	30.472,0
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	16.780,9	17.528,0	17.974,8	18.348,4	18.853,1	19.541,9	20.463,9	21.529,2	22.274,8	23.670,2	24.106,4	25.181,0	25.718,6	26.503,0	26.887,1
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	3.000,7	3.113,5	3.350,7	3.548,2	3.815,6	4.034,0	4.248,5	4.401,1	4.553,8	4.996,1	5.359,6	5.651,8	6.065,0	6.366,6	6.436,7
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.922,0	16.777,8	17.358,8	18.286,7	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	198,4	215,3	222,3	244,8	257,6	274,7	293,4	350,3	362,3	387,4	453,0	476,6	489,1	528,7	564,0
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	1.905,4	2.024,8	2.086,0	2.289,9	2.355,6	2.425,4	2.543,6	2.660,2	2.781,3	2.977,0	3.120,5	3.166,9	3.322,2	3.515,4	3.584,8

4.2 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	10,4	10,3	10,2	10,2	10,1	10,1	10,2	10,2	10,1	10,2	10,3	10,3	10,1	10,2	10,1
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	10,5	10,4	10,3	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3	10,2	10,2	10,3	10,3	10,1	10,1	10,1
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	9,7	9,6	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,0	9,9	10,0	10,2	10,3	10,5	10,6	10,5
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	9,3	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,6	10,6	10,7	10,8	9,9	10,0	10,2	10,2	10,3
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	9,4	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,9	10,0	10,1	10,3	10,4	10,4

4.3 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	104.476,4	110.978,6	115.081,0	118.964,6	122.711,2	127.398,2	132.577,5	138.248,7	144.737,8	153.064,4	154.703,5	161.066,2	161.067,2	161.068,2	161.069,2
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	92.707,1	98.507,9	102.206,2	104.940,6	108.281,1	112.657,1	117.163,6	122.258,3	128.247,2	135.568,0	136.374,7	142.578,8	142.579,8	142.580,8	142.581,8
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	17.871,0	18.689,9	19.669,8	20.902,2	22.318,1	23.474,6	24.582,0	25.725,8	26.965,3	29.339,4	30.508,0	31.591,6	31.592,6	31.593,6	31.594,6
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	73.606,1	78.491,1	81.173,0	82.552,6	84.414,2	87.532,9	90.828,2	94.647,3	99.345,5	104.180,0	103.857,1	108.815,9	108.816,9	108.817,9	108.818,9
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	1.230,0	1.327,0	1.363,5	1.485,9	1.548,9	1.649,6	1.753,4	1.885,2	1.936,4	2.048,5	2.009,6	2.171,2	2.172,2	2.173,2	2.174,2
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	11.769,2	12.470,8	12.874,7	14.024,0	14.430,0	14.741,2	15.413,9	15.990,4	16.490,6	17.496,5	18.328,8	18.487,4	18.488,4	18.489,4	18.490,4

4.4 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	58,2	58,5	58,5	58,6	58,7	58,6	58,5	58,4	58,4	58,4	58,2	58,3	58,5	58,7	58,9
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	58,2	58,6	58,6	58,7	58,8	58,7	58,6	58,4	58,5	58,5	58,2	58,4	58,7	58,8	59,1
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	57,2	57,3	56,9	57,3	57,6	57,4	57,3	57,4	57,5	57,9	57,3	57,5	57,1	57,0	57,1
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	57,7	57,7	57,7	57,7	57,6	57,6	57,6	57,1	57,1	57,0	57,4	57,3	57,2	57,2	57,2
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	58,0	58,0	58,0	57,9	57,9	57,9	57,8	57,8	57,8	57,8	57,7	57,6	57,6	57,5	57,5

4.5 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	56.184,9	59.170,4	61.427,2	63.299,3	65.019,0	67.911,2	70.844,7	74.177,5	77.706,8	82.001,5	83.630,8	86.598,9	89.521,9	91.866,5	93.150,1
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	49.542,2	52.133,3	54.227,9	55.481,9	57.038,3	59.720,6	62.293,0	65.288,9	68.488,8	72.253,0	73.546,6	76.527,5	79.116,8	80.969,5	82.110,2
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	10.258,8	10.695,0	11.512,6	11.953,5	12.568,9	13.259,1	13.924,7	14.404,4	14.985,9	15.952,7	17.065,8	17.637,6	18.708,1	19.449,7	19.839,3
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	38.579,2	40.679,3	41.936,8	42.682,0	43.588,4	45.522,3	47.370,3	49.819,6	52.409,2	55.142,4	54.986,7	57.341,4	58.841,7	59.840,5	60.490,2
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	704,3	758,9	778,4	846,4	881,0	939,2	998,1	1.064,9	1.093,7	1.157,9	1.494,2	1.548,6	1.567,0	1.679,3	1.780,8
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	6.642,7	7.037,1	7.199,3	7.817,4	7.980,7	8.190,6	8.551,7	8.888,6	9.218,1	9.748,5	10.084,2	10.071,4	10.405,1	10.897,0	11.039,9

4.6 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	31,3	31,1	31,2	31,2	31,1	31,2	31,3	31,4	31,4	31,4	31,5	31,4	31,3	31,1	31,0
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	31,1	31,0	31,0	31,0	30,9	31,1	31,1	31,2	31,3	31,3	31,4	31,3	31,2	31,0	30,8
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	33,1	33,1	33,4	33,0	32,5	32,6	32,7	32,6	32,6	32,1	32,5	32,2	32,4	32,4	32,4
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	33,0	33,0	32,9	32,8	32,8	32,8	32,8	32,3	32,2	32,2	32,7	32,6	32,6	32,5	32,5
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	32,6	32,6	32,6	32,6	32,5	32,5	32,5	32,5	32,4	32,4	32,3	32,2	32,2	32,1	32,1

4.7 CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE PAR RÉGION (NUTS - 1) - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale effective (P.4)	179.474,6	190.005,0	196.847,3	203.082,6	208.974,2	217.470,7	226.522,9	236.462,4	247.277,8	261.249,7	265.327,5	275.691,8	286.196,7	295.181,6	300.842,0
Consommation finale effective des ménages (P.41_S.14)	159.111,3	168.425,8	174.757,7	179.066,6	184.433,7	192.278,9	200.205,5	209.087,6	218.856,7	231.128,7	234.105,0	244.446,1	253.846,0	261.253,2	266.430,9
Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (P.31_S.13)	30.962,9	32.323,0	34.466,8	36.268,3	38.633,3	40.629,9	42.544,3	44.138,9	45.990,6	49.736,4	52.559,3	54.753,2	57.776,8	60.071,0	61.264,5
Dépenses de consommation finale des ménages (P.31_S.14)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.616,3	161.648,3	169.473,7	177.798,6	176.978,8	184.948,4	191.259,7	196.017,9	199.682,4
Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (P.31_S.15)	2.132,8	2.301,2	2.364,2	2.577,1	2.687,4	2.863,6	3.044,9	3.300,4	3.392,5	3.593,8	4.566,9	4.744,5	4.809,4	5.164,3	5.484,1
Consommation finale effective collective des administrations publiques (P.42_S.13)	20.363,3	21.579,2	22.089,6	24.016,0	24.540,5	25.191,8	26.317,4	27.374,8	28.421,1	30.121,0	31.222,5	31.245,7	32.350,7	33.928,4	34.411,1

5. Comptes de revenus des ménages par région (NUTS-1) (net)

5.1 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	13.228,4	13.972,6	14.685,2	14.773,9	15.145,0	15.313,1	15.687,0	16.556,2	17.605,1	18.601,5	18.880,3	19.128,3	19.425,5	19.687,8	19.748,4
Transferts sociaux en nature (D.63)	3.199,1	3.328,8	3.573,0	3.793,0	4.073,2	4.308,7	4.541,9	4.751,4	4.916,0	5.383,5	5.812,6	6.128,4	6.554,1	6.895,3	7.000,7
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	1.739,9	1.807,0	1.930,0	2.100,5	2.249,5	2.370,1	2.531,6	2.725,2	2.832,3	3.002,4	3.268,7	3.431,7	3.647,0	3.852,1	3.991,5
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	1.459,2	1.521,8	1.643,0	1.692,5	1.823,7	1.938,6	2.010,3	2.026,2	2.083,7	2.381,1	2.543,9	2.696,7	2.907,1	3.043,2	3.009,2
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	16.427,5	17.301,4	18.258,2	18.566,9	19.218,2	19.621,7	20.228,9	21.307,6	22.521,1	23.985,0	24.692,9	25.256,7	25.979,6	26.583,1	26.749,2
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	13.228,4	13.972,6	14.685,2	14.773,9	15.145,0	15.313,1	15.687,0	16.556,2	17.605,1	18.601,5	18.880,3	19.128,3	19.425,5	19.687,8	19.748,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	163,2	155,3	157,9	156,0	177,1	179,3	185,4	193,3	234,2	282,7	274,6	342,2	290,5	279,5	296,4
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.922,0	16.777,8	17.358,8	18.286,7	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.922,0	16.777,8	17.358,8	18.286,7	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Epargne nette (B.8n)	-190,2	-71,3	441,3	374,6	542,2	259,1	-49,6	-28,2	480,5	597,5	861,1	418,0	551,4	359,6	158,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	16.427,5	17.301,4	18.258,2	18.566,9	19.218,2	19.621,7	20.228,9	21.307,6	22.521,1	23.985,0	24.692,9	25.256,7	25.979,6	26.583,1	26.749,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	163,2	155,3	157,9	156,0	177,1	179,3	185,4	193,3	234,2	282,7	274,6	342,2	290,5	279,5	296,4
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	16.780,9	17.528,0	17.974,8	18.348,4	18.853,1	19.541,9	20.463,9	21.529,2	22.274,8	23.670,2	24.106,4	25.181,0	25.718,6	26.503,0	26.887,1
Consommation individuelle effective (P.41)	16.780,9	17.528,0	17.974,8	18.348,4	18.853,1	19.541,9	20.463,9	21.529,2	22.274,8	23.670,2	24.106,4	25.181,0	25.718,6	26.503,0	26.887,1
Epargne nette (B.8n)	-190,2	-71,3	441,3	374,6	542,2	259,1	-49,6	-28,2	480,5	597,5	861,1	418,0	551,4	359,6	158,4
Taux d'épargne net (en %)	-1,4	-0,5	3,0	2,5	3,5	1,7	-0,3	-0,2	2,7	3,2	4,5	2,1	2,8	1,8	0,8

5.2 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	9,3	9,4	9,4	9,4	9,5	9,4	9,3	9,3	9,5	9,5	9,5	9,6	9,5	9,5	9,5
Transferts sociaux en nature (D.63)	9,7	9,6	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0	10,1	10,2	10,3	10,5	10,6	10,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	9,3	9,4	9,5	9,7	9,9	10,1	10,3	10,5	10,6	10,6	10,7	10,8	11,0	11,2	11,2
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	10,1	9,9	10,0	9,9	9,8	9,7	9,6	9,4	9,2	9,5	9,5	9,7	9,9	9,9	9,7
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	9,4	9,4	9,4	9,4	9,6	9,5	9,4	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,7	9,7
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	9,3	9,4	9,4	9,4	9,5	9,4	9,3	9,3	9,5	9,5	9,5	9,6	9,5	9,5	9,5
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	11,3	11,2	11,3	11,1	11,2	10,5	10,5	10,4	10,5	10,5	10,3	10,1	10,0	9,9	9,6
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Epargne nette (B.8n)	-1,1	-0,4	2,2	2,0	3,0	1,6	-0,3	-0,2	2,6	2,9	3,5	2,3	3,6	2,4	1,3
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	9,4	9,4	9,4	9,4	9,6	9,5	9,4	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,7	9,7
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	11,3	11,2	11,3	11,1	11,2	10,5	10,5	10,4	10,5	10,5	10,3	10,1	10,0	9,9	9,6
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	10,5	10,4	10,3	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3	10,2	10,2	10,3	10,3	10,1	10,1	10,1
Consommation individuelle effective (P.41)	10,5	10,4	10,3	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3	10,2	10,2	10,3	10,3	10,1	10,1	10,1
Epargne nette (B.8n)	-1,1	-0,4	2,2	2,0	3,0	1,6	-0,3	-0,2	2,6	2,9	3,5	2,3	3,6	2,4	1,3

5.3 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	85.965,8	90.857,9	95.501,2	96.276,1	97.406,0	99.530,3	103.142,4	108.504,3	113.919,6	120.089,5	121.887,0	122.265,8	124.442,2	127.505,0	127.538,3
Transferts sociaux en nature (D.63)	18.933,4	19.841,5	20.966,9	22.252,4	23.797,6	24.986,5	26.124,6	27.218,6	28.387,4	30.836,0	32.753,7	34.183,1	35.757,1	37.211,0	38.127,8
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	10.772,5	11.046,5	11.657,4	12.529,8	13.161,4	13.513,8	14.062,0	14.837,4	15.272,9	16.370,9	17.214,3	18.057,2	18.773,9	19.432,1	20.021,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	8.160,9	8.795,0	9.309,5	9.722,6	10.636,2	11.472,7	12.062,5	12.381,2	13.114,5	14.465,2	15.539,4	16.126,0	16.983,3	17.778,9	18.106,2
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	104.899,2	110.699,4	116.468,1	118.528,5	121.203,6	124.516,8	129.267,0	135.722,9	142.307,0	150.925,5	154.640,7	156.449,0	160.199,4	164.716,0	165.666,0
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	85.965,8	90.857,9	95.501,2	96.276,1	97.406,0	99.530,3	103.142,4	108.504,3	113.919,6	120.089,5	121.887,0	122.265,8	124.442,2	127.505,0	127.538,3
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	901,9	873,4	884,1	894,4	1.003,6	1.101,8	1.143,3	1.207,7	1.451,8	1.750,4	1.746,6	2.223,9	1.912,5	1.869,7	2.039,7
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	73.708,2	78.773,5	81.431,8	82.852,5	84.653,8	87.949,3	91.247,8	94.971,4	99.622,3	104.282,3	103.609,4	108.471,5	113.165,4	116.477,9	119.211,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	73.708,2	78.773,5	81.431,8	82.852,5	84.653,8	87.949,3	91.247,8	94.971,4	99.622,3	104.282,3	103.609,4	108.471,5	113.165,4	116.477,9	119.211,5
Épargne nette (B.8n)	13.159,5	12.957,9	14.953,5	14.318,0	13.755,8	12.682,8	13.037,8	14.740,6	15.749,1	17.557,6	20.024,2	16.018,3	13.189,2	12.896,8	10.366,5
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	104.899,2	110.699,4	116.468,1	118.528,5	121.203,6	124.516,8	129.267,0	135.722,9	142.307,0	150.925,5	154.640,7	156.449,0	160.199,4	164.716,0	165.666,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	901,9	873,4	884,1	894,4	1.003,6	1.101,8	1.143,3	1.207,7	1.451,8	1.750,4	1.746,6	2.223,9	1.912,5	1.869,7	2.039,7
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	92.641,6	98.614,9	102.398,7	105.104,9	108.451,4	112.935,8	117.372,4	122.190,0	128.009,7	135.118,3	136.363,1	142.654,6	148.922,6	153.688,9	157.339,2
Consommation individuelle effective (P.41)	92.641,6	98.614,9	102.398,7	105.104,9	108.451,4	112.935,8	117.372,4	122.190,0	128.009,7	135.118,3	136.363,1	142.654,6	148.922,6	153.688,9	157.339,2
Épargne nette (B.8n)	13.159,5	12.957,9	14.953,5	14.318,0	13.755,8	12.682,8	13.037,8	14.740,6	15.749,1	17.557,6	20.024,2	16.018,3	13.189,2	12.896,8	10.366,5
Taux d'épargne net (en %)	15,1	14,1	15,5	14,7	14,0	12,6	12,5	13,4	13,7	14,4	16,2	12,9	10,4	10,0	8,0

5.4 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	60,6	60,9	61,0	61,1	60,9	61,1	61,2	61,2	61,2	61,3	61,3	61,3	61,2	61,3	61,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	57,2	57,3	56,9	57,3	57,6	57,4	57,3	57,4	57,5	57,8	57,3	57,5	57,1	57,0	57,1
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	57,7	57,4	57,4	57,6	57,8	57,7	57,3	57,2	57,2	57,8	56,6	56,9	56,6	56,3	56,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	56,6	57,1	56,4	56,9	57,4	57,1	57,3	57,5	57,9	57,9	58,2	58,1	57,8	57,9	58,1
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	60,0	60,2	60,2	60,3	60,3	60,3	60,3	60,4	60,4	60,5	60,4	60,4	60,2	60,3	60,2
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	60,6	60,9	61,0	61,1	60,9	61,1	61,2	61,2	61,2	61,3	61,3	61,3	61,2	61,3	61,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	62,3	62,8	63,2	63,9	63,3	64,7	64,7	64,9	65,1	65,1	65,5	65,7	65,9	66,0	66,3
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Épargne nette (B.8n)	76,4	77,1	74,8	76,0	75,2	79,9	82,4	83,9	83,7	84,2	82,1	88,9	87,2	86,2	87,7
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	60,0	60,2	60,2	60,3	60,3	60,3	60,3	60,4	60,4	60,5	60,4	60,4	60,2	60,3	60,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	62,3	62,8	63,2	63,9	63,3	64,7	64,7	64,9	65,1	65,1	65,5	65,7	65,9	66,0	66,3
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	58,2	58,6	58,6	58,7	58,8	58,7	58,6	58,4	58,5	58,5	58,2	58,4	58,7	58,8	59,1
Consommation individuelle effective (P.41)	58,2	58,6	58,6	58,7	58,8	58,7	58,6	58,4	58,5	58,5	58,2	58,4	58,7	58,8	59,1
Épargne nette (B.8n)	76,4	77,1	74,8	76,0	75,2	79,9	82,4	83,9	83,7	84,2	82,1	88,9	87,2	86,2	87,7

5.5 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	42.426,2	44.225,0	46.167,0	46.475,0	47.175,8	48.030,5	49.755,9	52.207,3	54.444,4	57.166,2	57.827,8	58.104,7	59.512,9	60.856,4	61.037,0
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.963,0	11.453,9	12.291,1	12.799,9	13.449,9	14.198,3	14.922,7	15.469,3	16.079,6	17.110,6	18.559,9	19.186,2	20.275,1	21.129,0	21.620,0
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	6.162,4	6.380,9	6.738,8	7.118,4	7.374,5	7.527,5	7.947,9	8.362,7	8.612,5	8.968,8	9.925,7	10.268,2	10.771,2	11.229,0	11.569,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	4.800,6	5.073,0	5.552,3	5.681,5	6.075,4	6.670,8	6.974,8	7.106,6	7.467,1	8.141,8	8.634,2	8.917,9	9.503,8	9.900,0	10.050,7
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	53.389,2	55.678,9	58.458,1	59.274,9	60.625,7	62.228,9	64.678,6	67.676,6	70.524,0	74.276,7	76.387,7	77.290,8	79.788,0	81.985,4	82.657,1
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	42.426,2	44.225,0	46.167,0	46.475,0	47.175,8	48.030,5	49.755,9	52.207,3	54.444,4	57.166,2	57.827,8	58.104,7	59.512,9	60.856,4	61.037,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	382,1	362,8	356,2	349,8	405,4	422,8	439,4	458,8	545,8	655,2	647,0	820,9	700,9	682,6	739,7
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	38.579,2	40.679,3	41.936,8	42.682,0	43.588,4	45.522,3	47.370,3	49.819,6	52.409,2	55.142,4	54.986,7	57.341,4	58.841,7	59.840,5	60.490,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	38.579,2	40.679,3	41.936,8	42.682,0	43.588,4	45.522,3	47.370,3	49.819,6	52.409,2	55.142,4	54.986,7	57.341,4	58.841,7	59.840,5	60.490,2
Épargne nette (B.8n)	4.229,1	3.908,4	4.586,4	4.142,8	3.992,8	2.931,1	2.825,0	2.846,5	2.581,0	2.678,9	3.488,2	1.584,2	1.372,1	1.698,5	1.286,5
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	53.389,2	55.678,9	58.458,1	59.274,9	60.625,7	62.228,9	64.678,6	67.676,6	70.524,0	74.276,7	76.387,7	77.290,8	79.788,0	81.985,4	82.657,1
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	382,1	362,8	356,2	349,8	405,4	422,8	439,4	458,8	545,8	655,2	647,0	820,9	700,9	682,6	739,7
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	49.542,2	52.133,3	54.227,9	55.481,9	57.038,3	59.720,6	62.293,0	65.288,9	68.488,8	72.253,0	73.546,6	76.527,5	79.116,8	80.969,5	82.110,2
Consommation individuelle effective (P.41)	49.542,2	52.133,3	54.227,9	55.481,9	57.038,3	59.720,6	62.293,0	65.288,9	68.488,8	72.253,0	73.546,6	76.527,5	79.116,8	80.969,5	82.110,2
Épargne nette (B.8n)	4.229,1	3.908,4	4.586,4	4.142,8	3.992,8	2.931,1	2.825,0	2.846,5	2.581,0	2.678,9	3.488,2	1.584,2	1.372,1	1.698,5	1.286,5
Taux d'épargne net (en %)	9,9	8,8	9,9	8,8	8,4	6,0	5,6	5,4	4,7	4,6	6,0	2,7	2,3	2,8	2,1

5.6 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	29,9	29,6	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,4	29,3	29,2	29,1	29,1	29,2	29,2	29,3
Transferts sociaux en nature (D.63)	33,1	33,1	33,4	33,0	32,6	32,6	32,7	32,6	32,6	32,1	32,5	32,2	32,4	32,4	32,4
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	33,0	33,2	33,2	32,7	32,4	32,2	32,4	32,3	32,2	31,6	32,6	32,3	32,5	32,5	32,5
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	33,3	33,0	33,6	33,2	32,8	33,2	33,1	33,0	32,9	32,6	32,3	32,1	32,3	32,2	32,2
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	30,5	30,3	30,2	30,2	30,1	30,1	30,2	30,1	30,0	29,8	29,9	29,8	30,0	30,0	30,0
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	29,9	29,6	29,5	29,5	29,5	29,5	29,5	29,4	29,3	29,2	29,1	29,1	29,2	29,2	29,3
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	26,4	26,1	25,5	25,0	25,6	24,8	24,9	24,7	24,5	24,4	24,2	24,2	24,1	24,1	24,0
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Epargne nette (B.8n)	24,6	23,2	22,9	22,0	21,8	18,5	17,9	16,2	13,7	12,9	14,3	8,8	9,1	11,4	10,9
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	30,5	30,3	30,2	30,2	30,1	30,1	30,2	30,1	30,0	29,8	29,9	29,8	30,0	30,0	30,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	26,4	26,1	25,5	25,0	25,6	24,8	24,9	24,7	24,5	24,4	24,2	24,2	24,1	24,1	24,0
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	31,1	31,0	31,0	31,0	30,9	31,1	31,1	31,2	31,3	31,3	31,4	31,3	31,2	31,0	30,8
Consommation individuelle effective (P.41)	31,1	31,0	31,0	31,0	30,9	31,1	31,1	31,2	31,3	31,3	31,4	31,3	31,2	31,0	30,8
Epargne nette (B.8n)	24,6	23,2	22,9	22,0	21,8	18,5	17,9	16,2	13,7	12,9	14,3	8,8	9,1	11,4	10,9

5.7 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Transferts sociaux en nature (D.63)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Épargne nette (B.8n)	18,3	17,2	21,1	16,4	10,6	7,7	6,9	7,7	8,2	8,9	10,9	6,6	5,6	5,7	4,1
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Consommation individuelle effective (P.41)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Épargne nette (B.8n)	18,3	17,2	21,1	16,4	10,6	7,7	6,9	7,7	8,2	8,9	10,9	6,6	5,6	5,7	4,1

5.8 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux en nature (D.63)	n.														
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	n.														
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	n.														
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.														
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne nette (B.8n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.														
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation individuelle effective (P.41)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne nette (B.8n)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

5.9 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (NET) - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	141.785,3	149.222,4	156.530,8	157.672,7	159.828,3	162.962,1	168.668,3	177.355,1	186.060,7	195.953,3	198.694,9	199.588,4	203.474,2	208.146,6	208.422,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	33.095,5	34.624,2	36.831,0	38.845,3	41.320,7	43.493,5	45.589,2	47.439,3	49.383,0	53.330,1	57.126,2	59.497,7	62.586,3	65.235,3	66.748,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	18.674,8	19.234,4	20.326,2	21.748,7	22.785,4	23.411,4	24.541,5	25.925,3	26.717,7	28.342,1	30.408,7	31.757,1	33.192,1	34.513,2	35.582,4
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	14.420,7	15.389,8	16.504,8	17.096,6	18.535,3	20.082,1	21.047,7	21.514,0	22.665,3	24.988,0	26.717,5	27.740,6	29.394,2	30.722,1	31.166,1
Emplois															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	174.880,8	183.846,6	193.361,8	196.518,0	201.149,0	206.455,6	214.257,5	224.794,4	235.443,7	249.283,4	255.821,1	259.086,1	266.060,5	273.381,9	275.170,7
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible net (B.6n)	141.785,3	149.222,4	156.530,8	157.672,7	159.828,3	162.962,1	168.668,3	177.355,1	186.060,7	195.953,3	198.694,9	199.588,4	203.474,2	208.146,6	208.422,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	1.447,2	1.391,5	1.398,2	1.400,3	1.586,1	1.703,9	1.768,1	1.859,8	2.231,8	2.688,2	2.668,3	3.387,0	2.903,9	2.831,8	3.075,8
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.616,3	161.648,3	169.473,7	177.798,6	176.978,8	184.948,4	191.259,7	196.017,9	199.682,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.616,3	161.648,3	169.473,7	177.798,6	176.978,8	184.948,4	191.259,7	196.017,9	199.682,4
Épargne nette (B.8n)	17.216,7	16.812,3	20.002,3	18.851,7	18.301,4	15.880,6	15.820,1	17.566,6	18.818,8	20.842,9	24.384,4	18.027,0	15.118,4	14.960,5	11.815,6
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible net ajusté (B.7n)	174.880,8	183.846,6	193.361,8	196.518,0	201.149,0	206.455,6	214.257,5	224.794,4	235.443,7	249.283,4	255.821,1	259.086,1	266.060,5	273.381,9	275.170,7
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	1.447,2	1.391,5	1.398,2	1.400,3	1.586,1	1.703,9	1.768,1	1.859,8	2.231,8	2.688,2	2.668,3	3.387,0	2.903,9	2.831,8	3.075,8
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	159.111,3	168.425,8	174.757,7	179.066,6	184.433,7	192.278,9	200.205,5	209.087,6	218.856,7	231.128,7	234.105,0	244.446,1	253.846,0	261.253,2	266.430,9
Consommation individuelle effective (P.41)	159.111,3	168.425,8	174.757,7	179.066,6	184.433,7	192.278,9	200.205,5	209.087,6	218.856,7	231.128,7	234.105,0	244.446,1	253.846,0	261.253,2	266.430,9
Épargne nette (B.8n)	17.216,7	16.812,3	20.002,3	18.851,7	18.301,4	15.880,6	15.820,1	17.566,6	18.818,8	20.842,9	24.384,4	18.027,0	15.118,4	14.960,5	11.815,6
Taux d'épargne net (en %)	12,0	11,2	12,7	11,9	11,3	9,6	9,3	9,8	10,0	10,5	12,1	8,9	7,3	7,1	5,6

6. Comptes de revenus des ménages par région (NUTS-1) (brut)

6.1 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	14.132,5	14.898,2	15.637,4	15.732,1	16.168,1	16.423,6	16.966,0	17.978,2	19.120,7	20.233,9	20.542,3	20.868,7	21.225,8	21.575,8	21.680,1
Transferts sociaux en nature (D.63)	3.199,1	3.328,8	3.573,0	3.793,0	4.073,2	4.308,7	4.541,9	4.751,4	4.916,0	5.383,5	5.812,6	6.128,4	6.554,1	6.895,3	7.000,7
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	1.739,9	1.807,0	1.930,0	2.100,5	2.249,5	2.370,1	2.531,6	2.725,2	2.832,3	3.002,4	3.268,7	3.431,7	3.647,0	3.852,1	3.991,5
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	1.459,2	1.521,8	1.643,0	1.692,5	1.823,7	1.938,6	2.010,3	2.026,2	2.083,7	2.381,1	2.543,9	2.696,7	2.907,1	3.043,2	3.009,2
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	17.331,6	18.227,0	19.210,4	19.525,2	20.241,3	20.732,3	21.507,9	22.729,6	24.036,7	25.617,4	26.354,9	26.997,1	27.779,9	28.471,1	28.680,8
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	14.132,5	14.898,2	15.637,4	15.732,1	16.168,1	16.423,6	16.966,0	17.978,2	19.120,7	20.233,9	20.542,3	20.868,7	21.225,8	21.575,8	21.680,1
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	163,2	155,3	157,9	156,0	177,1	179,3	185,4	193,3	234,2	282,7	274,6	342,2	290,5	279,5	296,4
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.922,0	16.777,8	17.358,8	18.286,7	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	13.581,8	14.199,2	14.401,8	14.555,4	14.779,9	15.233,3	15.922,0	16.777,8	17.358,8	18.286,7	18.293,8	19.052,6	19.164,6	19.607,7	19.886,4
Épargne brute (B.8g)	714,0	854,3	1.393,5	1.332,8	1.565,3	1.369,6	1.229,4	1.393,8	1.996,1	2.229,9	2.523,1	2.158,4	2.351,8	2.247,6	2.090,1
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	17.331,6	18.227,0	19.210,4	19.525,2	20.241,3	20.732,3	21.507,9	22.729,6	24.036,7	25.617,4	26.354,9	26.997,1	27.779,9	28.471,1	28.680,8
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	163,2	155,3	157,9	156,0	177,1	179,3	185,4	193,3	234,2	282,7	274,6	342,2	290,5	279,5	296,4
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	16.780,9	17.528,0	17.974,8	18.348,4	18.853,1	19.541,9	20.463,9	21.529,2	22.274,8	23.670,2	24.106,4	25.181,0	25.718,6	26.503,0	26.887,1
Consommation individuelle effective (P.41)	16.780,9	17.528,0	17.974,8	18.348,4	18.853,1	19.541,9	20.463,9	21.529,2	22.274,8	23.670,2	24.106,4	25.181,0	25.718,6	26.503,0	26.887,1
Épargne brute (B.8g)	714,0	854,3	1.393,5	1.332,8	1.565,3	1.369,6	1.229,4	1.393,8	1.996,1	2.229,9	2.523,1	2.158,4	2.351,8	2.247,6	2.090,1
Taux d'épargne brut (en %)	5,0	5,7	8,8	8,4	9,6	8,2	7,2	7,7	10,3	10,9	12,1	10,2	10,9	10,3	9,5

Source: ICN

6.2 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	9,4	9,4	9,4	9,4	9,5	9,4	9,4	9,4	9,6	9,6	9,6	9,7	9,6	9,6	9,6
Transferts sociaux en nature (D.63)	9,7	9,6	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0	10,1	10,2	10,3	10,5	10,6	10,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	9,3	9,4	9,5	9,7	9,9	10,1	10,3	10,5	10,6	10,6	10,7	10,8	11,0	11,2	11,2
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	10,1	9,9	10,0	9,9	9,8	9,7	9,6	9,4	9,2	9,5	9,5	9,7	9,9	9,9	9,7
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	9,4	9,4	9,5	9,4	9,6	9,5	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8	9,8
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	9,4	9,4	9,4	9,4	9,5	9,4	9,4	9,4	9,6	9,6	9,6	9,7	9,6	9,6	9,6
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	11,3	11,2	11,3	11,1	11,2	10,5	10,5	10,4	10,5	10,5	10,3	10,1	10,0	9,9	9,6
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10,8	10,6	10,4	10,4	10,3	10,2	10,3	10,4	10,2	10,3	10,3	10,3	10,0	10,0	10,0
Épargne brute (B.8g)	2,7	3,3	4,7	4,6	5,4	5,0	4,4	4,6	6,1	6,2	6,3	6,3	7,4	7,0	7,1
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	9,4	9,4	9,5	9,4	9,6	9,5	9,5	9,6	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8	9,8
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	11,3	11,2	11,3	11,1	11,2	10,5	10,5	10,4	10,5	10,5	10,3	10,1	10,0	9,9	9,6
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	10,5	10,4	10,3	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3	10,2	10,2	10,3	10,3	10,1	10,1	10,1
Consommation individuelle effective (P.41)	10,5	10,4	10,3	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3	10,2	10,2	10,3	10,3	10,1	10,1	10,1
Épargne brute (B.8g)	2,7	3,3	4,7	4,6	5,4	5,0	4,4	4,6	6,1	6,2	6,3	6,3	7,4	7,0	7,1

6.3 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION FLAMANDE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	91.476,4	96.799,0	101.812,7	102.888,9	104.344,0	106.904,1	110.912,7	116.743,1	122.650,3	129.584,6	131.687,0	132.400,7	134.930,7	138.478,7	138.716,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	18.933,4	19.841,5	20.966,9	22.252,4	23.797,6	24.986,5	26.124,6	27.218,6	28.387,4	30.836,0	32.753,7	34.183,1	35.757,1	37.211,0	38.127,8
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	10.772,5	11.046,5	11.657,4	12.529,8	13.161,4	13.513,8	14.062,0	14.837,4	15.272,9	16.370,9	17.214,3	18.057,2	18.773,9	19.432,1	20.021,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	8.160,9	8.795,0	9.309,5	9.722,6	10.636,2	11.472,7	12.062,5	12.381,2	13.114,5	14.465,2	15.539,4	16.126,0	16.983,3	17.778,9	18.106,2
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	110.409,7	116.640,5	122.779,6	125.141,3	128.141,6	131.890,6	137.037,3	143.961,8	151.037,6	160.420,6	164.440,7	166.583,9	170.687,8	175.689,7	176.843,9
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	91.476,4	96.799,0	101.812,7	102.888,9	104.344,0	106.904,1	110.912,7	116.743,1	122.650,3	129.584,6	131.687,0	132.400,7	134.930,7	138.478,7	138.716,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	901,9	873,4	884,1	894,4	1.003,6	1.101,8	1.143,3	1.207,7	1.451,8	1.750,4	1.746,6	2.223,9	1.912,5	1.869,7	2.039,7
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	73.708,2	78.773,5	81.431,8	82.852,5	84.653,8	87.949,3	91.247,8	94.971,4	99.622,3	104.282,3	103.609,4	108.471,5	113.165,4	116.477,9	119.211,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	73.708,2	78.773,5	81.431,8	82.852,5	84.653,8	87.949,3	91.247,8	94.971,4	99.622,3	104.282,3	103.609,4	108.471,5	113.165,4	116.477,9	119.211,5
Épargne brute (B.8g)	18.670,1	18.899,0	21.265,0	20.930,8	20.693,9	20.056,6	20.808,2	22.979,5	24.479,8	27.052,7	29.824,2	26.153,2	23.677,7	23.870,5	21.544,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	110.409,7	116.640,5	122.779,6	125.141,3	128.141,6	131.890,6	137.037,3	143.961,8	151.037,6	160.420,6	164.440,7	166.583,9	170.687,8	175.689,7	176.843,9
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	901,9	873,4	884,1	894,4	1.003,6	1.101,8	1.143,3	1.207,7	1.451,8	1.750,4	1.746,6	2.223,9	1.912,5	1.869,7	2.039,7
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	92.641,6	98.614,9	102.398,7	105.104,9	108.451,4	112.935,8	117.372,4	122.190,0	128.009,7	135.118,3	136.363,1	142.654,6	148.922,6	153.688,9	157.339,2
Consommation individuelle effective (P.41)	92.641,6	98.614,9	102.398,7	105.104,9	108.451,4	112.935,8	117.372,4	122.190,0	128.009,7	135.118,3	136.363,1	142.654,6	148.922,6	153.688,9	157.339,2
Épargne brute (B.8g)	18.670,1	18.899,0	21.265,0	20.930,8	20.693,9	20.056,6	20.808,2	22.979,5	24.479,8	27.052,7	29.824,2	26.153,2	23.677,7	23.870,5	21.544,4
Taux d'épargne brut (en %)	20,2	19,3	20,7	20,2	19,6	18,6	18,6	19,5	19,7	20,6	22,4	19,4	17,3	17,0	15,3

6.4 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION FLAMANDE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	60,7	61,0	61,2	61,3	61,2	61,3	61,3	61,3	61,4	61,4	61,5	61,4	61,3	61,4	61,4
Transferts sociaux en nature (D.63)	57,2	57,3	56,9	57,3	57,6	57,4	57,3	57,4	57,5	57,8	57,3	57,5	57,1	57,0	57,1
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	57,7	57,4	57,4	57,6	57,8	57,7	57,3	57,2	57,2	57,8	56,6	56,9	56,6	56,3	56,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	56,6	57,1	56,4	56,9	57,4	57,1	57,3	57,5	57,9	57,9	58,2	58,1	57,8	57,9	58,1
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	60,1	60,3	60,4	60,5	60,5	60,5	60,5	60,5	60,6	60,7	60,6	60,6	60,4	60,5	60,4
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	60,7	61,0	61,2	61,3	61,2	61,3	61,3	61,3	61,4	61,4	61,5	61,4	61,3	61,4	61,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	62,3	62,8	63,2	63,9	63,3	64,7	64,7	64,9	65,1	65,1	65,5	65,7	65,9	66,0	66,3
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	58,5	58,9	59,0	59,1	59,2	59,1	59,0	58,8	58,8	58,7	58,5	58,6	59,2	59,4	59,7
Epargne brute (B.8g)	71,4	72,0	71,1	71,9	71,1	73,2	74,2	75,1	74,9	75,3	74,8	76,9	74,9	74,2	73,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	60,1	60,3	60,4	60,5	60,5	60,5	60,5	60,5	60,6	60,7	60,6	60,6	60,4	60,5	60,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	62,3	62,8	63,2	63,9	63,3	64,7	64,7	64,9	65,1	65,1	65,5	65,7	65,9	66,0	66,3
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	58,2	58,6	58,6	58,7	58,8	58,7	58,6	58,4	58,5	58,5	58,2	58,4	58,7	58,8	59,1
Consommation individuelle effective (P.41)	58,2	58,6	58,6	58,7	58,8	58,7	58,6	58,4	58,5	58,5	58,2	58,4	58,7	58,8	59,1
Epargne brute (B.8g)	71,4	72,0	71,1	71,9	71,1	73,2	74,2	75,1	74,9	75,3	74,8	76,9	74,9	74,2	73,4

6.5 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION WALLONNE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	44.942,2	46.805,9	48.815,4	49.168,2	50.013,9	51.070,6	52.921,3	55.594,7	58.047,1	61.099,8	61.828,0	62.193,5	63.718,4	65.216,6	65.474,2
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.963,0	11.453,9	12.291,1	12.799,9	13.449,9	14.198,3	14.922,7	15.469,3	16.079,6	17.110,6	18.559,9	19.186,2	20.275,1	21.129,0	21.620,0
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	6.162,4	6.380,9	6.738,8	7.118,4	7.374,5	7.527,5	7.947,9	8.362,7	8.612,5	8.968,8	9.925,7	10.268,2	10.771,2	11.229,0	11.569,3
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	4.800,6	5.073,0	5.552,3	5.681,5	6.075,4	6.670,8	6.974,8	7.106,6	7.467,1	8.141,8	8.634,2	8.917,9	9.503,8	9.900,0	10.050,7
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	55.905,2	58.259,8	61.106,5	61.968,1	63.463,7	65.268,9	67.844,0	71.064,0	74.126,7	78.210,4	80.387,9	81.379,6	83.993,4	86.345,5	87.094,2
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	44.942,2	46.805,9	48.815,4	49.168,2	50.013,9	51.070,6	52.921,3	55.594,7	58.047,1	61.099,8	61.828,0	62.193,5	63.718,4	65.216,6	65.474,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	382,1	362,8	356,2	349,8	405,4	422,8	439,4	458,8	545,8	655,2	647,0	820,9	700,9	682,6	739,7
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	38.328,0	40.386,9	41.769,6	42.443,9	43.357,2	45.176,5	46.928,7	49.457,1	52.025,3	54.765,6	54.652,8	56.867,1			
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	38.579,2	40.679,3	41.936,8	42.682,0	43.588,4	45.522,3	47.370,3	49.819,6	52.409,2	55.142,4	54.986,7	57.341,4	58.841,7	59.840,5	60.490,2
Epargne brute (B.8g)	6.745,0	6.489,3	7.234,7	6.836,0	6.830,9	5.971,1	5.990,4	6.233,8	6.183,7	6.612,6	7.488,4	5.673,0	5.577,6	6.058,6	5.723,7
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	55.905,2	58.259,8	61.106,5	61.968,1	63.463,7	65.268,9	67.844,0	71.064,0	74.126,7	78.210,4	80.387,9	81.379,6	83.993,4	86.345,5	87.094,2
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	382,1	362,8	356,2	349,8	405,4	422,8	439,4	458,8	545,8	655,2	647,0	820,9	700,9	682,6	739,7
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	49.542,2	52.133,3	54.227,9	55.481,9	57.038,3	59.720,6	62.293,0	65.288,9	68.488,8	72.253,0	73.546,6	76.527,5	79.116,8	80.969,5	82.110,2
Consommation individuelle effective (P.41)	49.542,2	52.133,3	54.227,9	55.481,9	57.038,3	59.720,6	62.293,0	65.288,9	68.488,8	72.253,0	73.546,6	76.527,5	79.116,8	80.969,5	82.110,2
Epargne brute (B.8g)	6.745,0	6.489,3	7.234,7	6.836,0	6.830,9	5.971,1	5.990,4	6.233,8	6.183,7	6.612,6	7.488,4	5.673,0	5.577,6	6.058,6	5.723,7
Taux d'épargne brut (en %)	14,9	13,8	14,7	13,8	13,5	11,6	11,2	11,1	10,6	10,7	12,0	9,0	8,7	9,2	8,6

6.6 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - RÉGION WALLONNE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	29,8	29,5	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	29,2	29,0	29,0	28,9	28,9	29,0	28,9	29,0
Transferts sociaux en nature (D.63)	33,1	33,1	33,4	33,0	32,6	32,6	32,7	32,6	32,6	32,1	32,5	32,2	32,4	32,4	32,4
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	33,0	33,2	33,2	32,7	32,4	32,2	32,4	32,3	32,2	31,6	32,6	32,3	32,5	32,5	32,5
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	33,3	33,0	33,6	33,2	32,8	33,2	33,1	33,0	32,9	32,6	32,3	32,1	32,3	32,2	32,2
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	30,4	30,1	30,1	30,0	29,9	29,9	30,0	29,9	29,7	29,6	29,6	29,6	29,7	29,7	29,8
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	29,8	29,5	29,3	29,3	29,3	29,3	29,3	29,2	29,0	29,0	28,9	28,9	29,0	28,9	29,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	26,4	26,1	25,5	25,0	25,6	24,8	24,9	24,7	24,5	24,4	24,2	24,2	24,1	24,1	24,0
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	30,6	30,4	30,4	30,4	30,5	30,6	30,6	30,8	30,9	31,0	31,1	31,0	30,8	30,5	30,3
Épargne brute (B.8g)	25,8	24,7	24,2	23,5	23,5	21,8	21,4	20,4	18,9	18,4	18,8	16,7	17,6	18,8	19,5
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	30,4	30,1	30,1	30,0	29,9	29,9	30,0	29,9	29,7	29,6	29,6	29,6	29,7	29,7	29,8
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	26,4	26,1	25,5	25,0	25,6	24,8	24,9	24,7	24,5	24,4	24,2	24,2	24,1	24,1	24,0
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	31,1	31,0	31,0	31,0	30,9	31,1	31,1	31,2	31,3	31,3	31,4	31,3	31,2	31,0	30,8
Consommation individuelle effective (P.41)	31,1	31,0	31,0	31,0	30,9	31,1	31,1	31,2	31,3	31,3	31,4	31,3	31,2	31,0	30,8
Épargne brute (B.8g)	25,8	24,7	24,2	23,5	23,5	21,8	21,4	20,4	18,9	18,4	18,8	16,7	17,6	18,8	19,5

6.7 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Transferts sociaux en nature (D.63)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Épargne brute (B.8g)	18,3	17,2	21,1	16,4	10,6	7,7	6,9	7,7	8,2	8,9	10,9	6,6	5,6	5,7	4,1
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	165,0	166,9	177,4	147,7	101,5	88,2	83,1	87,3	91,7	96,1	99,9	89,5	93,6	97,5	98,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Consommation individuelle effective (P.41)	146,6	149,6	156,3	131,4	90,9	80,5	76,1	79,5	83,5	87,2	89,0	83,0	88,0	91,8	94,3
Épargne brute (B.8g)	18,3	17,2	21,1	16,4	10,6	7,7	6,9	7,7	8,2	8,9	10,9	6,6	5,6	5,7	4,1

6.8 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - UNITÉ EXTRA-RÉGIONALE - IMPORTANCE RELATIVE PAR UNITÉ GÉOGRAPHIQUE

(pourcentages)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux en nature (D.63)	n.														
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	n.														
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	n.														
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.														
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne brute (B.8g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	n.														
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation individuelle effective (P.41)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne brute (B.8g)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

6.9 COMPTES DE REVENUS DES MÉNAGES PAR RÉGION (NUTS - 1) (BRUT) - ROYAUME - CHIFFRES ABSOLUS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	150.716,0	158.670,0	166.442,8	167.937,0	170.627,5	174.486,5	180.883,1	190.403,3	199.909,7	211.014,5	214.157,2	215.552,5	219.968,5	225.368,5	225.968,9
Transferts sociaux en nature (D.63)	33.095,5	34.624,2	36.831,0	38.845,3	41.320,7	43.493,5	45.589,2	47.439,3	49.383,0	53.330,1	57.126,2	59.497,7	62.586,3	65.235,3	66.748,5
Transferts sociaux en nature - production non-marchande (D.631)	18.674,8	19.234,4	20.326,2	21.748,7	22.785,4	23.411,4	24.541,5	25.925,3	26.717,7	28.342,1	30.408,7	31.757,1	33.192,1	34.513,2	35.582,4
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	14.420,7	15.389,8	16.504,8	17.096,6	18.535,3	20.082,1	21.047,7	21.514,0	22.665,3	24.988,0	26.717,5	27.740,6	29.394,2	30.722,1	31.166,1
Emplois															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	183.811,5	193.294,2	203.273,8	206.782,3	211.948,2	217.980,0	226.472,3	237.842,6	249.292,7	264.344,6	271.283,4	275.050,2	282.554,8	290.603,8	292.717,4
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)															
Ressources															
Revenu disponible brut (B.6g)	150.716,0	158.670,0	166.442,8	167.937,0	170.627,5	174.486,5	180.883,1	190.403,3	199.909,7	211.014,5	214.157,2	215.552,5	219.968,5	225.368,5	225.968,9
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	1.447,2	1.391,5	1.398,2	1.400,3	1.586,1	1.703,9	1.768,1	1.859,8	2.231,8	2.688,2	2.668,3	3.387,0	2.903,9	2.831,8	3.075,8
Emplois															
Dépenses de consommation finale (P.3)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.616,3	161.648,3	169.473,7	177.798,6	176.978,8	184.948,4	191.259,7	196.017,9	199.682,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	126.015,8	133.801,6	137.926,7	140.221,3	143.113,0	148.785,4	154.616,3	161.648,3	169.473,7	177.798,6	176.978,8	184.948,4	191.259,7	196.017,9	199.682,4
Épargne brute (B.8g)	26.147,4	26.259,9	29.914,3	29.116,0	29.100,6	27.405,0	28.034,9	30.614,8	32.667,8	35.904,1	39.846,7	33.991,1	31.612,7	32.182,4	29.362,3
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)															
Ressources															
Revenu disponible brut ajusté (B.7g)	183.811,5	193.294,2	203.273,8	206.782,3	211.948,2	217.980,0	226.472,3	237.842,6	249.292,7	264.344,6	271.283,4	275.050,2	282.554,8	290.603,8	292.717,4
Ajustement pour variations des droits à pension (D.8)	1.447,2	1.391,5	1.398,2	1.400,3	1.586,1	1.703,9	1.768,1	1.859,8	2.231,8	2.688,2	2.668,3	3.387,0	2.903,9	2.831,8	3.075,8
Emplois															
Consommation finale effective (P.4)	159.111,3	168.425,8	174.757,7	179.066,6	184.433,7	192.278,9	200.205,5	209.087,6	218.856,7	231.128,7	234.105,0	244.446,1	253.846,0	261.253,2	266.430,9
Consommation individuelle effective (P.41)	159.111,3	168.425,8	174.757,7	179.066,6	184.433,7	192.278,9	200.205,5	209.087,6	218.856,7	231.128,7	234.105,0	244.446,1	253.846,0	261.253,2	266.430,9
Épargne brute (B.8g)	26.147,4	26.259,9	29.914,3	29.116,0	29.100,6	27.405,0	28.034,9	30.614,8	32.667,8	35.904,1	39.846,7	33.991,1	31.612,7	32.182,4	29.362,3
Taux d'épargne brut (en %)	17,2	16,4	17,8	17,2	16,9	15,6	15,3	15,9	16,2	16,8	18,4	15,5	14,2	14,1	12,8

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le [calendrier de publication](#) des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
C.A.	Chiffres d'affaires
COICOP	Nomenclature des fonctions de consommation des ménages
CPAS	Centre public d'action sociale
DIV	Direction de l'immatriculation des véhicules
DGS	Direction générale Statistique du Service public fédéral Économie
EBM	Enquête sur le budget des ménages
EU-SILC	Enquête sur les revenus et conditions de vie
GOCA	Groupement des entreprises agréées de contrôle automobile et du permis de conduire
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
NACE	Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
NUTS 1	Niveau code NUTS en Belgique: régions
NUTS 2	Niveau code NUTS en Belgique: provinces
NUTS 3	Niveau code NUTS en Belgique: arrondissements
PIB	Produit Intérieur Brut
SEC	Système européen de comptes nationaux et régionaux
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SPF	Service public fédéral
SUT	Supply and use table
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "[e-service](#)", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "[Print-on-demand](#)", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en juillet 2016